

La réunion de Paris sur les droits de l'homme

M. Ceausescu en accusation à la CSCE

Un rideau de fer d'un autre âge

Avec une bonne dose de cynisme, on peut dire que M. Nicolae Ceausescu poursuit une politique d'une logique inébranlable. Son pays faisant de plus en plus figure d'exception dans le concert des nations, il convient de le protéger des dangereux bacilles démocratiques qui se propagent dans certaines parties de l'Europe de l'Est comme chez le grand voisin soviétique. La Conduite a donc décidé de construire - au cœur du camp communiste - un rideau de fer. Ce rideau de barbelés, qui est en voie d'achèvement, s'étend sur quelque 450 kilomètres, le long de la frontière avec la Hongrie. Apparemment, il n'est pas électrifié, mais techniquement, ce n'est pas un problème que de mettre les fils métalliques sous tension.

L'objectif est d'abord de tenter d'endiguer l'exode massif des Roumains de souche magyare de Transylvanie qui vont chercher refuge en Hongrie. Plus de trente mille d'entre eux ont fui les pénuries, la disette, les persécutions et l'assimilation forcée en cours des dix-huit derniers mois. Ces derniers temps, les Roumains ont tenté de franchir la frontière. Souvent au risque de leur vie, car les gardes roumains ont toujours le doigt sur le détenteur. Récemment, les corps de deux jeunes enfants ont été découverts flottant sur le Mures, le fleuve qui sépare les deux pays.

En érigeant ce rideau de fer d'un autre âge, il est clair aussi que la Roumanie tient à montrer sa « particularité ». Le régime du « génie des Carpates » dénonce comme il se doit le dialogue ouvert entre le pouvoir et l'opposition en Pologne et les réformes politiques et économiques mises en œuvre en Hongrie, où déferlent selon lui « les manifestations antisocialistes, anti-roumaines et révolutionnaires ».

Les représentants des trente-cinq pays signataires de l'Acte final d'Helsinki viennent d'achever à Paris une réunion sur la dimension humaine dans le cadre de la CSCE. La Roumanie était bien entendue au premier rang des absents, avant la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la RDA. Elle a choisi délibérément de ne pas répondre aux critiques qui lui ont été adressées.

Au début de ce forum, il y a un mois, le délégué roumain avait clairement annoncé la couleur en déclarant que son pays ne se sentait nullement lié par les dispositions du document de la récente conférence de Vienne sur les droits de l'homme.

Au nom de la France, M. Roland Dumas a demandé que cessent en Roumanie les graves violations des droits de la personne humaine. Évoquant le nouveau rideau de fer, le représentant de l'URSS a dit que les Soviétiques « n'auraient pas fait ça ». Pour le délégué néerlandais, le gouvernement de ce pays va « contre la marche de l'histoire » et « son temps est compté ». On ne peut que l'espérer pour les millions de Roumains qui vivent dans la misère, mais le régime de M. Ceausescu ne semble pas, pour l'instant, donner des signes de faiblesse.

M 0146 - 0626 0 - 6,00 F



3790146006000 06260

Remplaçant M. Zhao Ziyang, limogé

M. Jiang Zemin a été élu à la tête du PC chinois

La Chine vient enfin de rompre le silence sur la lutte pour le pouvoir qui se poursuit à Pékin depuis des semaines et d'annoncer, samedi 24 juin en fin de journée, le nom du nouveau secrétaire général du Parti communiste. Il s'agit de M. Jiang Zemin, chef du PC à Shanghai, qui remplace M. Zhao Ziyang, révoqué pour « n'avoir pas été à la hauteur de sa tâche », selon les termes du premier ministre, M. Li Peng.

Cette décision a été prise à main levée par le comité central, réuni pour son quatrième plénum, a déclaré M. Li Peng, précisant que le secrétaire général déchu n'avait « pas été à la hauteur de sa tâche pour combattre l'agitation contre-révolutionnaire », tout en ayant « fait un bon travail dans la politique de réformes et d'ouverture », nous précise par téléphone notre correspondant à Pékin, Francis Deron. En disant que l'enquête se poursuivait sur le cas du « camarade » Zhao, qui perd également son poste de membre du comité central et de membre du bureau politique, la mission militaire du parti, M. Li a implicitement reconnu qu'il restait membre du PCC.

Trois autres personnes quittent le bureau politique, MM. Hu Qili (qui était également membre de son comité permanent), Rui Xingwen et Yan Mingfu. M. Jiang Zemin entre, en revanche, au comité permanent, en compagnie de MM. Song Ping, Li Ruihan, maire de Tianjin, et Ding Guangen.

Né en 1926, M. Jiang Zemin, membre du bureau politique, secrétaire du comité du parti de Shanghai, ancien ministre de l'industrie électronique, va donc s'asseoir sur le fauteuil laissé chaud par la révocation de son ancien titulaire, M. Zhao Ziyang.

(Lire la suite et nos informations page 4.)

Malgré de nouveaux nuages sur le Cambodge

Retrouvailles franco-vietnamiennes

Le nouvel intérêt de la France pour les États indochinois se précise. Une coopération, jugée « très fructueuse » à Paris comme à Vientiane, s'est déjà amorcée avec le Laos, et la France resserre sensiblement ses liens avec le Vietnam, sans attendre le règlement, qui se complique, du conflit cambodgien.

La coopération franco-vietnamienne a repris sur de nouvelles bases. En revanche, le plein succès de la conférence internationale sur le Cambodge, prévue en août à Paris, ne semble toujours pas assuré. Tels sont les deux résultats de la visite que le vice-premier ministre vietnamien, M. Nguyen Co Thach, vient d'effectuer dans la capitale française, avant de se rendre à Stockholm puis à Londres.

Des entretiens que le chef de la diplomatie de Hanoï a eus à Paris, où il a été reçu par le chef de l'État, le premier ministre, M. Rocard s'est félicité, vendredi 23 juin, de ces « retrouvailles » - et plusieurs autres membres du gouvernement, il ressort que la France est prête à aider le Vietnam à se reconstruire. M. Roland Dumas s'y rendra en décembre pour y présider lui-même une réunion de la commission mixte de coopération. M. M. Bernard Kouchner et Thierry de Beauchamp, secrétaires d'État respectivement à l'action humanitaire et aux relations culturelles internationales, l'auront visité auparavant.

En outre, un accord de coopération a été signé jeudi, et Paris s'est engagé à doubler le nombre de réfugiés vietnamiens accueillis en France chaque année (2 400 au lieu de 1 200). Enfin, selon

M. Thach, la part française représente déjà plus de la moitié des quelque 400 millions de dollars d'investissements étrangers au Vietnam dans les six à huit derniers mois. Bref, le réchauffement des relations bilatérales, que Paris souhaitait vivement, s'est réalisé.

La visite de M. Thach retransmet également dans le cadre de la préparation de la conférence internationale sur le Cambodge qui doit s'ouvrir au Centre de conférences de l'avenue Kléber, en principe le 30 ou le 31 juillet. En principe, car M. Rocard a eu beau exprimer sa conviction que « les perspectives d'une paix authentique en Asie du Sud-Est sont maintenant réelles », tout dépend encore du résultat des entretiens que les Cambodgiens doivent avoir entre eux, en France, les 24 et 25 juillet.

JEAN-CLAUDE POMONTI
(Lire la suite page 3.)

Le conseil européen de Madrid



PAGE 3

Des enfants assassinés à Bogota

Une vingtaine en quelques semaines

PAGE 6

La rénovation à droite et à gauche

■ Les cadets de l'opposition réunis à Lyon
■ M. Pierre Mauroy invite le PS à briser le « carcan des courants »

PAGE 7

Les grèves des impôts

Les ratés de la modernisation

PAGE 17

Les cent ans
du « Wall Street Journal »

La dent toujours dure

PAGE 6

La réception de J.-Y. Cousteau
à l'Académie française

Le discours du récipiendaire
et la réponse de Bertrand Poirot-Delpech

PAGES 9 à 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Mauroy, invité dimanche à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 20

LE MONDE diplomatique

Juin 1989

LA CHINE EN TRANSES

La révolte des étudiants en Chine a secoué un système ossifié. La politique de réformes économiques « libérales » a largement échoué et n'a fait qu'aggraver les contradictions entre régions et entre classes. Roland Leys explique comment le refus d'une modernité qu'ils ont contribué à faire émerger a conduit les dirigeants en bord du gouffre. Il souligne aussi la diversité des courants au sein du mouvement contestataire.

LE COMBAT DES MINORITÉS INDIGÈNES

Une nouvelle convention mondiale voit le jour, qui devrait contribuer à la protection et à la promotion des peuples indigènes, minorités trop souvent exploitées, opprimées, « intégrées » ou exterminées. Des enquêtes à Genève et aux Philippines (Jacques Decroix), en Bolivie (Ignacio Ramonet), en Afrique (Jacques Bugnicourt) présentent quelques aspects des combats que mènent trois cent millions d'êtres humains. Des « survivants ».

Également au sommaire :

- ÉGLISE : La religion dans le débat démocratique, par Paul Valadier.
- ETHIOPIE-SOMALIE-SOUDAN : Une région déchirée par les guerres civiles, par Alain Gresh, Philippe Leymarie et Jean Guéhen.
- HISTOIRE : Fastes et larmes de la République 7, par Claude Nicolet.
- HABITAT : L'Europe du logement social, par Roger Quilliot, Pierre Querrey et Roger-Henri Guerrand.
- ARTS : La peinture, dernière valeur-refuge ? par Henri Cureau.

En vente chez votre marchand de journaux

Un complexe de vingt-trois salles

A Bruxelles, la revanche du cinéma

La fréquentation globale du cinéma à Bruxelles a fortement augmenté, grâce au Kinepolis, un complexe de vingt-trois salles, toutes confortables.

BRUXELLES
de notre correspondant

« Le plus important au cinéma ? Le fauteuil, bien sûr ! » Albert Bert, soixante-deux ans, promoteur du Kinepolis de Bruxelles - peut-être le plus grand complexe cinématographique au monde avec ses vingt-trois salles - ne s'embarrasse pas de détails. Pour lui, la crise du cinéma n'existe pas. Améliorez les salles, rendez-les attrayantes, donnez aux spectateurs un confort de vision et d'écoute supérieur, et ils retourneront au cinéma.

Poussant le paradoxe jusqu'à affirmer : « La télévision, mais c'est notre meilleure alliée ! », Albert Bert sait que les chiffres lui donnent raison. Ouvert en octobre 1988 avec huit salles - seulement -, le Kinepolis - vingt-trois salles aujourd'hui -

draine actuellement plus de 40 % des spectateurs de la capitale belge (166 000 entrées pour le mois de février). Certes, les autres cinémas de la capitale ont souffert de cette concurrence, mais - globalement - l'ouverture de ce complexe a permis d'augmenter de manière sensible la fréquentation.

Ainsi, selon les statistiques du très officiel *Moniteur du film*, du 20 septembre 1988 au 21 mars 1989, cette fréquentation globale a augmenté de 18 %. Sur la ville de Bruxelles, il y a maintenant 100 000 personnes en plus qui vont donc au cinéma grâce au Kinepolis.

Albert Bert n'en est pas à sa première expérience. En 1970, ce Flamand qui parle quatre langues hérite du Majestic, salle désuète des faubourgs de Courtrai. Il la transforme de fond en comble et en multiplie par dix le chiffre d'affaires. Il crée ensuite le Trioscoop (trois salles) à Hasselt, puis le Pentascop (cinq salles) à Courtrai. En 1982, c'est le Decascoop (dix salles) à Gand. Le succès ne se dément jamais.

Albert Bert pense alors à Bruxelles : « Si dix salles réussissent à Gand, alors il en faudrait au moins vingt à Bruxelles ».

Contrairement aux autres expériences où les complexes de cinéma se trouvent dans le centre des villes, Albert Bert implante Kinepolis à la périphérie de la capitale : au terminus de la principale ligne de métro bruxelloise, ce qui explique ainsi son succès auprès des jeunes.

Kinepolis - 150 mètres de long et 100 mètres de large - se déploie au pied de l'Atomium, symbole de l'exposition de 1958, et est intégré à un parc d'attractions populaires. Le parking gratuit peut accueillir 15 000 voitures. Effet de cette situation : les premières statistiques montrent que 40 % « seulement » des spectateurs de Kinepolis viennent de Bruxelles contre les 30 % habitant dans les communes-dortoirs du nord de la ville et le reste de toute la Belgique, mais aussi de France et des Pays-Bas.

JOSÉ-ALAIN FRALON.
(Lire la suite page 15.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 mt. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 Lt. ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 338 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Dates

Il y a 70 ans

Le traité de Versailles

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-37-27
Tél. MONDIPAR 680 572 F
Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lantier (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sala

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie :
« Le Monde »,
7, rue de la Harpe,
PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	BRUXELLES	GENÈVE	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	584 F	700 F
6	720 F	792 F	1 168 F	1 400 F
9	1 080 F	1 188 F	1 752 F	2 100 F
1 an	1 360 F	1 584 F	2 208 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

28 JUIN 1919. La galerie des Glaces à Versailles, encombrée de tables et de chaises, a peine à contenir les représentants des vingt-sept États alliés victorieux, les délégations militaires, généraux nombreux, soldats perdus dans la masse (une trentaine de « poilus » ont des places réservées) et le Tout-Paris politique et mondain (« les belles dames de la noblesse républicaine », selon le mot du général Mordacq, collaborateur de Clemenceau). Le spectacle de la signature du traité de paix entre l'Allemagne et ses vainqueurs dans cette galerie où, près d'un demi-siècle auparavant, avait été proclamé l'Empire allemand par des princes et des politiques en tenue militaire a valeur symbolique. La foule a envahi la place du château et les allées du parc afin d'accueillir les trois héros du jour, le président des États-Unis d'Amérique Woodrow Wilson, le premier ministre de sa Majesté britannique David Lloyd George, le président du conseil français Georges Clemenceau.

Les voici tous trois, côte à côte, pénétrant à pied dans la cour du château, un peu engoncés dans leur manteau sombre, haut-de-forme à la main, sourires de connivence, fidèles à leur image : Clemenceau, alerte vieillard de soixante-dix-huit ans, décidé et bougon, le visage mangé par une forte moustache gauchoise, Wilson, soixante-trois ans, grand Américain au visage émacié de clergymen (il est déjà malade) ; Lloyd George, cancé à la main, regard rusé, le plus jeune à cinquante-six ans, Gallois libéral et pourtant parfait représentant de l'Angleterre impériale.

Que peuvent-ils penser lorsque la délégation allemande pénètre dans la galerie des Glaces pour apposer sa signature sur un énorme document de plusieurs centaines de pages ? Celui-ci, saisi en août 1940 par un commando nazi dans le château de Langeais où il avait été mis à l'abri en septembre 1939 et expédié en Allemagne, sera détruit dans des conditions restées inconnues à ce jour.

Les deux ministres allemands signataires, Hermann Muller, social-démocrate, ministre des affaires étrangères, et Johannes Bell, centre catholique (Zentrum), ministre des transports, impressionnés, émus, conduits par la foule, signent ce que l'ensemble de la presse allemande appelle déjà un « Diktat ». Pour l'immense majorité du peuple allemand, une paix « honteuse », indigne de la valeur militaire allemande, vient d'être imposée par des Alliés qui, forts de leur puissance militaire, ont refusé de négocier avec le plus faible.

Du point de vue allemand, ce traité n'est pas un compromis négocié tel qu'on en avait toujours signé à la fin des guerres précédentes. Il manifeste la dureté du vainqueur débordant de « haine » : le comte Brockdorff-Rantzau, chef de la délégation allemande, venu recevoir les conditions de paix le 7 mai 1919 des mains de Clemenceau, président de la conférence de la paix, l'avait affirmé avec hauteur (« On avait envie de se lever et d'aller lui foutre son pied quelque part », confia le soir même Clemenceau à ses intimes).

Malheur au vaincu

Devant le refus persistant des Alliés de toute modification significative, le camp allemand, présidé par le socialiste Scheidemann, avait d'ailleurs préféré démissionner plutôt que d'accepter les conditions de paix ; il avait fallu toute l'éloquence d'un leader du Zentrum, Erzberger, pour que la majorité de gauche et du centre de la toute jeune République de Weimar finisse par se résigner. L'Assemblée allemande acceptait donc de signer le 22 juin (237 pour, 158 contre). Un nouveau gouvernement, dirigé par un autre social-démocrate, Bauer, devait porter le poids de cette honte, car toute la droite allemande et surtout l'état-major impérial allaient rejeter dès ce moment et dans les années futures la responsabilité de la défaite sur ces hommes politiques : « L'armée allemande a été poignardée dans le dos... Les forces armées de l'armée ne sont nullement responsables », affirme hautement le général Hindenburg. La légende du coup de poignard dans le dos commence ; elle va peser lourd sur le régime de Weimar. Erzberger lui-même mourra assassiné en 1920.

Cette paix était-elle si terrible, si irréaliste ? Les principales clauses du traité étaient d'ordre territorial, complétées par des exigences économiques et militaires, justifiées par des attendus juridiques et moraux. A l'ouest, l'Allemagne perdait l'Alsace-Lorraine au profit de la France et des districts remis à la Belgique ; au nord, le Schleswig septentrional était récupéré par le Danemark ; à l'est, la toute jeune Pologne recevait la Posnanie, une partie de la Prusse-

Orientale, dominait la ville libre de Dantzig en l'enserrant, et elle pouvait escompter s'imposer en Haute-Silésie si le plébiscite prévu pour 1921 tournait à son avantage. Pendant quinze ans, la Sarre était détachée de l'Allemagne, avant qu'un autre plébiscite n'en fixe le destin définitif. L'Allemagne s'engageait à respecter l'indépendance de l'Autriche, devenue un petit pays de langue allemande, s'interdisant bien sûr toute future réunion (Anschluss), même contre le vœu des habitants. Enfin elle perdait toutes ses colonies.

Les sanctions économiques étaient graves. Les charbonnages de la Sarre et de la Haute-Silésie devaient être propriété des vainqueurs français et polonais ; une partie de la flotte marchande, des machines et du matériel devaient être immédiatement livrés au titre des dommages de guerre. Sans que le montant exact en fût déjà déterminé, l'Allemagne s'engageait à payer des réparations, ce qui obligerait les Allemands à effectuer des ver-

lités collectives en portant une trace durable : comment faire entendre raison, c'est-à-dire magnanimité, aux Français qui avaient perdu 1 390 000 hommes sur les champs de bataille ? Comment leur faire admettre que les « Boches » ne rembourneront point, franc par franc, son par son, les champs dévastés du Nord et de l'Est, les mines noyées, les industries détruites ?

Compromis boiteux

La solidité du système versaillais offre davantage matière à discussions. Celles-ci furent vives, violentes même, dès 1919. Que reprochait-on par exemple à Clemenceau, négociateur quasi solitaire des traités ? Le président de la République, Raymond Poincaré, qui, dans son journal intime, le 6 avril 1919, traite Clemenceau de « fou dont la France a fait un dieu », le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, qui déclare à Poincaré, ravi, le 15 avril 1919, que Clemenceau est « vieilli, nerveux, débile » et

lité, diplomatie ouverte, menée devant et pour les peuples) ; ce que de classes ignorantes les plébiscites (ce de l'Alsace-Lorraine), les exactes lignes de partage entre nationalités ? Une Société des nations sans l'Allemagne, les États-Unis ni l'URSS avait-elle quelque chance de s'imposer ? Alors, les auteurs de ce traité, des idéalistes ? Wilson, grand inspirateur de la SDN, un esprit fumeux, loin des réalités de la vie internationale ?

En fait, les hommes d'État qui ont préparé la paix de Versailles étaient prisonniers de leur environnement, du temps court, alors qu'ils avaient à œuvrer pour le temps long. Le puissant mouvement des nationalités en Europe, faisant écarter les grandes empires, avait abouti à un morcellement de plus en plus marqué de l'Europe, avant que cette « véritable guerre civile européenne » accouche de nouveaux États (3). Le geste d'un fanatique nationaliste ne tue pas l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juillet 1914, était un véritable symbole de ce mouvement impatient et inévitable : la Yougoslavie venait au monde en 1915, comme la solution des revendications des Slaves du Sud ; et pourtant, soixante-dix ans plus tard, peut-on dire que ces Slaves du Sud s'entendent entre eux et que les haines ethniques aient cessé dans cet État ?

Les mouvements de longue durée

Un deuxième mouvement de longue durée était également enclenché : les grandes puissances économiques en Europe s'affrontaient de plus en plus pour la conquête des marchés, en Europe et hors d'Europe ; les impérialismes, sur lesquels se penchaient alors les théoriciens marxistes ou non, débouchaient sur des conflits, telle la course commerciale entre l'Allemagne et Grande-Bretagne ou les rivalités financières franco-allemandes dans les Balkans.

La guerre mondiale, solution de ces conflits ? Pourrait-on penser que des tensions pacifiques, négociées, aboutiraient quarante ans plus tard à des constructions où les entreprises européennes seraient réunies ? Kautsky, théoricien marxiste allemand, le présentait alors en évoquant le « sur-impérialisme » dont Lénine faisait des gorges chaudes. Mais le temps n'était pas encore venu en 1919 d'y voir clair en ce domaine.

Pas plus évident n'était alors le destin de cette révolution totale, survenue en Russie, au nom d'une idéologie communiste : était-ce un mouvement universel, novateur, capable de transformer la société pour la rendre plus juste, ou un mouvement de révolte propre aux pays sous-développés pour vaincre la misère au prix de la dictature, donc solution inadaptable aux États européens déjà développés ? A court terme, la révolution bolchevique faisait peur : elle agissait les esprits partout en Europe, donnait un modèle à ceux, très nombreux, qui, au sortir de la guerre, voulaient vivre mieux grâce à une action révolutionnaire. Si le traité de Versailles ne réglait aucunement le sort de la Russie aux prises avec une terrible guerre civile, le déroulement de cette guerre civile avait constamment préoccupé les négociateurs du traité. Fallait-il, en écrasant l'Allemagne et ses alliés, en faire des proies faciles pour le bolchevisme ? La France pouvait-elle conserver une forte armée alors que, dès le 1^{er} mai 1919, les manifestations étaient ardentes et nombreuses, que des matinales en mer Nivelle, à Toulouse (la presse traitait l'événement sur le moment), manifestaient la lassitude des « poilus » ?

Pour être rigoureux, il faut être précis : la France seule ne l'était pas, la Grande-Bretagne et même les États-Unis ne voulaient pas d'une puissance hégémonique en Europe ; la Russie était hors jeu quoique inquiétante. Du coup, on châtiait l'Allemagne, mais sans lui ôter tous les moyens de sa puissance. En somme, c'était encore le poids relatif des armées qu'il fallait soupeser pour anticiper le futur. Les auteurs de la paix de Versailles réglaient le sort du monde avec les méthodes du dix-neuvième siècle, alors que la guerre de 1914-1918 était le premier choc d'un monde nouveau, celui du vingtième siècle.

RENÉ GRAULT.

(1) Raymond Poincaré, *Un service de la France*, tome XIX, Paris, Plon, 1975, p. 323 et p. 335.
(2) Pierre Renouvin, *La Paix de Versailles*, Paris, Flammarion, 1969, p. 112.
(3) René Grault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, Paris, Masson, 1988.



sements pendant de nombreuses années, peut-être pendant deux générations.

L'armée allemande sera réduite à 100 000 hommes à partir de mai 1920. Elle ne pourra disposer ni d'artillerie lourde, ni de chars, ni d'aviation, ni de sous-marins ; elle ne pourra se fonder sur la conscription. Cette petite armée ne pourra jamais s'installer sur la rive gauche du Rhin et dans une bande de 50 kilomètres de profondeur sur la rive droite, zones qui resteront occupées par les Alliés pendant quinze ans, en garantie de l'exécution du traité.

Enfin et peut-être surtout, l'article 231, destiné à une grande célébrité, stipulait que l'Allemagne (avec ses alliés) se reconnaissait responsable de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les vainqueurs « en conséquence de la guerre qui a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ». Ainsi les vainqueurs obligeaient les vaincus à se reconnaître comme des « fauteurs de guerre », ce qui, à l'époque, constituait une innovation majeure dans le règlement des conflits.

Moralement, cette disposition était insupportable pour les Allemands, qui se sentaient condamnés au tribunal de l'Histoire par le sort des armes. Des historiens allemands devaient longtemps se consacrer à l'établissement des preuves « historiques » de la culpabilité des vainqueurs, dominant par là même une impulsion imprévue à la recherche historique contemporaine. Le traité de Versailles était-il « juste », était-il « solide », c'est-à-dire capable d'assurer la paix pour une longue durée ? Sur la « justice » du traité, point d'est besoin de discuter longuement. Pendant plus de quatre années, des peuples avaient lutté dans des conditions difficiles, parfois atroces pour les soldats, galvanisés ou simplement reconfortés par une propagande peu regardante quant à la simple vérité (le célèbre « bourrage de crânes »). Les mena-

« qu'il cède sur tout » (1), considéraient que le traité de Versailles ne garantissait pas la sécurité de la France face à une Allemagne déjà soupçonnée de vouloir sa revanche, comme la France après 1871. Pour eux, il aurait fallu une occupation de la rive gauche du Rhin pendant une très longue durée car « la ligne du Rhin » est la seule défense réaliste de la France ; selon eux, le système de garantie par des alliances avec les puissances anglo-saxonnes était aléatoire.

La Ligue des nations, bien sûr, Société des nations, inventée par Wilson et à laquelle Clemenceau lui-même ne croyait guère, serait sans pouvoir réel de coercition, donc dépourvue d'efficacité. Si l'on en juge par les événements survenus ensuite, on devrait logiquement soupçonner de vouloir sa revanche, le Sénat américain a refusé la ratification du traité, et donc les États-Unis ne siègent pas à la Société des nations ; en 1933, lorsque Hitler fait sortir l'Allemagne de la SDN, et en 1936, avec la remilitarisation de la rive gauche du Rhin, le traité de Versailles est devenu caduc. Clemenceau avait-il péché par optimisme ou par une trop grande confiance à l'égard des alliés anglo-américains ?

En vérité, le compromis de Versailles entre les Alliés peut apparaître comme boiteux avec le recul du temps parce qu'il mêlait une grande rigueur dans certaines clauses territoriales ou économiques et une grande faiblesse dans les garanties d'exécution : « Les quatre ont agi comme s'ils ne comprenaient pas la nécessité de mettre en harmonie les clauses de contraintes et les moyens d'exécution. Pourrait-il en être autrement ? », s'interrogeait le grand historien Pierre Renouvin, cinquante ans plus tard (2). En outre, une importante contradiction existait entre les principes et les réalités du traité : les vainqueurs prétendaient fonder leur action sur des bases universelles (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, respect des nations-

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

PIERRE
MAUROY

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Patrick JARREAU (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Paul JOLY (RTL)

RTL

La fin de la conférence de Paris sur les droits de l'homme L'amorce de la dissolution des blocs

La réunion sur les droits de l'homme qui a rassemblé, pendant quatre semaines à Paris, les représentants des trente-cinq pays membres du processus d'Helsinki (1) s'est achevée vendredi 23 juin. « Il n'y a plus entre nous de sujet tabou », disait M. Roland Dumas lors de la séance de clôture et c'est effectivement la première conclusion que l'on peut tirer de cet exercice. La plupart des débats qui ont eu lieu pendant un mois à Paris auraient en effet été imaginables il y a quelques années. Une discussion Est-Ouest sur les droits de l'homme peut désormais déboucher sur le règlement de cas précis et sur des propositions concrètes ; ce n'est plus, comme pendant si longtemps, un dialogue de sourds. Il n'est d'ailleurs plus question de discussion Est-Ouest. Un mouvement, déjà perceptible à la conférence de la CSCE à Vienne, s'est confirmé à Paris : l'amorce de la dissolution des blocs. La Hongrie tient sur le sujet des droits de l'homme un discours identique à celui des pays occidentaux ; la Pologne et l'URSS s'en rapprochent ; plusieurs des propositions formulées à Paris ont reçu le parrainage conjoint de pays socialistes et occidentaux.

Concrètement, la réunion de Paris ne pouvait guère déboucher sur de nouveaux accords. La raison principale en est qu'elle survient six mois après la conférence de Vienne, où a été adopté, en janvier, un document très fourni sur le chapitre des droits de l'homme notamment. Il était trop tôt non seulement pour négocier de nouveaux engagements collectifs, mais même pour mesurer sérieusement l'application de ceux qui avaient été pris à Vienne. De nouveaux chantiers ont cependant été ouverts à la coopération. L'examen des trente-cinq propositions formulées à Paris sera poursuivi lors des réunions de même nature qui auront lieu en 1990 à Copenhague et en 1991 à Moscou et lors de la grande

conférence de la CSCE à Helsinki en 1992. Parmi ces propositions, l'une, émanant de la France, vise à terme à l'instauration d'un espace européen de droit. Il s'agit de faire adopter par tous les pays membres le principe selon lequel les libertés juridiques et leurs garanties juridiques doivent être inscrites dans la loi. « Cela suppose », déclarait M. Roland Dumas, que soient reconnues la valeur universelle des droits de l'homme et l'obligation pour chaque Etat d'en assurer le respect. Il ne s'agit pas d'interprétation unilatérale ou restrictive dans un domaine où, comme nous l'avons dit, l'obligation de non-ingérence s'arrête là où commence l'obligation d'assistance. » Si l'aboutissement de ce projet ambitieux signifiait la reconnaissance dans toute l'Europe de la prééminence de l'état de droit et interdirait à tout pays de se retrancher derrière une législation nationale pour échapper aux engagements auxquels il souscrit au plan international.

La question des minorités

Une autre proposition française, coparrainée par l'Union soviétique (c'est une première), vise à instaurer une coopération, en matière juridique, bilatérale ou multilatérale. Il s'agit d'engager un travail de comparaison des systèmes juridiques existants et, si possible, de dégager des références juridiques communes, afin que les lois signifient la même chose. D'autres propositions portent notamment sur la liberté d'expression, celle de réunion et de manifestation. Les Américains ont avancé in extremis un texte réclamant la tenue d'élections libres. Quant à la Roumanie, elle a fait une proposition sur les droits économiques et sociaux dont un diplomate français

disait qu'il s'agissait, en gros, d'un « texte sur l'extinction du paupérisme en l'an 2000 » et qui fut la seule réponse de ce pays aux nombreuses critiques dont il a été la cible. Alors même que cette réunion se déroulait à Paris, le régime de M. Ceausescu entreprenait d'ériger un nouveau rideau de fer à la frontière qui sépare la Roumanie et la Hongrie vers laquelle fuient par milliers, depuis des mois, des Roumains d'origine hongroise tentant d'échapper aux discriminations dont ils font l'objet en Transylvanie. Au même moment aussi, la Bulgarie incitait au départ vers la Turquie bon nombre de ses ressortissants d'origine turque et ouvrait les portes de sortie à des milliers d'autres (plus de cinquante mille à ce jour). Cette actualité, à laquelle s'ajoutent les nouveaux troubles en Asie centrale, fit de la question des minorités l'un des sujets dominants de la réunion de Paris.

La Roumanie, quant à elle, était la cible de critiques sur bien d'autres sujets. Elle n'y a pas répondu, contrairement à la RDA ou à la Tchécoslovaquie qui, elles aussi interpellées, ont opposé soit des actes (des libérations), soit des insinuations qui proviennent au moins qu'elles n'ont pas violé du processus de la CSCE. Du représentant de Bucarest, rien ne fut obtenu, sinon qu'il ne parvint pas en claquant la porte, ce qui eût été un échec grave pour l'ensemble du processus d'Helsinki, par définition consensuel. Le délégué roumain se sera donc contenté d'écouter pendant quatre semaines, ce qui était un progrès par rapport au refus de recevoir des diplomates ou même d'ouvrir des lettres que pratiquent depuis des mois les autorités de Bucarest.

Cette attitude roumaine était l'une des autres raisons pour lesquelles on ne pouvait envisager de « document final » de la conférence de Paris. Une autre encore était que

les Américains n'y tenaient pas, par crainte de créer un précédent et de conférer à la future réunion de Moscou une fonction que, dans l'incertitude de ce que sera la situation en URSS en 1991, ils préféraient pour l'instant écarter. D'une façon générale, la délégation des Etats-Unis sera restée marquée pendant ces quatre semaines par l'approche américaine traditionnelle des droits de l'homme — insistait avant tout sur les cas particuliers — tandis que les Européens étaient plus soucieux de mettre à profit les bonnes dispositions de plusieurs pays de l'Est pour faire avancer les principes et le droit. L'URSS a été prise à partie sur les cas persistants de « refusniks » et sur les prisonniers d'opinion. Elle a cependant pu faire valoir les progrès accomplis et a joué le jeu jusqu'à faire venir à Paris des juifs qui se plaignaient d'ailleurs plus de la montée de l'antisémitisme en URSS que des difficultés d'obtenir un visa de sortie.

CLAUDE TRÉAN.

(1) Tous les pays européens sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada.

• Six opposants tchécoslovaques n'ont pu se rendre à Paris. Six opposants tchécoslovaques, tous signataires de la Charte 77 pour la défense des droits de l'homme, se sont vu empêcher de se rendre à Paris à l'occasion de la session sur la dimension humaine de la CSCE, ont-ils annoncé vendredi 23 juin à Prague. M. Ladislav Lb. Raden Pajouk, Milan Simek, Petr Uhl, Jan Urban et Sacha Vondra n'ont pas pu obtenir leurs documents de voyage pour se rendre à Paris à l'invitation de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme) à cette occasion, et ce « malgré une note diplomatique du gouvernement français », ont-ils indiqué dans un communiqué. — (AFP.)

Chine, surtout après le raidissement de ces dernières semaines. « Ce n'est pas parce que la Chine a la grippe que le Vietnam a la fièvre », rétorque M. Thach. Les Vietnamiens nient tout lien entre le processus de normalisation de leurs relations avec la Chine — faiblement mis en veilleuse par la situation à Pécin — et un règlement du conflit cambodgien. Il reste à voir si l'on peut dissocier les deux questions. Une Chine affaiblie n'est pas forcément une source de stabilité en Asie. Un accord viable sur le Cambodge est difficilement concevable sans le feu vert des Chinois.

Il faudra donc sans doute attendre au moins le 24 juillet, quand le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, se rencontreront en France, pour savoir plus précisément où l'on en est. Car le prince a déjà confié à plusieurs interlocuteurs que M. Deng Xiaoping lui a dit un jour : « Si vous lâchez les Khmers rouges, je vous combattrai... »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

A l'issue de la visite en URSS de M. Rafsandjani Moscou et Téhéran souhaitent un Afghanistan « libéré des ingérences extérieures »

A la recherche d'une position commune sur le conflit afghan, l'Union soviétique et l'Iran ont appelé, de leurs vœux, vendredi 23 juin, un Afghanistan « indépendant et libéré des ingérences extérieures ».

La formulation du communiqué conjoint publié à l'issue de la visite du président du Parlement iranien, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, évite tous les points de divergence entre les deux pays qui soutiennent les parties adverses dans la guerre civile afghane. « Les deux parties ont réaffirmé le droit légitime du peuple afghan à conserver son intégrité territoriale et l'indépendance de son pays, et ils ont exprimé une position commune sur le droit du peuple afghan à décider de son destin hors de toute ingérence extérieure », déclare le communiqué diffusé par l'agence Tass.

M. Rafsandjani a terminé son séjour en Union soviétique par une visite dans la capitale azérbaidjanaise, Bakou, pendant que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, s'entretenait à Moscou avec son

homologue afghan, M. Abdoul Ouakil. Le communiqué irano-soviétique préconise un « Afghanistan indépendant et non aligné, qui maintienne des relations amicales avec ses voisins ».

A Bakou, devant quelque cinq cents musulmans soviétiques réunis pour le service religieux du vendredi, l'homme fort de l'Iran s'est également prononcé pour un rapprochement entre les communautés musulmanes des deux pays, a rapporté un porte-parole des autorités islamiques de Transcaucasie. « Il a qualifié Gorbatchev de grand homme d'Etat, non seulement d'Union soviétique mais du monde entier », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, à Kaboul, douze personnes, selon un bilan fourni par des habitants, ont été tuées vendredi lors d'un tir de roquettes sur la capitale. Quelques vingt-cinq roquettes se sont abattues sur des zones résidentielles du nord de la ville, a précisé le maire de Kaboul, le général Mohamed Hakim. — (Reuters.)

Visite au Kremlin du numéro un bulgare

Moscou. — Le chef de l'Etat et du Parti communiste bulgares, M. Todor Jivkov, a effectué, vendredi 23 juin, une brève visite de travail à Moscou au cours de laquelle, selon l'agence Tass, il est convenu avec M. Gorbatchev que « chaque parti frère et chaque Etat » est « totalement indépendant » pour définir « les formes de développement social » qu'il souhaite. MM. Gorbatchev et Jivkov, poursuit l'agence, ont qualifié de « futile et dangereux d'imiter les expériences des autres sans prendre en compte les traits nationaux distinctifs de son propre pays ». La Bulgarie est généralement considérée comme l'un des pays socialistes les plus

réservés à l'égard de la perestroïka soviétique.

Tass ne dit mot dans son compte-rendu du sort de la minorité turque de Bulgarie, dont plus de cinquante mille membres ont émigré vers la Turquie depuis un mois. On sait cependant qu'Ankara a demandé à Moscou d'user de son influence auprès des autorités bulgares pour résoudre ce problème. Le ministre turc des affaires étrangères, M. Mesut Ylmaz, a d'ailleurs annoncé qu'il rencontrerait lundi l'ambassadeur d'URSS à Ankara, M. Albert Tchernichev, qui doit regagner son poste après s'être rendu à Sofia et à Moscou. — (AFP, Reuters.)

Avant le conseil européen de Madrid

M. Delors met une sourdine à ses ambitions en matière de politique sociale

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Sans doute pour inciter M^{me} Margaret Thatcher à faire preuve de Madrid d'un minimum d'ouverture à l'égard du projet d'union économique et monétaire, M. Jacques Delors est prêt à limiter ses ambitions en matière de politique sociale. Telle est l'impression qu'il a donnée au cours de la conférence tenue vendredi 23 juin à Bruxelles dans la perspective du conseil européen des 26 et 27 juin. La Grande-Bretagne aurait bien tort de craindre que la Communauté veuille légiférer sur ce terrain social au-delà de ses compétences, a fait valoir en substance M. Delors.

Que propose la Commission ? « Une charte des droits sociaux fondamentaux, c'est-à-dire une déclaration solennelle illustrant les valeurs sociales de notre société et de notre démocratie : une déclaration solennelle, pas plus », a dit M. Delors. Pour le reste, pas question de s'immiscer dans la politique des pays membres. « Le social existe dans le traité de Rome », a-t-il ajouté, mais « la Commission ne veut rien entreprendre qui tende à infléchir ce qu'un pays a accompli (...). La politique sociale, c'est la création d'emplois et la solidarité avec les régions les moins prospères ». Des propos auxquels pourrait se rallier M. Norman Fowler, le très libéral ministre du travail de Sa Majesté.

Ph. L.

• Le prochain conseil européen, sous présidence française, aura lieu les 8 et 9 décembre prochain à Strasbourg, a annoncé vendredi 23 juin le porte-parole de la présidence, M. Hubert Vedrine.

EN BREF

• GRÈCE : « mission exploratoire » pour M. Papandréou. — Le président de la République grecque, M. Christos Sartzetakis, a confié vendredi 23 juin au premier ministre par intérim, M. Andreas Papandréou, une deuxième « mission exploratoire » pour former un gouvernement après l'échec des efforts du conservateur Constantin Mitsotakis, vainqueur des élections législatives de dimanche dernier. Au cours d'une conférence de presse, M. Mitsotakis a déclaré que la mission qui lui avait été confiée avait été « infructueuse » et que « l'exclusive responsabilité » de cet échec revenait à la coalition de la gauche et du progrès (communistes et divers gauches). — (AFP.)

• URSS : Gigantesques incendies sur l'île Sakhaline. — Plus de 90 000 hectares de forêt ont été détruits par les incendies qui ravagent depuis le 10 juin le nord de l'île de Sakhaline (Extrême-Orient soviétique) et les incendies se poursuivent, a annoncé, vendredi 23 juin, l'agence Tass. « Je n'ai pas vu un tel désastre depuis que j'ai commencé à travailler ici il y a trente-trois ans », a raconté le chef des gardes forestiers de l'île, M. Kopeikin.

Retrouvailles franco-vietnamiennes

(Suite de la première page.)

Sur ce chapitre, les Français semblent s'être convaincus non seulement que l'armée vietnamienne aura évacué le Cambodge à la date du 30 septembre, mais qu'elle n'y retournera pas quoi qu'il advienne. Le chef de la diplomatie vietnamienne l'a d'ailleurs laissé comprendre lors d'une conférence de presse, vendredi après-midi, en déclarant que dans le cas où les Khmers rouges profiteraient, en l'absence d'un règlement, du vide laissé par le retrait vietnamien, la responsabilité en incomberait à ceux qui les ont soutenus et non au Vietnam.

Mais Hanoi continue de soutenir Phnom-Penh dans son refus d'inclure des Khmers rouges dans un gouvernement de coalition avant des élections. Il n'est pas davantage question d'intégrer les Khmers rouges au sein d'une armée cambodgienne. M. Thach a même demandé que M. Pol Pot, qui demeure toujours le vrai chef des Khmers rouges, soit nommé — et condamné pour les massacres perpétrés lorsqu'il était au pouvoir. Jusqu'ici, la formule adoptée était de s'opposer, de façon plus vague, « au retour aux pratiques du passé ».

Sur la participation de l'ONU à un mécanisme international de contrôle d'un éventuel accord, un compromis semble pouvoir, en revanche, se dégager. Hanoi et Phnom-Penh refusent encore qu'un tel mécanisme soit placé sous l'égide de l'ONU parce que

le siège du Cambodge à New York est occupé par un gouvernement — celui du prince Sihanouk — qui comprend des Khmers rouges, et parce que l'Organisation internationale a condamné à plusieurs reprises l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. L'ONU, pour sortir de l'impasse, pourrait éventuellement « se réveiller » — l'expression est de M. Thach — en se posant pour mettre un terme à sa condamnation du Vietnam, auquel cas Hanoi et Phnom-Penh lui offrirait alors autre chose que le strapontin qu'ils réservent à M. Perez de Cuellar, « à titre personnel », dans le mécanisme international de contrôle.

D'autres difficultés demeurent. Jusqu'à ces derniers jours, il semblait prévu que la conférence internationale de Paris réunirait, outre les quatre factions cambodgiennes (les trois de la résistance et celle de Phnom-Penh), les huit pays concernés de la région (Vietnam, Laos, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour

et Thaïlande), les cinq Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Inde. Le Vietnam souhaite qu'on y associe également la Suède, la Finlande, l'Autriche, ainsi que les trois membres de l'ancienne commission internationale de contrôle mise en place par les accords de Genève de 1954 (outre l'Inde, le Canada et la Pologne).

L'inconnue chinoise

Cette inflation de participants inquiète ceux — notamment les Français — qui y voient une source de complications. Enfin, M. Thach a émis le vœu qu'une vice-présidence de la conférence soit donnée à un Etat indochinois, ce qui devrait soulever moins de problèmes, l'Indonésie assurant l'autre vice-présidence, et la France étant, en tant que pays hôte, présidente.

Mais la prudence observée à l'égard de l'éventuel succès de cette conférence vient sans doute de l'inconnue que représente la

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !



POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

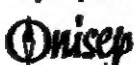
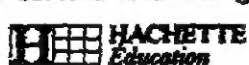
- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

⇒ BREVET

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le Monde

Le service des corrigés vous est proposé par :



36.15 LMBAC

Asie

CHINE : fustigeant le « libéralisme bourgeois »

Le Petit Livre des pensées de M. Deng Xiaoping est sous presse

Un enseignant de l'université normale de Pékin, M. Liu Xiaobo, a été arrêté vendredi 23 juin sous l'inculpation d'incitation à l'émeute, ont annoncé les autorités samedi. L'enseignant, dont il est dit qu'il est « connu pour ses positions anti-marxistes et ses vues académiques attaquant la culture traditionnelle chinoise », était revenu le 27 avril d'un

voyage de trois mois aux Etats-Unis et aux Pays-Bas et « s'impliquait profondément dans l'agitation étudiante » selon la presse officielle. Par ailleurs, un dissident en vue a trouvé refuge à l'étranger dans les jours ayant suivi la répression militaire du soulèvement de Pékin. Il s'agit de M. Sa Shaozhi, proche du secrétaire général du

Parti communiste en passe d'être limogé, M. Zhao Ziyang. M. Sa se trouve à Chicago, où il est arrivé après avoir transité par un pays tiers. D'autre part, on s'attend dans les milieux diplomatiques, qu'une réunion d'une haute instance du PCC antenne au cours du week-end l'éviction de M. Zhao et lui choisisse un successeur.

PÉKIN
de notre correspondant

On hésitait à imaginer que cela fût possible. On avait tort. Le Petit Livre des pensées de M. Deng Xiaoping, contenant des citations sur le même modèle que le Petit Livre rouge de Mao, est sous presse et sera bientôt disponible en librairie.

Le Quotidien du peuple a publié en première page, samedi 24 juin, dans sa typographie des grands jours, une série de dix citations extraites de cet ouvrage compilé par le bureau central de recherches sur les archives, un organe du comité central du PCC. Toutes portent sur le thème du « petit livre rouge » éponyme par le titre : *Remarques du camarade Deng Xiaoping sur le maintien des quatre principes fondamentaux dans la lutte contre le libéralisme bourgeois*. Chaque citation, comme dans le Petit Livre rouge de Mao, est clairement datée,

avec le titre du discours dont elle est extraite ou l'occasion de la rencontre durant laquelle elle fut prononcée.

On y apprend que la lutte en question « devra durer au moins vingt ans » (30 décembre 1986). Qu'il convient de « faire attention au fait que certains commentateurs de Hongkong, certains commentateurs bourgeois étrangers, veulent tous que nous nous lancions dans la libéralisation » (28 septembre 1986). Que lorsqu'une « petite poignée d'intellectuels agitent les érudits, la réalité est qu'ils veulent combattre le système socialiste et introduire le libéralisme bourgeois » (3 mars 1987). Que « la Chine ne peut pas transplanter » chez elle le système démocratique américain : « Je pense que vous pouvez comprendre cela » poursuit l'interlocuteur de l'ancien président Carter, « si la Chine le faisait, elle se précipiterait dans le chaos, un jour ce serait celui-ci qui descendrait dans la rue, un autre jour celui-là, est-ce

qu'on peut vivre comme cela ? Et où tirons nous les forces nécessaires à l'éducation ? » (29 juin 1987).

« Que tout le monde les étudie ! »

Particulièrement révélateur est le fait qu'on ait pensé à inclure des extraits de la conversation que M. Deng eut avec le président Bush lors de la visite de ce dernier à Pékin avant le soulèvement étudiant du printemps : « Si nous pratiquons des élections générales dans ce pays de onze cent millions d'hommes, alors à coup sûr se reproduiraient des troubles du genre de la révolution culturelle. Si tous les jeunes maintenaient chacun leur point de vue, on se retrouverait dans une situation de guerre civile totale comme évoquée par le président Mao (...) La démocratie n'est pas un bien, mais le pays doit protéger sa stabilité » (26 février 1989). C'est à ce moment que M. Deng commença à réagir contre la contestation intellectuelle dont il était la cible depuis quelques semaines.

Le commentaire introductif du journal ne laisse aucun doute sur la façon dont doivent être utilisées ces citations : « Que tout le monde les

étudie. » Comme on étudiait autrefois les pensées de Mao à partir du Petit Livre rouge.

On ignore encore de quelle couleur sera la jaquette de celui de M. Deng. On ose penser qu'il ne comportera pas une photographie du vieux dirigeant, protégé, comme son aîné en édition, d'une feuille de papier léger ou, pis encore, une calligraphie de l'un des hommes qui ont pris le pouvoir au nom de M. Deng exhortant les Chinois à lire quotidiennement l'ouvrage, comme jadis celle du maréchal Lin Biao, avant que sa disparition ne contrainse les gens à arracher cette page particulière de leur exemplaire de la bible maoïste.

La dernière citation publiée samedi insiste sur le fait que le régime a négligé « le travail idéologique et politique » auprès de la population au cours des dix années de réforme économique. Il faut croire que la méthode du livre de citations accompagnée d'exercices en série est la seule thérapeutique que la vieille garde communiste ait imaginé pour remédier aux maux de la Chine.

FRANCIS DERON

M. Jiang Zemin, nouveau secrétaire général du PC

(Suite de la première page.)

Cette décision a été prise par le comité central du PCC. Il aura fallu attendre plus d'un mois avant que le pouvoir parvienne à convoquer cette instance, seule habilitée à nommer – et à limoger – un secrétaire général. Ce retard s'explique par le temps qu'il a fallu à l'équipe qui a pris les commandes, lors de l'intervention sanglante de l'armée à Pékin le 3 juin pour se consolider, obtenir – parfois à la pointe des baïonnettes – le ralliement d'un maximum de

dirigeants et s'assurer que le comité central, à l'origine composé en majorité de réformistes, se prononceraient dans le bon sens. La répression et la campagne de presse ont donc montré leur efficacité. M. Zhao n'aura ainsi tenu les commandes du PCC que deux ans et cinq mois avant d'être « lâché » par M. Deng Xiaoping. Mais le choix de M. Jiang Zemin montre clairement que le nouveau secrétaire général du parti n'en sera pas le véritable chef, l'autorité effective restant aux mains de M. Deng et de ses vieux « camarades ».

Paris annonce des mesures en faveur des étudiants chinois

M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, a précisé vendredi 23 juin le détail des dispositions pratiques prises par le gouvernement français en faveur des étudiants chinois en France :

« Les services des étrangers des préfectures prolongeront le titre de séjour de ceux qui souhaitent rester en France ;

« Les boursiers du gouvernement français bénéficieront de prolongement de bourse s'ils souhaitent poursuivre leurs études en France ;

« Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ont été chargés par le ministère de l'éducation nationale de centraliser les demandes. Les réinscriptions universitaires seront facilitées ;

« Les demandes d'asile politique seront examinées avec diligence par l'Office français pour les réfugiés et apatrides (OFRAP) ;

« D'autre part, M. Jospin, ministre de l'éducation nationale, a déclaré vendredi : « Je veille à ce que les autorités administratives concernées orientent vers les CROUS les étudiants chinois qui connaissent des difficultés matérielles particulières. S'ils ne peuvent bénéficier d'une inscription pour des raisons de scolarité, des instructions ont été données pour que leur demande de renouvellement de titre de séjour ou d'obtention de permis de travail soit inscrite le plus rapidement possible ».

Par ailleurs, M. Jacques Chirac, après avoir « joint sa voix » aux protestations contre les atteintes aux droits de l'homme en Chine, a annoncé que Paris « doit s'engager dans ce vaste mouvement de solidarité », proposant de mettre des locaux à la disposition des associations d'étudiants, de leur apporter des aides matérielles pour la poursuite de leurs études ou la recherche d'un emploi. Il a aussi lancé un appel aux Parisiens pour qu'ils « répondent avec leur cœur et leur bourse ».

L'ambassade de Chine a affirmé qu'elle « n'exerce aucune pression, d'aucune sorte » sur les étudiants chinois en France et qualifié les informations à ce sujet de « mensonges grossiers ». L'ambassade n'a

domé aucune consigne » aux étudiants pour les inciter à rentrer chez eux. Le porte-parole a démenti que des bourses aient été supprimées.

« Au contraire, une certaine vagues d'être prolongées ». En ce qui concerne la situation à l'ambassade, il a précisé que « chacun est à son poste et travaille normalement », et qu'il n'y a eu aucune défection.

Cette réaction de l'ambassade de Chine est la première depuis le début de la répression. Il n'empêche que les informations circulent sur les pressions directes ou indirectes exercées non seulement sur les étudiants chinois en France – tout particulièrement contre ceux qui se sont montrés actifs pendant les manifestations – mais aussi sur des Chinois résidant en France ou sur certaines de leurs associations. Une liste des boursiers ayant fait des déclarations publiques aurait été dressée à l'ambassade, où pourtant un certain nombre d'officiers avaient une attitude favorable au centre envers leurs étudiants pendant les manifestations de la place Tiananmen.

En plus des témoignages directs reçus par la presse, dont *Le Monde*, sur des coups de téléphone de menaces ou des mises en garde des parents ou du conjoint des étudiants, les pressions sur les Chinois de l'étranger peuvent être multiples. Dans plusieurs pays (Etats-Unis, Canada) – où les services spéciaux sont chargés de surveiller l'ambassade de Chine pour éviter de telles pressions – Grande-Bretagne, RFA, Australie ou Nouvelle-Zélande, des étudiants se sont plaints de l'intervention de membres de leur ambassade chargés de les contrôler.

Les méthodes peuvent être plus subtiles, comme l'intervention auprès des parents ou du conjoint restés au pays pour qu'ils appellent les étudiants contestataires à rentrer dans le rang ou à reprendre l'aviation pour la Chine. De telles mesures, efficaces et discrètes, étaient déjà employées avant les événements. Il en est de même à l'égard des associations locales de Chinois d'outre-mer, dont beaucoup de membres ont des liens avec la Chine. Certaines d'entre elles, qui avaient signé des appels contre la répression, ont ainsi retiré leurs noms peu après.

Afrique

ANGOLA : après l'instauration du cessez-le-feu

Le président Mobutu pourrait faciliter la normalisation entre Washington et Luanda

M. Jonas Savimbi, le chef d'un socialisme africain qui ne devrait rien au marxisme, tenant chéri de certains services spéciaux occidentaux, le « combattant de la liberté » pour les Américains, peut être amer. Washington, prenant en compte l'évolution du régime de Luanda sous la contrainte des événements, semble préparer une réconciliation avec un des rares pays africains vraiment importants sur le plan économique.

« Le jour où le MPLA négociera, c'est qu'il aura perdu la guerre », déclarait il y a quelques années le chef de l'UNITA (1). Le parti au pouvoir a fini par accepter la discussion. Il a promis de réintégrer les militants de la formation adverse dans la nation, mais, finalement, celui qui paraît devoir empêcher la mise en œuvre de ce projet est José Eduardo Dos Santos, comme un « homme inférieur », dépourvu de la largeur de vues nécessaire pour réaliser la réconciliation d'un peuple et s'écarter en conséquence valable pour l'ensemble de la communauté internationale.

Or, selon le président Mobutu, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines, M. Herman Cohen, se rendra à Luanda le 7 juillet pour « discuter du problème des relations diplomatiques » avec un régime que Washington n'a pas reconnu après l'indépendance. Antérieurement, le chef de l'Etat zairien rencontrera le président George Bush le 29 juin à Washington. « Ce n'est pas à nous de dire aux Américains ou à Savimbi ce qu'il faut faire et quel titre coller au chef de l'Etat », a assuré M. Mobutu après la poignée de main entre adversaires « réconciliés ». Il semble néanmoins avoir des idées très précises sur la question, partagées par les Américains. Dès lors que Washington avait accepté sa mise à l'écart dans les négociations de l'an dernier pour le retrait des forces cangandistes en Angola, et l'indépendance de la Namibie, il était clair que M. Savimbi, malgré ses mérites et le bien-fondé de sa révolte passée, serait sacrifié avec tous les égards nécessaires.

En même temps qu'il était « légitime » comme partie prenante par les présidents africains assistant à la poignée de main historique, M. Savimbi s'interdit, au moins provisoirement, de revendiquer la place du président en titre. « Nous

n'avons joué aucun rôle, c'est le résultat d'une initiative entièrement africaine », a dit vendredi 23 juin le porte-parole de la Maison Blanche en soulignant « les efforts du président Mobutu » dans la recherche d'un compromis difficile à faire accepter par l'ancien allié de l'UNITA fourni en missiles Stinger.

Pour sa part, le département d'Etat parle du « début d'un processus ». Celui-ci pourrait faire taire d'huile au Mozambique, où, jusqu'à présent, le président Cissano se refuse à négocier directement avec la Résistance nationale (RENAMO). Un règlement des conflits liés de la décomposition des anciennes colonies portugaises pourrait contribuer au déblocage de la situation en Afrique du Sud.

Un Sud-Africain au Portugal

Avant de se rendre en Portugal – directement par le hasard –, M. Frederic De Klerk, chef du Parti national sud-africain, et nécessairement probable du président Botha, a rencontré vendredi à Londres M. Thatcher qui s'est félicitée du « nouveau climat » de dialogue en Afrique du Sud et a pris acte de la volonté de son hôte de « respecter les accords » sur la marche de la Namibie vers l'indépendance.

Officiellement, il n'a pas été question de l'ancienne colonie allemande lors des entretiens de M. De Klerk avec le chancelier Helmut Kohl, le 22 juin à Bonn, dans le cadre de la tournée européenne du dirigeant sud-africain sans passage à Paris. Mais, la veille, le ministre au développement, M. Jaeger Warrack, avait promis « une aide substantielle » pour la Namibie à une délégation de l'Alliance démocratique de la Turnhalle, également reçue par M. Genscher. Bonne entente à l'égard d'un territoire où la présence allemande, jusqu'à la première guerre mondiale, a laissé des traces. Après le temps des diplomates, celui des financiers pourrait arriver rapidement dans une Afrique australe en pleine évolution.

JEAN DE LA GUERIVIERE

(1) Propos cités par Yves Liseux et Pierre-Guillaume de Roux dans leur livre *Jonas Savimbi, portrait d'un révolutionnaire en général*, la Table ronde, 1987.

L'accord de Gbadolite

Pretoria a joué un rôle en coulisses

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Les autorités sud-africaines n'ont pour l'instant guère commenté les résultats de la réunion de Gbadolite, au Zaïre, qui a permis d'instaurer un cessez-le-feu en Angola à partir de samedi 24 juin, à 0 h heure. Seul M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, a déclaré des « progrès importants dans l'aboutissement de la réconciliation nationale » et « le gouvernement du président José Eduardo Dos Santos et le mouvement rebelle de M. Jonas Savimbi ». Le gouvernement sud-africain a fait tout ce qui était possible pour faciliter les discussions », a-t-il ajouté sans préciser le rôle joué par le régime de Pretoria.

M. Botha a salué, en revanche, « le rôle important joué par le président Mobutu Sese Seko pour trouver une solution dans la région ». Il a conclu en affirmant que « l'Afrique australe avait besoin de paix et d'ordre afin que les dirigeants de la région se concentrent de façon urgente à un programme de développement ». C'est la seule réaction officielle. Au ministère des affaires étrangères, on précise qu'il s'agit d'un « important développement », tout en précisant qu'il est préférable d'attendre les détails du plan avant de se prononcer.

Zones d'ombre

« La déclaration de Gbadolite », fruit de la réunion de dix-huit chefs d'Etat, a, semble-t-il, surpris le gouvernement sud-africain. On ne s'attendait pas que M. Dos Santos et M. Savimbi se rencontrent et se séparent la nuit d'aujourd'hui mardi à Luanda (Zaïre), le ministre anglois des affaires étrangères, M. Pedro de Castro Van Duijn, avait rejeté toute perspective de dialogue avec l'UNITA.

Il est néanmoins certain que l'Afrique du Sud a joué un rôle dans les coulisses. Le 5 juin, le ministre zairais des affaires étrangères, M. Karl I Bond, s'était rendu à Pretoria et y avait rencontré

MM. « Pik » Botha et Frederick de Klerk. Il est d'entre part, vraisemblable que les autorités sud-africaines ont fait pression sur leur « protégé », M. Jonas Savimbi, afin qu'il accepte un compromis. Jouant désormais à fond la carte de la coopération régionale, le régime du président Botha entend démontrer sa bonne volonté aux yeux de la communauté internationale en profitant du climat créé par les perspectives d'indépendance de la Namibie. La reconstruction de l'Angola peut, par ailleurs, constituer un débouché économique séduisant.

D'importantes zones d'ombre subsistent encore sur la teneur de l'accord de Gbadolite, notamment en ce qui concerne le sort réservé à M. Jonas Savimbi. Ce dernier avait encore fermement affirmé, mercredi, qu'il n'était absolument pas question de s'écarter pendant deux ans dans l'attente d'une « réconciliation nationale ». Or M. Kenneth Kamanda, le président zambien, qui a présidé la rencontre de Gbadolite, est formel : le chef de l'UNITA a accepté de partir en exil. Il l'a affirmé dans un entretien accordé à la BBC. Une nouvelle qui n'a pas été confirmée par les autres chefs d'Etat.

Selon l'agence zimbabwésienne de presse Ziara, le plan adopté comporterait cinq points : le cessez-le-feu, la reconnaissance du président Dos Santos en tant que chef d'Etat, l'assurance donnée par le gouvernement de Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) de former un gouvernement d'unité nationale et de réintégrer les membres de l'UNITA, y compris les forces armées, dans la société et le système politique du pays, un exil de deux ans pour M. Savimbi et, enfin, la mise en place d'une commission chargée de veiller à l'application du plan qui serait composée des représentants du Zaïre, du Congo et du Gabon. Apparemment, aucune mention n'a été faite d'élections générales que M. Jonas Savimbi réclame depuis des années. Ce dernier a cependant, selon le président du Zimbabwe, M. Mugabe, accepté de ne pas participer au gouvernement d'unité nationale.

MICHEL BOLE-RICHARD

Un technocrate pragmatique

PÉKIN
de notre correspondant

Né en 1926 à Yangzhou dans la province du Jiangsu, M. Jiang Zemin est typique de cette génération de technocrates qui ont commencé à émerger dans les années qui ont suivi le lancement des réformes économiques de M. Deng Xiaoping au lendemain de la mort de Mao Zedong. On ne lui connaît guère de traits personnels de caractère, son bagage idéologique n'a pas l'air particulièrement important, on le devine – sans guère le connaître sur le plan national – comme un homme qui, tout en sachant surager politiquement, est surtout intéressé à ce que les choses concrètes qu'il entendrait se fassent vite et bien.

Depuis 1985, son nom est étroitement associé à Shanghai, l'énorme métropole de la Chine orientale, dont il était cas derniers temps le patron. C'est à coup sûr un réformiste, mais du genre prudent : longtemps associé à la direction de M. Zhao Ziyang – on en avait même un temps son nom pour prendre la direction du gouvernement tandis que M. Zhao passait à la tête du parti –, M. Jiang a été particulièrement rapide à envoyer un télégramme de félicitations à M. Li Peng lorsque ce dernier a été élu à la présidence le 20 mai. C'est sans doute à ce titre qu'il est devenu un personnage acceptable par les deux clans de la direction chinoise qui se disputent le pouvoir.

M. Jiang a rejoint les rangs du PCC en 1946, alors qu'il était étudiant à Shanghai, mais plutôt, semble-t-il, pour les possibilités de promotion sociale que cela lui

procure. A peine était-il diplômé de mécanique électrique qu'il devint sous-directeur d'une usine dans le secteur alimentaire avant de se rendre à Moscou pour y effectuer un stage d'un an à l'usine d'automobiles Staline. Revenu en Chine en 1956, il travailla un temps dans l'administration chargée de l'industrie mécanique.

Il a voyagé un peu à l'étranger, mais plutôt en Europe de l'Est. Maire de Shanghai depuis 1985, il est entré à la même époque au comité central puis a été promu, lors du treizième congrès du PCC, au bureau politique, laissant la place de maire à M. Zhu Rongji pour conserver celle de secrétaire du parti de la municipalité, le véritable pouvoir local.

Sa gestion de la crise du printemps à Shanghai a été toute en nuances. Tout en se ralliant en toute hâte à la tendance dure du régime, il a su éviter la catastrophe en parvenant à contenir l'agitation dans une certaine limite de manière à ne pas avoir à faire donner la troupe. Ainsi, son compère M. Zhu a pu s'efficher à la télévision nationale, alors que Pékin était à feu et à sang, en faisant remarquer qu'au moins, à Shanghai, on n'avait pas eu besoin d'un venir aux mesures extrêmes. La déclaration fut interprétée comme un signe particulièrement éloquent de l'isolement des clans du pouvoir central face aux réalités du pays profond, où l'on se soucie bien moins qu'à Pékin des conséquences du « libéralisme bourgeois » tant qu'il apporte un certain développement.

F. D.

Les protestations dans le monde contre la répression

Les autorités de Pékin privées de 14 juillet

Les autorités chinoises seront tenues à l'écart des réceptions données par les ambassades américaine, britannique et française à Pékin en l'honneur de leur fête nationale. Les trois ambassades, qui représentent des pays ayant gelé leurs contacts à haut niveau avec Pékin, ont décidé de limiter ces célébrations à leurs seuls nationaux.

D'autre part, les Douze ont officiellement adressé une note écrite au ministre chinois des affaires étrangères exigeant des explications après le mitraillage par l'armée, le 7 juin dernier, du complexe diplomatique de Jianguomenwai. Aucun étranger n'avait été blessé, mais les soldats chinois – qui avaient, selon l'agence Chine nouvelle, riposté à un tireur embusqué sur les toits – avaient arrosé de balles plusieurs immeubles ainsi que des hôtels et

des bureaux. En outre, la Belgique a annoncé qu'elle avait annulé la visite prévue à l'automne du premier ministre Li Peng et gelé son aide au développement, tandis que l'Italie suspendait l'adoption de nouveaux projets de coopération et que le Bundestag demandait un débat aux Nations unies sur la situation en Chine.

Aux Etats-Unis, le président Bush a invité, vendredi 23 juin, le Congrès à faire preuve « de patience et d'indulgence » à l'égard de sa position prudente sur la répression en Chine. Quant au Japon, il souhaite faire converger ses pressions sur la Chine avec les sanctions américaines à l'occasion de la rencontre, lundi, à Washington, entre le chef de la diplomatie nipponne et les dirigeants américains.

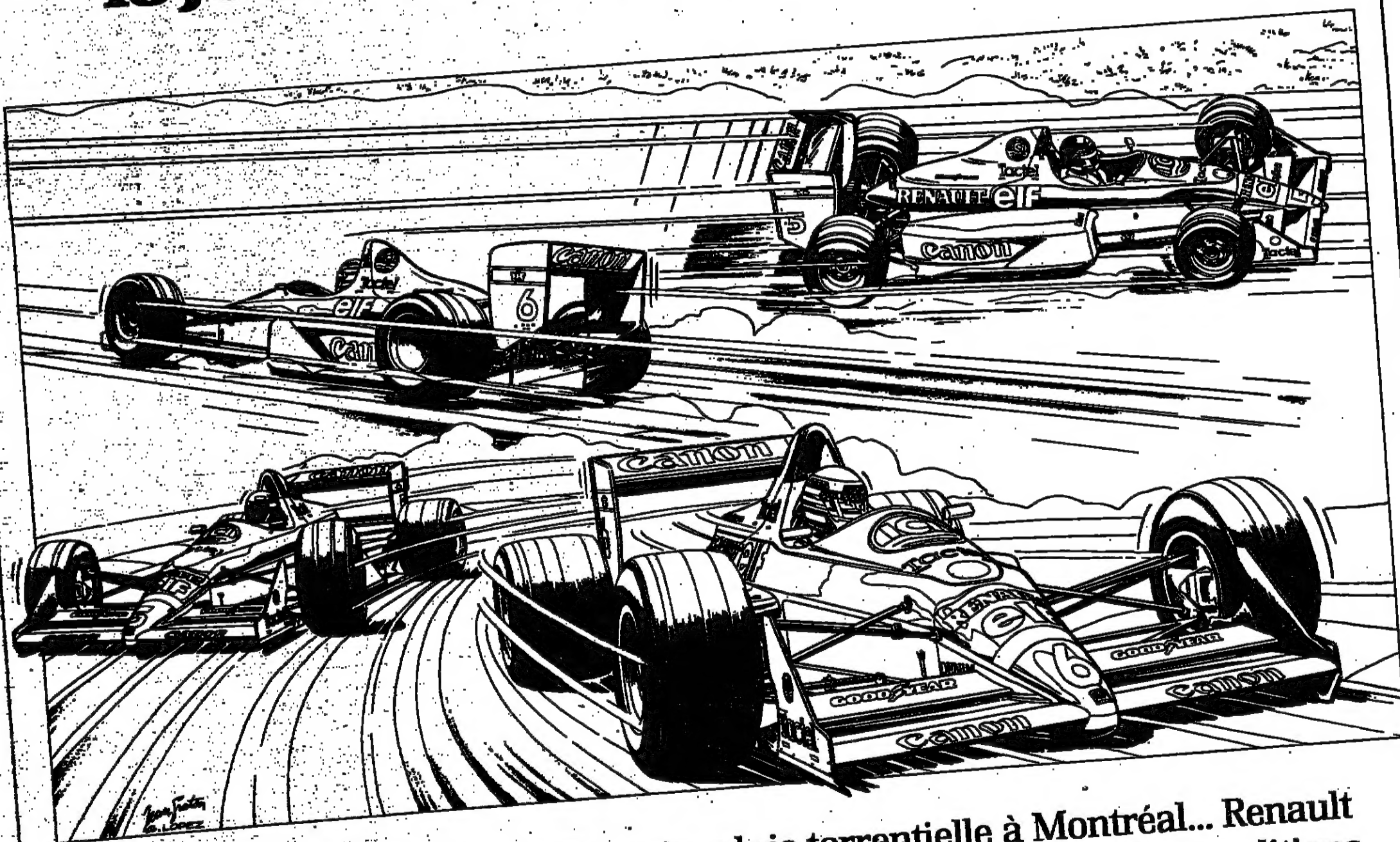
Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

BRAVO A THIERRY BOUTSEN ET RICCARDO PATRESE.

28 MAI : 2^e à MEXICO

4 JUIN : 2^e à PHOENIX

18 JUIN : 1^{er} et 2^e à MONTRÉAL



Canicule à Mexico et à Phoenix, pluie torrentielle à Montréal... Renault en Formule 1 a démontré la fiabilité de ses moteurs dans les conditions de course les plus extrêmes. Bravo à l'équipe Williams Renault.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



موتا من الاصل

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le « Wall Street Journal » :
100 ans... et la dent dure

Le *Wall Street Journal* a célébré vendredi 23 juin son centième anniversaire.

WASHINGTON
de notre correspondant

Un éventail de cartes de crédit, un produit de luxe et un exemplaire du *Wall Street Journal* posé à côté : pour les publicitaires de tout poil, le *Journal* reste un symbole d'argent et de réussite, un signe de reconnaissance entre « happy few ».

Ses lecteurs ne sont pourtant pas tous des financiers en costume sombre qui se font conduire en Cadillac à la Bourse de New-York. Et pour cause. Le *Wall Street Journal*, diffusé près de deux millions d'exemplaires par jour aux États-Unis, c'est en fait le plus grand quotidien américain et, même avec le nouveau venu *USA Today*, le seul quotidien vraiment « national ». Malgré leur puissance et leur prestige, le *New York Times* et à plus forte raison le *Washington Post* sont, au moins en partie, des journaux régionaux — et leurs tirages sont nettement inférieurs.

Certes, les lecteurs du *Journal* sont rarement des jeunes filles pauvres. Le public est masculin à près de 90 % ; l'âge moyen du lecteur est de quarante-neuf ans, et son revenu de 55 000 dollars par an (plus de 40 000 francs par mois). Tandis que le *Journal* défend vigoureusement la libre entreprise et les valeurs conservatrices, ses lecteurs aiment ou ont aimé, dans l'ordre : Ronald Reagan, Lee Iacocca (le président de Chrysler), mais aussi Ralph Nader, le défenseur des consommateurs — selon une enquête réalisée auprès de ses lecteurs par le quotidien lui-même.

Le *Journal*, qui appartient au propriétaire du groupe Dow Jones — lequel a donné son nom à un célèbre indice boursier — a bien changé depuis ce jour de l'été 1889 où il parut pour la première fois, sur quatre pages et à mille cinq cents exemplaires distribués dans les rues avoisinantes Wall Street. Il reste une mine de renseignements sur la Bourse et la vie des entreprises. Mais on peut très bien le lire avec plaisir après avoir jeté au panier ses deuxièmes et troisièmes cahiers consacrés aux affaires et à la finance.

Pas question, en revanche, d'ignorer la « une », qui résume à elle seule toutes les bizarreries de ce quotidien qui se veut « un magazine publié tous les jours » (sauf le samedi et le dimanche). Grise et terne au point qu'elle ferait paraître criarde celle du *Monde*, uniformément composée d'articles et de titres sur une seule colonne (une seule exception en plus de trente ans : deux colonnes à la « une » pour le krach de Wall Street, en octobre 1987), elle est pourtant le résultat d'un savant mélange de nouvelles

brèves et de deux longs papiers qui se prolongent à l'intérieur.

Colonne de gauche, sujet sérieux, enquête ambitieuse et de longue haleine ; colonne du centre, sujet « original », « curieux ». Le tout est marqué par une recherche de la formule, un souci d'écriture et un humour qu'on ne retrouve à peu près nulle part ailleurs dans les quotidiens américains. L'essentiel de l'information politique et internationale est en général mentionné, ne serait-ce qu'en quelques lignes. Mais les responsables du *Journal* semblent parfois prendre plaisir à ignorer superbement un sujet qui s'étale en caractères d'affiche à la « une » de tous les autres quotidiens.

Prospective

Tout cela peut paraître, à la longue, un peu apprêté, voire snob. Mais la qualité de certaines enquêtes, la puissance des moyens engagés pour les réaliser, forcent le respect. Ainsi le *Journal* n'hésite-t-il pas à lancer ses reporters dans une enquête tous azimuts, censée mettre au jour ce que seront les années 90 et les suivantes au Japon, en Chine, en Union soviétique, en Europe et aux États-Unis. Cela donne, au terme de 160 000 kilomètres de voyages et de centaines d'interviews de grands et de moins grands de ce monde, cinq papiers enlevés, dont il ressort que, en dépit de tout, les États-Unis devraient conserver leur leadership mondial.

Même la manière de traiter l'information quotidienne est marquée par ce souci de « prospective ». Avec des résultats parfois remarquables : le 7 décembre 1941, quelques heures après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, l'article du *Journal* commençait par cette simple phrase : « La guerre avec le Japon signifie une révolution industrielle aux États-Unis ». D'autres prédictions, il est vrai, furent moins claires. En 1973, un reporter discernait les signes de la faillite de l'industrie automobile japonaise ! Il n'en est pas moins devenu rédacteur en chef du *Wall Street Journal*.

Et puis, bien sûr, il y a la page éditoriale, dans laquelle le *Journal* ne serait pas tout à fait lui-même : des prises de position au canon, où les turpitudes du Congrès et les traverses de l'esprit washingtonien sont dénoncées avec une joyeuse férocité. Le quotidien est pourtant partisan d'un exécutif fort, face à un Congrès réputé

rempli de démagogues irresponsables.

Les libéraux (la gauche) ne sont pas en odeur de sainteté, et le *Journal* est clairement « républicain ». Mais, contrairement à la plupart de ses confrères, il ne prend jamais position pour un candidat ; il préfère défendre des idées, parce que, expliquent ses responsables, les hommes se renouvellent trop vite.

Même s'il cultive une image vieillotte — avec des gravures en demi-teinte, format timbre-poste, en guise de photos —, le *Journal* est une entreprise moderne, imprimée, grâce à une transmission par satellites, en plusieurs points des États-Unis (sans compter les éditions asiatiques et européennes). Fière de la moitié de tirage est livrée à domicile par portage. Le reste est envoyé par la poste ; une petite partie seulement atterrit dans les distributeurs automatiques de journaux et les kiosques.

Le tirage, après avoir progressé de manière spectaculaire depuis que le *Journal* s'intéresse à autre chose qu'au business, s'est stabilisé. Mais cent cinquante mille lecteurs ont été perdus après le krach d'octobre 1987, et la moitié seulement ont été regagnés depuis. Le *New-York Times* croit discerner quelques « rides nouvelles » sur la face centenaire de son confrère : il remarque qu'il trop augmenté sa pagination et le nombre de ses cahiers, le *Journal* risque de perdre sa qualité première : donner succinctement une information intelligente à des lecteurs pressés.

Et puis la concurrence s'est faite plus vive, et, si le *Wall Street Journal* domine encore le marché de la presse économique, il n'y règne plus sans partage. Même les bénéfices ont baissé ; mais ils étaient si considérables qu'il subsiste un matelas confortable. De 30 %, la marge bénéficiaire s'est réduite à 15 %, ce qui représente tout de même un peu plus de 100 millions de dollars par an : les chantages du capitalisme savent encore faire marcher leur boutique !

JAN KRAUZE.

COLOMBIE

« Mort
aux gamins »

Bogotá. — En quelques semaines, une vingtaine de gamins, ces enfants des rues de Bogotá, ont été retrouvés assassinés dans la capitale. La rumeur attribue ces crimes à une organisation dénommée « MAG-Muerte a gamins », qui se serait donné pour but de « nettoyer » les rues de la capitale colombienne.

La presse a publié des réactions indignées : « Nous sommes une société capable d'assassiner des enfants, de les massacrer, de les torturer... Il semble absurde de le répéter, mais les gamins sont des enfants, des enfants misérables, humiliés, prostitués, mais des enfants », a écrit la *Presse* (conservateur) dans un éditorial.

Les premiers cadavres d'enfants sont apparus au début de mai. Ils ont été retrouvés, pour la plupart, dans les allées du Parc national de Bogotá, un vaste espace vert au centre de la capitale où dorment les sans-abri. Selon les autorités judiciaires, les enfants ont tous été tués par arme à feu par des hommes, qui, selon les rares témoignages, se seraient enfuis en motocyclette ou en automobile.

Une organisation religieuse composée de missionnaires catholiques, Juventud con una misión, qui se consacre à héberger et à aider des enfants pauvres dans plusieurs centres d'accueil, a officiellement porté plainte.

Certains observateurs estiment que « MAG » pourrait être le nom adopté par un des groupes de ces « paramilitaires » fanatiques de l'ordre qui se sont multipliés en Colombie ces deux dernières années. A Bucaramanga, au nord-est de Bogotá, quatrième ville du pays, une organisation se baptisant « La main noire » avait l'an dernier tué 11 vagabonds, prostitués et homosexuels en l'espace d'un week-end. — (AFP.)

Proche-Orient

Mort à Paris de Michel Aflak,
fondateur du parti Baas

Fondateur du parti Baas, dont deux branches rivales sont au pouvoir en Irak et en Syrie, Michel Aflak est mort, vendredi 23 juin, à Paris où il était hospitalisé au Val-de-Grâce depuis le 10 juin à la suite d'une malaise cardiaque. Il devrait être inhumé en Irak.

Chrétien d'Orient, Michel Aflak aura réussi à implanter le plus vite des partis parvains au pouvoir en terre arabe d'islam, le Baas.

Le Baas et les régimes ennemis qui en sont issus à Damas et à Bagdad, qu'on les juge dictatoriaux, policiers, militaires, n'en sont pas moins nationalistes arabes. Le parti a dépassé les blocages confessionnels. Il l'a prouvé en pratique : en faisant d'un chrétien, M. Tarek Aziz, le ministre des affaires étrangères de l'Irak et, plus encore, d'un Alaouite, le président Assad, le plus fort chef d'État à avoir gouverné la Syrie contemporaine.

Né en 1910 à Damas, dans une famille de la moyenne bourgeoisie commerçante grecque-orthodoxe déjà imprégnée de nationalisme

arabe — son père avait été emprisonné par les Ottomans —, Michel Aflak devait, dès son retour au pays après ses études universitaires, mener la vie turbulente des militants constamment en rupture de ban avec les pouvoirs établis, même lorsqu'ils ont concouru à leur installation. Toujours battu aux élections, démissionnaire trois mois après être devenu ministre en 1949, souvent délogé ou réfugié à l'étranger (au Brésil en 1950-1952, au Liban puis en Italie en 1953, de nouveau au Liban en 1959-1962, encore au Liban en 1966 et de nouveau au Brésil en 1966-1968, puis au Liban de 1968-1973, installé en Irak à partir de 1975, avec un intermède, en Yougoslavie, en 1978), Michel Aflak a été emprisonné par Adib Chichakly en 1954 et, après l'arrivée du Baas au pouvoir à Damas, a été obligé d'entrer dans la clandestinité en 1966 avant de fuir au Liban et d'être condamné à mort par contumace en 1971, après l'accession du général Hafez El Assad au pouvoir.

C'est qu'à l'intérieur même du parti, dont il est le père fondateur et qui est miné par des luttes intestines, Michel Aflak est de toutes les querelles. Lorsque le Baas prend le pouvoir à Damas en juillet 1963, il se retrouve en conflit, à la tête de l'aile modérée minoritaire, avec l'aile radicale, jusqu'à en être

évincé. Contraint d'abandonner le poste de secrétaire général de la branche syrienne du parti, il demeure l'animateur de son commandement interne, en opposition avec la branche syrienne mais en étroite relation avec la branche irakienne.

Aussi, lorsque Saddam Hussein prend à son tour le pouvoir à Bagdad pour le compte du Baas, en juillet 1968, Aflak y est accueilli en héros et traité en « maître à penser ». Bien qu'encore jeune, il se cantonne désormais dans ce rôle et, malgré une courte brouille en 1978 avec le régime irakien à propos de l'attitude de ce dernier à l'égard du Parti communiste et de la résistance palestinienne, il retrouve sa position privilégiée à Bagdad. Peut-être s'assagit-il avec l'âge. Toujours est-il qu'il n'est plus mêlé aux cabales et intrigues politiques émaillant la vie des deux Baas ennemis, l'Irakien et le Syrien.

Père de deux régimes au pouvoir, vénéré par l'un d'eux, Michel Aflak a refusé de tirer avantage de sa position, se forgeant une image de philosophe et de théoricien rigoureux et honnête. Menant une vie notablement modeste, père d'une fille et de trois garçons, il avait la réputation d'être un pur, voire un puritan.

LUCIEN GEORGE.

La mystérieuse affaire d'enlèvement à Gaza

Un Américain est libéré
après vingt-quatre heures de détention

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Acte d'un « dérangé mental », initiative individuelle, affaire locale, bourde politique... Les Palestiniens n'étaient pas avares de commentaires catégoriques pour assurer, vendredi 23 juin, que le bref enlèvement d'un ressortissant américain à Gaza (le *Monde* du 24 juin) n'avait été l'œuvre d'aucun groupe militant nationaliste organisé. Il en allait de l'image de leur soulèvement qu'une prise d'otage à la libanaise aurait singulièrement entamée. C'est d'ailleurs bien ainsi que l'avait immédiatement compris le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, qui répétait à l'envi que l'affaire prouvait une fois de plus « le caractère terroriste de l'OLP ».

L'enlèvement de M. Chris George, directeur des opérations de l'organisation humanitaire américaine privée Save the Children Fund, reste une affaire bien mystérieuse. Capturé jeudi, vers midi, à son bureau de Gaza, en plein centre ville, Chris George, âgé de trente-sept ans, a été relâché vendredi après-midi par ses ravisseurs. Un résident du quartier, un homme qu'il connaissait bien, M. Mohamed Abou Nasser, était venu le demander à son bureau puis l'enlèvement de force dans une voiture avec deux autres Palestiniens armés — le tout à visage découvert.

« Nous avons roulé environ une demi-heure et j'ai été conduit dans une maison où l'on m'a très bien traité, me considérant en hôte plutôt qu'en prisonnier », a raconté Chris George. Sans être très disert sur les conditions de sa libération, qu'il a attribuées à la pression de la commu-

nauté palestinienne, il a assuré que ses ravisseurs avaient agi pour faire connaître la cause des Palestiniens des territoires occupés au président George Bush. Avant de libérer le coopérant, M. Mohamed Abou Nasser lui avait confié « une lettre à l'intention du président américain ».

Telle quelle, l'affaire ressemble à un coup monté par un petit groupe d'amateurs en mal de publicité. Elle avait pourtant commencé apparemment beaucoup plus sérieusement. Quelques heures après l'enlèvement, un coup de téléphone anonyme et un message écrit transmis au bureau de la Croix-Rouge à Gaza posaient un certain nombre de conditions à la libération de l'Américain : élargissement de prisonniers palestiniens détenus en Israël et appartenant tout à la fois à l'OLP et au mouvement islamiste Hamas, notamment.

Côté palestinien, c'était la coopération. Toutes les institutions nationalistes de Cisjordanie et de Gaza, proches de l'OLP, condamnaient l'opération. Et l'hypothèse la plus vraisemblable est que l'entourage de Chris George a bénéficié de la mobilisation et de l'intervention immédiate de différents cercles palestiniens.

L'enlèvement corrobore une impression de nette radicalisation dans le conflit entre Israéliens et Palestiniens des territoires. Durant la semaine, les incidents se sont multipliés entre civils israéliens et Palestiniens. Vendredi, deux de ces derniers ont été tués, l'un dans un affrontement avec l'armée, l'autre apparemment victime d'une bande de colons qui a ouvert le feu dans un village de Cisjordanie.

ALAIN FRACHON.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

Les socialistes
se rallient
au démocrate-chrétien
M. Aylwin

Les trois partis représentant le socialisme chilien (« renoués » de M. Jorge Arrate, radicaux de M. Claudio Almeyda et Parti pour la démocratie de M. Ricardo Lagos) ont désigné, vendredi 23 juin à Santiago, le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Patricio Aylwin, comme leur candidat pour l'élection présidentielle du 14 décembre. Des dix-sept formations de l'opposition au régime du général Pinochet, treize (dont les plus importantes) ont désormais confirmé leur soutien à M. Aylwin. Cet ancien avocat, âgé de soixante-dix ans, est largement en tête dans tous les sondages — alors, il est vrai, que la droite n'a pas encore fait connaître le nom de son candidat, qui pourrait être l'ancien « premier ministre » (1983-1984), M. Sergio Onofre Jarpa. La décision des socialistes, inévitable, n'en était pas moins très difficile : M. Aylwin, en sa qualité de président du Sénat, avait joué un rôle dans le processus de radicalisation des oppositions au président socialiste Salvador Allende

Ile Maurice

Arrestation
de Sir Gaëtan Duval

Sir Gaëtan Duval, ancien ministre et chef de file du Parti mauricien social-démocrate (PMSD), a été arrêté vendredi 23 juin à son retour d'un voyage à Madagascar. Selon son avocat, cette arrestation résulte d'une déclaration faite à la police par deux personnes qui l'ont impliqué dans une affaire d'assassinat politique commise en 1970. Sir Gaëtan Duval a été vice-premier ministre et ministre du tourisme et de l'emploi dans le gouvernement de Sir Anerood Jugnauth de 1983 à 1988. Il a, selon son avocat, nié toutes les accusations portées contre lui. Selon un porte-parole de la police, il est détenu à des fins d'enquête. — (AFP.)

Salvador

Sanglant attentat
à la grenade
dans un marché

Trois personnes ont été tuées et quarante autres blessées vendredi 23 juin par l'explosion d'une grenade lancée par des incrimés dans un marché de San-Salvador. Un tel attentat sanglant n'a pas de précédent dans la capitale d'un pays en guerre civile depuis 1980. La police en a attribué la responsabilité à la guérilla du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale). Celui-ci avait démenti, déjà, être l'auteur de l'assassinat, le 9 juin, de José Antonio Rodríguez, ministre de la présidence, et principal idéologue de l'ARENA, le parti d'extrême droite arrivé à la présidence le 1^{er} juin avec M. Alfredo Cristiani. Cependant, le FMLN a lancé vendredi une attaque coordonnée contre des unités gouvernementales en plusieurs points du pays. Selon le radio des rebelles d'extrême gauche, 38 soldats ont été mis hors de combat. Les forces armées, elles, font état de 61 morts et blessés des deux côtés. L'un des accrochages a eu lieu à Apapa, dans la banlieue de San-Salvador. Quelque 70 000 personnes ont péri de faits de violence politique au Salvador depuis 1980. — (AFP, Reuters.)

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	260 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

et LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____
RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE, code ABO

Politique

La percée écologiste provoque des reclassements à l'extrême gauche

Mais quand s'achèvera donc la transmutation de M. Pierre Juquin ? A peine plus de six mois après la création de la Nouvelle Gauche (le Monde du 6 décembre 1988), l'ancien porte-parole du PCF, exclu de son parti pour s'être présenté à la dernière élection présidentielle contre M. André Lajoinie (ils avaient obtenu respectivement 2,1 % et 6,8 % des suffrages exprimés), divorce d'avec ses nouveaux compagnons de route. « Divorce par consentement mutuel », dit-on dans son entourage, mais il s'agit tout de même de la troisième rupture en deux ans.

Après sa longue broderie avec la direction du Parti communiste, qui s'était soldée par son exclusion, M. Juquin s'était fait écarter par ses camarades « révolutionnaires » à la suite du scrutin présidentiel, et il devait prendre sur lui, samedi 24 juin, de « remercier les gens avec lesquels il a travaillé au sein de la Nouvelle Gauche, tout en leur disant qu'il ne partage plus la conception du combat politique ». La coordination générale de cette formation, ainsi que le conseil national des révolutionnaires communistes (la liste de M. Claude Llabres a recueilli 0,4 % aux élections européennes), tout comme le conseil national intergénéral des Verts devaient, en effet, se réunir ce week-end pour tirer les enseignements de la consultation du 18 juin.

La décision de M. Juquin constitue la reconnaissance, explicite et sans ambiguïté, de la victoire par KO de M. Antoine Waechter. Suivant impitoyablement son petit bonhomme de chemin vert en s'accrochant au « ni droite ni gauche », le dirigeant écologiste, a non seulement sorti son mouvement de l'ornière électoral mais il est devenu un acteur de premier plan dans la recombinaison du paysage politique français. Même les dirigeants du PCF lui font les yeux doux.

Or M. Juquin, défenseur d'une vision politique « rouge et verte », avait l'ambition de bâtir une formation écolo-socialiste qui concurrencerait les Verts. Son résultat présidentiel, et bien plus encore le bilan décevant de la Nouvelle Gauche aux élections municipales face à la percée écologiste l'ont conduit à réviser sa tactique. « Je ne veux pas participer à quoi que ce soit qui concurren-

cerait les Verts », dit-il aujourd'hui, en consultant à ses amis, par la détermination individuelle, de rejoindre la formation de M. Waechter. Une démarche qui pose quelques problèmes aux plus purs des Verts, lesquels se méfient tout autant d'une certaine forme d'entrisme que des conceptions de gauche dont sont porteurs ces encombrants alliés.

Chez les Verts, on exclut toutefois d'envisager une fusion avec la Nouvelle Gauche, ce que, du reste, la majorité restante de cette organisation ne souhaite pas. Utilisant le terme peu flatteur de « voiture-balai », un membre de l'exécutif de cette dernière affirme que les anciens trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), les « révolutionnaires » communistes, quelques dirigeants du PSU et des « alternatifs » vont se retrouver « entre eux pour poursuivre inlassablement le combat des archaïsmes ». Pendant ce temps, les Verts envisageront de présenter leur propre candidat, ne serait-ce que symboliquement, pour l'élection du président du Parlement européen.

La différence entre les enjeux a déjà sauté aux yeux de certains. Les bouleversements que les Verts produisent à répétition sur l'échiquier politique auront également des conséquences pour les révolutionnaires communistes. Sonnés par leur marginalisation électorale européenne, les partisans de M. Llabres sont plongés, eux aussi, dans les affres du doute. Ils admettent que bon nombre de leurs électeurs ont été probablement séduits par les Verts, qui offraient une crédibilité politique, mais ils jugent que leur avenir immédiat ne se situe pas dans la mouvance écologiste.

Si certains d'entre eux sont frappés par le refus d'un nouvel engagement, si d'autres rêvent d'une nouvelle recombinaison avec la Nouvelle Gauche privée de M. Juquin, si d'autres encore longent du côté de la « maison commune » dont la construction est proposée par les « reconstituteurs » communistes, tous rejettent au plus profond de leur réflexion une tentation qui les tarabuste : le rapprochement avec les socialistes. Tous y pensent, mais personne n'en parle.

OLIVIER BIFFAUD.

POINT DE VUE

Si, si, Vert et Rouge !

par Jean-Claude Le Scornet
secrétaire national du PSU

PRESQUE 11 % ! La démesure même du succès électoral écologiste est une profonde source de satisfaction.

Non que le PSU — qui a appelé à voter Vert — vaille à l'occasion se prévaloir d'une victoire électorale dont il n'a pas l'habitude, mais plus simplement parce que l'espoir fait vivre... ceux qui depuis quelques temps déjà manquaient d'oxygène.

Vivre, c'est en effet retrouver l'espoir.

Non, il ne s'agit pas de l'espoir abandonné quelque temps à peine après un certain soir de mai 1981. Non, cet espoir-là, définitivement non rénovable, la « gauche » l'a laissé aux profits et pertes de l'Histoire. Celle commémorée il y a longtemps déjà, où « gauche » se confondait avec l'espoir de transformation politique et sociale... Désormais, « gauche », « socialiste », « communiste » et « écologiste » ont été confondus pour devenir les préférences exclusives de partis. Aussi ne faut-il pas laisser Waechter s'approprier aujourd'hui cette partie de notre patrimoine commun, comme hier Mitterrand et Marchais en ont volé l'essentiel. Petits ou grands propriétaires de pas-de-ports électoraux, vous êtes redevenus de sens des mots que vous confisquez. En nous privant d'être collectivement et individuellement responsables du devenir des grandes utopies progressistes, vous les avez privées de leur capacité mobilisatrice, vous nous avez détruit l'espoir.

© La Nouvelle Action royaliste juge « aberrante » l'exclusion de l'historien trotskiste Pierre Broué. — Après l'annonce, dans le Monde du 15 juin, de l'exclusion du Parti communiste internationaliste (PCI) de l'historien trotskiste Pierre Broué coupable, aux yeux des dirigeants de ce parti, d'avoir donné une conférence sur Léon Trotski à l'invitation de la Nouvelle Action royaliste (NAR), cette organisation déclare : « L'historien Pierre Broué a été invité à présenter sa biographie de Léon Trotski. Il serait absurde d'en conclure que la NAR est devenue trotskiste, ou que Pierre Broué a renié ses convictions. Il est aberrant qu'une exclusion sanctionne la présentation d'une recherche historique et la libre confrontation qui a suivi. »

C'est fait pour la « gauche », le « socialisme », le « communisme », devenus gestion centralisatrice et productiviste de sociétés normalisées.

Le risque est grand qu'il en soit bientôt ainsi pour l'écologie si l'intégrisme et l'électoralisme en occidant l'usage aujourd'hui porteur de toutes les espérances bouffées.

La « gauche » est donc logiquement attirée par les électeurs. Démocratie d'abord prudente d'un premier tour d'élection municipale, voilà qu'elle se confirme au deuxième tour en rompant la « discipline républicaine »... une année de bicentenaire ! Cette fois, pour les européennes, c'est plus massif, plus sérieux, plus voyant : car si Waechter dépasse les 10 %, il faut bien que les électeurs viennent de quelque part... de la gauche ; au moins la moitié vient de la gauche.

Alors l'espoir renaît. Parce que 5 % de « rouges » qui passent au « vert » — sûrement pas par fascination pour Waechter, — c'est un saut de représentativité. Plus de 5 % pour exprimer leur volonté d'autonomie par rapport à la gauche officielle. Vous êtes plus de 5 % d'électeurs de gauche à voter écologiste !

Waechter à tort : gauche et écologie peuvent se marier en France, comme ils l'ont fait ailleurs en Europe, pour peu que cette gauche-là soit en rupture avec celle qui s'en est accaparée le titre en abandonnant les luttes et les espoirs.

Rouge et Vert, vous existez et vous ne le savez pas ! Nous qui avions fini par en douter... au point d'aller nous mettre au vert.

Aussi, puisque vous existez, on peut imaginer faire des choses ensemble : proposer à Waechter de mener en commun les luttes écologiques abandonnées depuis si longtemps, inventer une écologie urbaine mobilisatrice, promouvoir une écologie politique respectueuse du pluralisme de l'arc-en-ciel de ses électeurs et de ses militants...

Là est l'espoir, là est l'utopie réelle des trois années qui viennent, années où vous serez privés d'élections, mais non de raisons d'agir.

Ah ! au fait, Rouge et Vert, c'est le nom d'un hebdomadaire. C'est aussi celui d'un mouvement en gestation : socialiste, autogestionnaire, écologiste, féministe, non violent... nous, nous ne nous approprions rien, nous partageons... avec vous ?

A l'Assemblée nationale Le projet de loi sur la détention provisoire est approuvé à l'unanimité

L'Assemblée nationale a approuvé, à l'unanimité, vendredi 23 juin, le projet de loi sur la détention provisoire, le Sénat devant l'adopter définitivement jeudi 29 juin. Les sénateurs et les députés étaient parvenus, en commission mixte paritaire, à un point d'équilibre entre leurs positions respectives. Le sujet le plus délicat concernait la détention provisoire des mineurs de seize à dix-huit ans en matière correctionnelle.

Le rapporteur de la commission des lois, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), a rappelé au cours du débat les épreuves successives de ce projet, avant sa stabilisation définitive. En effet, en première lecture, l'Assemblée nationale avait adopté, sans modification, le projet de loi gouvernement qui prévoyait de limiter à deux mois (un

mois renouvelable) la détention provisoire de mineurs quand la peine encourue était inférieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement. Le Sénat, lui, avait adopté trois mois.

En deuxième lecture, les députés, contre l'avis du gouvernement, avaient supprimé toute détention provisoire des mineurs lorsque la peine risquée était inférieure ou égale à sept ans d'emprisonnement. En troisième lecture, les sénateurs avaient pris une position différente : ils avaient adopté un amendement au gouvernement, limitant à un mois, non renouvelable, la détention des mineurs quand la peine n'était pas supérieure à cinq ans.

Finalement, la commission mixte paritaire députés-sénateurs a proposé une autre solution, ce qui prouve assez, comme le soulignera le

rapporteur, « le caractère délicat de cette question » : limiter la détention provisoire des mineurs à un mois, renouvelable une fois, lorsque la peine encourue n'est pas supérieure à sept ans d'emprisonnement. « C'est essentiellement pour des raisons pratiques que ce délai renouvelable a été adopté : l'objectif est de juger le détenu rapidement, tout en disposant d'un temps suffisant pour pouvoir envisager des mesures de contrôle judiciaire ou de classement », a ajouté M. Marchand. « La solution proposée par la commission mixte paritaire, si elle ne correspond pas parfaitement au vœu que j'ai exprimé en deuxième lecture, constitue néanmoins une solution raisonnable, à laquelle je me rallie », a précisé le garde des sceaux, M. Arpaillange.

PIERRE SERVENT.

Au Sénat

La révision des valeurs locatives

La fiscalité locale est « affaire de terroir et de bon sens », estime M. Michel Charasse. Ce ne sont pas les sénateurs qui contestent cette appréciation du ministre délégué chargé du budget. A l'occasion d'un débat consacré, vendredi après-midi 23 juin, au dossier de la fiscalité locale et au lancement de la publication du rapport annuel du conseil des impôts (Le Monde du 24 juin), les sénateurs ont fait le point avec M. Charasse sur le calendrier et les modalités de l'un des volets de ce dossier : la révision des valeurs locatives qui servent de bases à trois des impôts directs locaux (taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe d'habitation).

Expressément prévues par la loi pour intervenir tous les six ans, les révisions générales n'ont pas eu lieu : la dernière, pour le foncier bâti, remonte à 1970 et pour le non bâti à 1964. Le gouvernement est donc décidé à donner la priorité à cette révision qui pourrait être effectuée en 1990 et 1991 si le projet que prépare le gouvernement est adopté avant la fin de cette année. Les résultats pourraient alors être intégrés aux rôles de 1993.

Cette opération, qui mobiliserait pendant deux ans quelque deux mille agents de l'administration, coûterait environ 2 milliards de francs, et M. Charasse n'a pas exclu d'y faire participer les collectivités elles-mêmes.

Il n'est pas question que la procédure utilisée en 1970 soit reprise (elle avait alors soulevé un tollé général sur le thème de l'« impôt-baignoire » avec l'envoi à chaque propriétaire d'un imprimé à remplir pour chacune de ses propriétés), car cela supposerait une révision individualisée des trente millions de locaux et des quatre-vingts millions de parcelles. M. Charasse n'envisage de déclaration que pour les seuls propriétaires de locaux commerciaux.

Le classement actuel, qui répertorie dans chaque commune les logements par rapport à un immeuble de référence, devrait être maintenu. Seule exception : les HLM, qui devraient faire l'objet d'un classement spécial. Pour gommer des disparités trop fortes, M. Charasse prévoit une révision par « secteurs locaux », correspondant à des marchés homogènes de logements ou de terres agricoles. Les commissions communales actuellement en sommeil seront réactivées et dans les grandes villes elles pourront se scin-

der en commissions de quartiers, pour permettre une évaluation plus proche des réalités.

A priori, ces grands axes de la réforme ne suscitent pas de vives critiques. La commission des finances du Sénat vient d'ailleurs d'adopter un rapport de M. Jacques Descazes (RI, Calvados), qui souligne l'« urgente nécessité » d'une telle révision. Qu'en a-t-on déduit ? Quelques-uns qui réclament une réforme généralisée des finances locales. M. Charasse a refusé l'alternative d'« grand soir de la fiscalité locale » ou « le rien, c'est-à-dire l'immobilisme absolu », pour lui préférer une démarche prudente et pragmatique. Ce qui ne peut que rassurer et satisfaire les membres du « grand conseil des communes de France » que sont réputés être les sénateurs.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Report de l'examen du projet de loi sur les assurances. — Le projet de loi relatif aux assurances, que le Sénat devait examiner à la fin de la semaine, a été retiré de l'ordre du jour. La discussion de ce texte a été ainsi reportée à la session parlementaire d'automne.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Si tant d'électeurs se sont abstenus, si d'autres ont voté au vert, tandis que certains entraînent la patte, si, enfin, le reste des votants est, dans chaque pays, déparé suivant des contingences internes, c'est, peut-être, parce que l'Europe existe et qu'elle va son train, sans déchoir ni le peur ni l'enthousiasme. Dès lors, l'Europe de la routine s'accorde bien de l'Europe buissonnière.

C'est une affaire qui tourne, comme l'a illustré, deux jours après la consultation, alors que les commentateurs en interprétaient encore les résultats, l'annonce de la liberté d'installation des banques à l'intérieur de la Communauté.

Ce n'est pas la première fois qu'un processus historique se développe dans la péninsule. Il arrive qu'il se déroule à l'insu de l'opinion, souterrainement. Ainsi en est-il, selon Joseph Rovani, de la relation franco-allemande. « Mille ans d'histoire nationale se terminent, mais les deux nations, l'allemande et la française, ne le savent pas encore », écrit-il dans son dernier ouvrage, *France Allemagne, deux nations, un avenir*.

Joseph Rovani tient la chronique de ce millénaire pendant lequel se sont croisés, affrontés, réconciliés, les destins des deux pays. Après avoir rappelé les conditions de la naissance de chacune des deux nations, il fait la part belle à l'histoire contemporaine, dont il a été, s'agissant du couple franco-allemand, un témoin lucide et un acteur dévoué. Au reste, la revue *Documents*, consacrée aux questions franco-allemandes, a publié un numéro d'hommage à « un penseur et un acteur du dialogue franco-allemand » à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de celui-ci.

Si l'on veut, donc, entrer dans ce dialogue et comprendre comment, au fil des siècles et des dernières années, chacun des partenaires a regardé et perçu l'autre, Joseph Rovani est l'intercesseur rêvé. Au terme de ce cheminement il proclame ce qu'il

considère comme une réalité non dite : que les États nationaux, de part et d'autre du Rhin, sont des structures dépassées parce qu'elles ne sont plus en mesure de remplir les fonctions que l'on attend d'elles. A son sens, les deux nations ne peuvent se surpasser qu'en jetant en commun les bases d'un « nouvel empire de la liberté, de l'indépendance, de l'autodétermination, dans la certitude consciente que l'alternative contraire conduirait à la perte de la liberté, à la soumission à des autorités subtiles et non choisies ».

Entre nous Français et Allemands

Un Allemand regarde la France dans ce qu'elle peut avoir de plus prestigieux et enrichissant : sa vie intellectuelle. Sous la forme d'une expression qu'il nous retourne, *Querelles de Français*, Jörg Altwegg présente le paysage intellectuel français depuis la guerre, les personnalités qui l'ont peuplé, les écoles de pensée qui lui ont donné ses formes et ses couleurs.

L'auteur se promène avec aisance dans cet environnement qui lui est familier : cela lui permet d'exposer à ses lecteurs allemands, puis au public français, les cheminements intellectuels et politiques de nos principaux penseurs et l'intérêt de leurs apports. C'est l'occasion, finalement assez rare, d'avoir une vue d'ensemble de la production intellectuelle nationale du demi-siècle.

L'intérêt de ce travail, outre qu'il représente un bel effort d'analyse et de vulgarisation, est pour nous, Français, qu'il procède d'une « optique allemande ». C'est le regard de

quelqu'un venant d'un pays proche, mais où « la politique est anti-intellectuelle », sur le rôle que jouent des intellectuels a été reconnu.

Ce n'est pas pour autant un regard béat d'admiration. Jörg Altwegg pose aux intellectuels français une question devenue obsessionnelle en Allemagne, celle du rapport au passé. Selon lui, on peut interpréter ces quarante dernières années de la vie politico-intellectuelle comme une tentative de refoulement de Vichy et du fascisme, suivie d'un lent effort pour surmonter ce qui avait été refoulé.

Après cette mise à jour historique, la culture française prendrait un nouveau départ : elle s'ouvrirait spectaculairement, assure-t-il, après s'être surtout préoccupée d'elle-même. Au fil de cette lecture, le public français se verra poser d'autres questions auxquelles il n'est pas habitué. Par exemple : pourquoi son pays, qui a culturellement donné naissance au fascisme, a-t-il été épargné par tout régime de ce type ? Comment la France, si engagée dans la collaboration active avec l'occupant, a-t-elle pu occulter cette attitude ?

L'auteur voit dans le procès de Bertie le signe d'un processus social plus profond : « la catharsis médiatique et audiovisuelle d'une tragédie de quarante années, dont la France fut à la fois le metteur en scène, l'objet et le théâtre ». Il relève aussi que Heidegger devint en France « l'un des personnages dominants de la pensée de ce siècle », et qu'il révéla aux intellectuels français que « la philosophie — la meilleure, la plus haute, la plus abstraite — pouvait ne pas être sans rapport avec le mal, le mal en soi et même le mal absolu ». Jörg Altwegg connaît bien notre jardin, en bon voisin qu'il est.

★ *France Allemagne, deux nations, un avenir*, de Joseph Rovani. Julliard, 297 pages, 140 F.

★ *Documents*, revue des questions franco-allemandes. « Hommage à Joseph Rovani ».

★ *Querelles de Français*, de Jörg Altwegg. Grasset, 354 pages, 99 F.

Bicentenaire

M. Mitterrand
en visite à Roanne

« Quand on gouverne,
il faut savoir
imposer ses vues »

LYON
de notre bureau régional

« Pourquoi Roanne ? », s'est demandé lui-même M. François Mitterrand, vendredi 23 juin à l'heure des discours, dans la ville de son ancien ministre du travail, M. Jean Auroux. Eh oui ! Pourquoi Roanne ? Sans doute parce que le président a remarqué « les progrès » de cette cité de la Loire, « qui retrouve l'espoir, l'esprit en même temps que l'emploi ». Sans doute aussi parce que l'inauguration du nouveau musée Diderot et de sa collection d'œuvres révolutionnaires (Le Monde du 24 juin) lui a permis, une fois encore, de remonter le cours du temps, paisiblement.

Attendant par les cris joyeux des enfants des écoles et plus adhérent à ceux de quelques chaînes de militants de la CGT, le président de la République s'est arrêté avec d'autant plus de bonne grâce à l'examen de centappes d'assiettes datant de 1790 qu'en connaissait fort bien la pyramide. Devant le jeune conservateur du musée de Roanne, l'ancien président du conseil général de la Nièvre a ainsi expliqué comment des princesses italiennes avaient importé, « de Faenza, comme chacun sait », l'art de la faïence à Nevers et à Roanne. « On retrouve « la civilisation de la Loire ». Quelques siècles plus tard, les bateliers purent ainsi porter le message de la Révolution dans le creux des assiettes, tout au long de « ce fleuve français ».

« Le drame
est toujours là »

Plus gaillardement, le chef de l'Etat a encore raconté par le menu comment le propriétaire d'un cinéma de Nevers, scandalisé par l'interdiction — dans les années 50 — d'un film tiré d'une nouvelle, de Marcel Aymé, s'était rendu dans une fabrique de bonne réputation. « Vous n'avez pas la « Jument verte », moi je n'ai pas la faïence faïence », avait laissé tomber le cinéphilie, avant de laisser choir l'une des plus belles pièces de la collection.

Puis après avoir rappelé quelques étapes de la Révolution, ses accidents, ses violences — « le drame est toujours là, à tous les rendez-vous de l'histoire », — le président de la République a simplement défilé la morale de sa courte visite à Roanne, en évoquant les faiblesses de Louis XVI vis-à-vis des « privilégiés » qui l'environnaient. « Quand on régit ou quand on gouverne, il faut savoir imposer ses vues ». Au cours d'un bref aparté avec le président (UDF-PR) de la région Rhône-Alpes, M. Charles Millon, il a aussi accepté l'idée de venir à Lyon avant la fin de l'année pour s'entretenir avec les membres de l'assemblée régionale.

J.-L. S.

Le sous-marin américain

« La Fayette » à Brest
pour le 14 juillet

Pour célébrer le Bicentenaire de la Révolution française, les Etats-Unis ont décidé d'envoyer, pour le 14 juillet, leur sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques : *La Fayette* en escale à Brest. Le bâtiment, qui est le premier du genre à avoir été mis en service, en 1963, par la marine américaine, déplace 8 250 tonnes en plongée et il est notamment armé de seize missiles nucléaires Poseidon. Il séjournera à Brest du 13 au 19 juillet.

C'est la première escale en France d'un sous-marin américain de cette classe. Il porte le nom du marquis de La Fayette (1757-1834), général et homme politique français, qui participa à la guerre d'indépendance en Amérique. Pour le bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis, célébré en 1976, la marine française avait envoyé outre-Atlantique le croiseur de Grasse, qui porte le nom du comte de Grasse (1722-1788), qui s'illustra pendant la guerre de l'indépendance américaine.

LA RÉCEPTION DE M. JACQUES-YVES COUSTEAU

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

A ce stade, il est logique que le doute devienne certitude matérialiste. Et pourtant, Jean Delay, né et élevé catholique, prend garde à ne pas renier ses origines; il lui arrive de pratiquer, et même le soir de réviser la prière que sa mère lui avait apprise quand il était enfant. S'agissait-il d'une rémanence des lectures pieuses faites à haute voix avec ses cousins Perret, enfants, comme le souligne Lacan, « l'homme de notre temps n'a-t-il pas besoin de vivre avec son Dieu de la réponse du catéchisme qui lui a donné conscience ? ».

A la fois célèbre et inconnu, Jean Delay, ce grand diva, rêve de l'unité d'une médecine holistique qui considérerait l'être humain dans sa totalité physique et mentale.

Cette dualité intérieure, due peut-être à la variété de ses dons, il en a conscience, et fait graver sur son épée d'académicien : « Janus Bifrons. »

Un charme mélancolique

MA curiosité pour cet être exceptionnel et contradictoire fit bientôt place à un vif intérêt pour son œuvre tant médicale que scientifique ou littéraire.

Le gentilhomme grand, svelte, élégant, au sourire énigmatique arborait souvent un air étrange, désabusé, absent. Son aspect extérieur était tout fait de distinction, son charme mélancolique était irrésistible. « Jean a l'âme d'un poète », disait Francis Jammes à sa mère. Le propre du poète est une connaissance immédiate de ce que cache notre ignorance : de même que John Donne évoquait, plus d'un siècle avant Newton, dans un poème mystique, l'effet de l'attraction de la lune sur les marées, Jean Delay orientait instinctivement ses recherches vers des voies qu'il sentait prometteuses. Dans un milieu où, à l'époque, le mot « instinct » avait une connotation finaliste, il valait mieux dire que c'était la « prospective » du clinicien-poète Jean Delay qui lui permettait de devancer les résultats de patientes recherches de laboratoire. Mais son inspiration était à sens unique, repliée sur la personne humaine, projetant des lueurs révélatrices sur les mécanismes de la pensée et sur les dérèglements de l'esprit. Le monde extérieur n'intervenait que sous l'angle de son influence sur l'équilibre fragile de notre vie intérieure. Mais n'était-il pas paradoxal, à son âge, influencé par ses propres penchants ? Relativement peu sensible à la musique, Delay omet de dire que Gide aurait aimé écrire ses *Cahiers d'André Walter* en musique. De même, la passion de Gide pour l'histoire naturelle, en particulier pour les insectes, n'est même pas mentionnée.

Explorateur des arcanes du cerveau, des goffres de la personnalité, Delay-spéleologue n'était guère sensible à une perception sensorielle de la beauté ou à l'harmonie de la grande nature. Il aimait Bayonne, mais préférait la ville à la mer ou à la montagne. Les *Nouritures terrestres* qui avaient fasciné son adolescence, il ne les connaissait guère que par la magie des mots qui les avaient évoqués. Et je n'ai trouvé aucune trace écrite de son intérêt pour les animaux. Ni chat, ni canari, ni poisson rouge dans la maison où grandirent ses filles; tout juste finit-il par s'accommoder de la présence des chiens qu'avait toujours aimés sa femme : le pékinois, qui figure à côté de lui sur la couverture de la *Tribune médicale*, contribue, il me semble, à l'absence de naturel de cette photographie. Il n'est à l'aise qu'en ville. La promiscuité ne le gêne pas car il pense à autre chose. Il cesse de conduire car il se méfie de cette maladresse manuelle qui l'avait sauvé de la chirurgie.

Jean Delay, médecin psychologue, psychiatre, pionnier de la recherche, mais aussi poète, chroniqueur, écrivain; Jean Delay divisé par la variété de ses choix potentiels, a trouvé son unité en concentrant ses dons multiples sur un seul domaine : la personne humaine, soignée, décrite ou aimée.

L'hôpital, c'était un grand clinicien, analysant les symptômes avec une précision infinie, mais jamais impérieux malgré l'acharnement qu'il mettait à découvrir l'origine du mal avant de le traiter.

Le but stratégique de Jean Delay, tout au long de sa carrière médicale, fut de mieux comprendre l'esprit humain pour mieux en pouvoir guérir les égarements. Évoquant les progrès accomplis sous sa direction en associant neurologie, psychologie et psychiatrie, ainsi que ses mémorables découvertes, Eric Roussel a pu dire que Jean Delay avait finalement abouti à récrire sa copie du baccalauréat.

Conscient de ses mérites, fondés sur le travail méthodique et acharné, Delay était jaloux de son autorité, qu'il exerçait avec courtoisie mais fermement. Il aimait parler en public, parce qu'il avait tant de choses à dire; il était mal à l'aise à la pensée d'être photographié ou filmé, jusqu'au début des prises de vues, mais, dès qu'il prenait la parole devant les caméras, cet homme fragile reprenait son assurance et parvenait sans peine à séduire et à convaincre son auditoire.

Jean Delay, pour écrire comme pour parler, avait recours à un langage simple et précis. Il cherchait à éviter les termes stéréotypés — le jargon — souvent utilisés par les spécialistes de toute discipline. Bien qu'il fût l'auteur de quelques néologismes, par exemple « neuroleptiques » pour désigner les sédatifs du système nerveux, il s'est opposé à la tendance cabalistique d'un vocabulaire chargé de conjurer les démons

de l'esprit et s'est attaché à démontrer les vertus de l'usage certain des mots.

Parmi ses confrères de l'Académie, Pasteur Vallery-Radot, témoin de ses goûts littéraires précoces, joua un rôle, après Fernand Vidal, dans l'orientation de sa carrière. Entre deux auscultations, ils parlaient littérature. Jean Bernard, son camarade de travail, lui offrit la stabilité de son amitié. Académicien pendant plus de vingt-sept ans, Jean Delay était apprécié de tous. Mais je tiens à citer ce que Jean Guizot écrivit à M^{me} Delay, à la Pentecôte 1989, deux ans après la mort de son mari : «...Il m'arrive bien souvent de penser à Jean Delay... je ferme maintenant les yeux et je me dis qu'il avait je ne sais quoi d'unique. Car il était au-delà de ce qu'il était, de la littérature, de la parole, du style. Il avait une aptitude pour tout, une vocation à tout; il eût pu faire un général, un évêque; il n'avait besoin d'aucun pigeon sur rue, d'aucune étiquette, d'aucun titre. Sa voix était douce, mais il y avait de la force dans cette douceur. Il disait en quelques mots l'essentiel. Tout pourrait se résumer simplement : il était HOMME, et, comme les « saints », tout à tous et à chacun. »

Disciplines complémentaires

AINSI ma curiosité pour cette personnalité aux mille facettes avait fini par éveiller mon intérêt pour son œuvre médicale, scientifique et littéraire. L'analyse succincte de la personnalité de Jean Delay et des influences qui ont probablement provoqué ses contradictions me permet de souligner l'interdépendance de ses diverses activités. C'est la médecine qui a influencé les ouvrages de jeunesse écrits par Delay sous le pseudonyme Jean Faurel. C'est la psychanalyse qui a influencé son œuvre maîtresse, la *Jeunesse d'André Gide*, où il crée un nouveau genre : la « psychobiographie ». Ses chroniques — « Le miroir du caducée » — ont fait connaître les jugements d'un psychiatre sur les problèmes moraux de son époque. La longue et magistrale préface de Jean Delay au roman de Montherlant *Un assassin est mon maître* a créé une critique littéraire basée sur la psychanalyse, bien que celle-ci ait été centrée non plus sur un névrosé réel, mais sur un héros fictif, Euphrate, malade de sa mal psychanalytique lui-même. Enfin, Jean Delay, dans ses dernières années, finit par se libérer des influences de sa profession pour créer encore un nouveau genre, purement littéraire cette fois, la « sociobiographie », avec les quatre volumes d'*Avant-Mémoire*. Ainsi se trouvait accompli le retour à ses rêves d'un adolescent de treize ans. Écrivain, médecin de l'esprit, directeur de recherche, depuis la Renaissance, bien peu d'êtres humains ont réussi à exceller et à innover dans deux domaines aussi variés et souvent contradictoires. Ironiquement, c'est grâce à cette diversion médicale que Delay laissera peut-être l'empreinte la plus profonde.

Dans une première période, il ressent l'émotion de savoir guérir; il observe ses malades, il sait s'identifier à eux, et il écrit à vingt-trois ans : « Ce qui m'aide à vivre, c'est d'avoir rendu à quelques-uns l'espoir de vivre. » Mais comment soigner plus efficacement les maladies mentales ? Le jeune médecin fait alors le projet de consacrer la maturité de sa carrière à la recherche psychiatrique, sans pour cela se séparer de ses malades, pour qui il ressent une obsessionnelle compassion : « Sans technique la médecine ne serait pas un métier, écrit-il, mais sans humanisme elle ne serait qu'un métier. » Cette nécessaire technique, Delay a, plus que tout autre, contribué à la perfectionner. Toujours en avance sur son temps, travailleur infatigable, sa carrière scientifique est tellement riche que je ne peux ici que la résumer.

Décidé à promouvoir dans son domaine une recherche moderne, il n'hésite pas à interrompre ses travaux pour entreprendre un long voyage aux États-Unis, invité par la Fondation Rockefeller, afin d'éviter de refaire à Paris ce qui avait été déjà fait outre-Atlantique. Il revient, décidé à créer, à l'université et à l'hôpital, des laboratoires modernes. C'est le signal d'une véritable révolution.

Depuis le traitement moral de la folie par Pinel en 1826, la plupart des dérèglements mentaux entraînaient l'intermède. Esquiroz ébaucha ensuite une classification des troubles nerveux. Le docteur Charcot tenta l'hypnose pour guérir l'hystérie. Ce fut ensuite la vogue des électrochocs ou même des cures par la fièvre. Les tentatives de traitement par inoculation du puslisme et par la lobotomie ou chirurgie du cerveau furent récompensées par des prix Nobel, malgré leurs terribles inconvénients et les problèmes moraux qu'elles posent.

La fin de cette préhistoire de la médecine mentale fut en quelque sorte annoncée par la *Psychologie de la vie affective*, de Georges Dumas, et par Pierre Janet, élève de Charcot, fondateur de la psychologie clinique, qui fut aussi le maître et l'ami de Jean Delay. Dans une première série de travaux, celui-ci, partant des études de ses prédécesseurs sur les électrochocs, thermochocks ou pneumochocs, en rapporte les effets aux structures profondes du cerveau, et introduit la notion de « syndromes diencéphaliques ».

C'est après la guerre que Jean Delay entame la période la plus féconde de sa carrière scientifique. Elle est annoncée, en 1945, par la publication d'une œuvre-clé, *Les Dérèglements de l'humeur*, où il met en évidence que les processus dépressifs et expansifs de l'humeur ont des analogies avec les moyens d'action du cerveau sur les autres fonctions du corps humain. Il en déduit l'existence d'un « mécanisme cérébral unique », responsable tant de l'équilibre mental que de celui du corps. Ainsi la physiologie pourrait concerner directement, sinon englober, la psychologie. Partant de

cette hypothèse, il n'y a qu'un pas à franchir pour tenter d'agir sur l'humeur avec des composés chimiques, ce que Jean Delay fait en créant la psychopharmacologie. Grâce au judicieux usage des neuroleptiques, les asiles d'aliénés peuvent libérer une certaine proportion de pensionnaires et l'être des camisoles de force arrive à son terme. L'importance de cette découverte est telle que l'on peut dire sans exagération que la psychiatrie a connu deux périodes : avant et



après Delay. La charnière se situe en 1952. Daniel Bovet, Prix Nobel de médecine et de physiologie, qualifie son œuvre de « merveilleuse conquête que représente la chimiothérapie des maladies mentales ».

La connaissance par l'accident

CE qui suit, de 1953 à 1968, est la voie royale mais difficile, du succès. Voyage aux États-Unis, création de laboratoires modernes, formation de nouvelles équipes, expérimentations diverses sur les hallucinogènes, sans pour cela perdre le contact avec l'hôpital, refuge de son humanisme. Sa vertigineuse puissance de travail est illustrée par le fait que c'est précisément pendant cette période de diversification des recherches, de contacts internationaux et d'applications pratiques de ce qu'il appelait modestement ses « traverses », qu'il entreprit de rédiger et de publier en 1956 et 1957, les deux tomes de sa monumentale « psychobiographie » d'André Gide jeune.

Stratégiquement, le but qu'il poursuit est de contribuer à la « stabilisation de l'angoisse » humaine. Sur le plan tactique, « l'important, dit-il, c'est de suivre une idée ».

Ainsi, Jean Delay avait un programme et une méthode. Il s'agissait avant tout de mieux comprendre les mécanismes de la pensée, du talent, du génie créateur, du découragement et de la folie, et puisque l'hypothèse de travail était la nature électrochimique de ces mécanismes, de trouver des moyens électrochimiques d'en guérir les égarements. Il éprouvait une joie profonde à réduire les peines ou à guérir les maladies mentales. Mais il ne cache pas les difficultés qu'en tant que psychiatre il a dû surmonter pour opérer en lui-même la jonction de sciences biologiques et des sciences morales. Au début, il lui coûte d'affirmer que l'émotion est un phénomène cérébral, mais il pense l'avoir démontré grâce aux thérapeutiques pharmacologiques qu'il a créées. Puis il aboutit à une hypothèse de travail extrêmement audacieuse : la répétition des émotions-chocks non seulement organise, mais même organise : en d'autres termes, ces chocs et les troubles qu'ils provoquent modifient le fonctionnement des organes qui les produisent, mais ils ne les modifient pas aussi les organes qui permettent la vie et la pensée ?

Mais peut-on se baser sur l'étude des dérèglements de l'esprit pour en entrevoir les mécanismes normaux ? Faut-il une panne ou un accident pour comprendre comment fonctionne une automobile ? Delay lui-même se pose la question : les psychoses artificielles sont-elles identiques aux psychoses humaines naturelles ? Analogie ou identité ? Selon Hippocrate, « c'est souvent le traitement qui révèle la nature des maladies », mais cela ne veut pas dire qu'on puisse faire le moindre progrès dans la compréhension de la santé par le biais de l'étude des maladies... Pas plus qu'on puisse comprendre le comportement d'un homme libre en étudiant celui d'un prisonnier. Sans doute suis-je un maniaque de la rigueur, mais je suis certain que Delay a connu ces doutes et les difficiles cas de conscience qu'ils entraînent.

Déjà le psychologue Delay, dans sa thèse de doctorat en lettres, les *Dissolutions de la mémoire*, avait observé que la pensée s'exerçait dans les deux domaines : l'un naturel qu'il qualifie d'infrastructure, l'autre artificiel, dû à la vie sociale : la superstructure.

Ainsi l'humanité s'efforce-t-elle de lutter, consciemment ou inconsciemment, contre les forces hostiles de la nature, et contre l'individu, c'est-à-dire contre la personnalité, originale par définition et susceptible de troubler l'ordre de la communauté. D'où la nécessité d'étudier l'humain, puis l'émotion qui sont à l'origine de la folie. Et pour Delay, la raison n'est que l'ensemble des forces qui s'opposent à la folie, une sorte de « sociothérapie ». Une chaîne ininterrompue relierait le pathologique au normal, la folie au rêve et le rêve à la réalité intérieure, écrit-il.

Face à l'implacable sérénité du monde extérieur, les êtres humains sont condamnés

à de perpétuelles contraintes sociales et à de féroces combats intérieurs. (...)

Ces contraintes, que Delay a donc lui-même subies, sont bien souvent à l'origine de névroses, ces névroses dont Stokols disait qu'elles sont un essai dont le génie est la réussite; fasciné par cette ouverture, Jean Delay place au cœur de ses recherches le rôle des dérèglements nerveux dans l'art. Si Gide traite l'œuvre d'art de santé artificielle, Loucos déclare que, sans névrose, il n'y a pas de littérature.

Eloge des « nerveux »

MARCEL PROUST, par grand-mère interposée, s'adresse à lui-même : « Soutenez d'être appelé une névrose. Vous appartenez à cette famille magnifique et lamentable qui est le sel de la terre. Tout ce que nous connaissons de grand nous vient des nerfs. Ce sont eux et pas d'autres qui ont fondé les religions et composé les chefs-d'œuvre. » Et à propos de la rêverie — « forme légère de sommeil de la pensée », — Delay évoque les réminiscences, « ces largesses de la mémoire » qui fondent la création proustienne. Dans sa préface à *Un assassin est mon maître*, de Montherlant, il généralise en étendant son analyse aux auteurs dramatiques, peintres ou compositeurs de tous les temps. Il cite Paul Bourget : « Tel drame de Shakespeare, telle comédie de Molière, tel roman de Balzac ne nous offrent-ils pas de véritables tableaux cliniques, auxquels ils ne manque qu'une étiquette pour être rangés dans un chapitre d'un précis de psychiatrie ? » Pourquoi, objecte-t-on, Shakespeare, Molière, Balzac n'ont-ils pas, comme Nietzsche, fini à l'asile ? Parce que, répond le psychiatre, « s'il est vrai qu'un déséquilibre peut favoriser l'activité créatrice, celui-ci à son tour a pour effet d'instaurer un équilibre nouveau ». Il fallait toute la lucidité d'un Jean Delay pour projeter de tels éclaircissements sur cette thérapeutique par la création. Il lui fallait une étrange perspicacité pour analyser ainsi l'œuvre de son ami André Gide : « Il avait compris que son originalité serait de rester fidèle au génie de l'ambiguïté qui avait fait sa faiblesse et qui serait sa force, s'il parvenait à manifester dans l'œuvre d'art toutes ses contradictions, sans autre but que de les exprimer avec ordre et beauté. »

A l'époque où le savoir, plus que jamais, s'émiette au vent des disciplines, Jean Delay, médecin, psychologue, chercheur, humaniste, écrivain, est une sorte de phénomène à la Léonard de Vinci. Mais il a en plus toujours gardé dans son cœur « l'instinct de l'Autre ».

En académicien comme en blouse de grand patron, entouré d'amis étincelants ou d'élèves étourdis, écrit Poirat-Delpach, Jean Delay ne pouvait empêcher que sa haute silhouette ne se voile d'un tel quel triste lune.

Un homme de compassion

CEST précisément sa faculté de sentir et de souffrir pour les autres qui a provoqué l'affection pour Jean Delay que je ressens aujourd'hui. Cet homme comblé, qui jouait fort bien son rôle social, refusait de jouer la comédie humaine. Cet homme criblé de dons connaissait les vertus du travail et de la modestie. Il aimait revenir à Bayonne, à « Miradour », où il montrait à son assistant Pierre Denker, avec une fièvre native, son « vertige spirituel ». Heureusement, Jean Delay nous a laissé la preuve qu'il savait aimer : les trois livres de nouvelles qu'il écrivait à quarante ans, bouleversés par le spectacle des ruines physiologiques qui hantaient les salles de la Salpêtrière, ces décrets de la vie qui jusqu'au bout restaient des êtres humains sujets aux mêmes émotions que nous, mais chez qui tout esprit s'était éteint, soit des cris d'amour plus précieux pour moi que ses autres chefs-d'œuvre. Au cours de sa fulgurante carrière, comment Jean Delay a-t-il pu consacrer tant d'attention à cette cour des miracles condamnée au mourir ? Loin d'être la romance hugolienne des pauvres gens, cette trilogie ne manque pas de décrire la permanence des passions humaines dans le dépeuplement que leur impose la misère, comme l'impératif de la tragédie classique l'imposait à Euripide. Comment Delay est-il parvenu à s'identifier à ces condamnés aux souffrances perpétuelles, comment a-t-il pu et su observer, comprendre, sentir et transcrire dans leur propre argot, sans aucune affectation, la saga de l'Éscarbot, des petites vieilles des Repas ou du véritable mais improbable abbé John ? Témoin attentif de la misère, prêt, comme sœur Teresa, à la secourir, mais capable de la décrire avec la précision et la couleur d'un Maupassant, Delay a fait preuve d'une sensibilité et d'un talent rares. André Gide ne s'y est pas trompé, et il n'est pas interdit d'y voir l'origine de leur amitié. En ce qui me concerne, j'ai pu me grandir d'une affection dans son profond mais pudique amour de ceux qui souffrent.

Le choc de mai 1968

JEAN DELAY, au matin du 1^{er} mai 1968, vous n'avez pas eu, comme moi, la chance de rencontrer les magiciens qui avaient inspiré au peuple de Paris un grand mouvement de fraternité et de joie. Mais quelques jours plus tard, les enseignants avaient fait place aux voyous qui incendiaient les voitures, édifiaient des barricades au Quartier latin et décrétaient l'abolition de toutes les règles du jeu. Aux cris de « Des patrons, on n'en veut plus ! », ils occupèrent votre bureau après l'avoir saccagé.

Votre écoulement fut renforcé par l'attitude provocatrice des étudiants, certains jouant ostensiblement aux échecs pendant les cours, tandis que des filles court-vêues croisaient et dérobassent leurs jambes et leurs seins à la vue de tous. Faisant suite aux désordres, les réformes subies par l'enseignement supérieur, la création de commissions et de sous-commissions dont le seul résultat fut de créer une confusion générale et de dresser d'innombrables obstacles à la recherche et au progrès, achevèrent de vous décider, en 1970, à prendre une retraite anticipée.

L'homme exemplaire, dont Paul Morand disait : « Il est capable de faire le ménage en enfer », refusait de nettoyer les écuries d'Augias.

Paradoxalement, c'est cette douloureuse épreuve de mai 68 qui vous a contraint à retourner à votre véritable vocation. Certes, après avoir publié — par pudeur sous un pseudonyme — les trois chefs-d'œuvre littéraires — *la Cité grise*, *les Repas* et *les Hommes sans nom* — qu'André Gide a sauvés de l'indifférence et de l'oubli, vous gardiez au fond du cœur cette passion juvénile de la littérature que vous aviez été contraint de camoufler. Rentré chez vous, vous alliez connaître l'ivresse de la création sans contraintes, et bénéficier de l'incomparable fertilité provoquée par l'union de deux disciplines que vous aviez maîtrisées, la psychologie et la littérature.

Après les décomptes de mai 68, vous avez dû vous endormir en paix et peut-être avez-vous vu en rêve le fantôme de votre père, après tant d'années de remords, venir replacer dans votre bibliothèque tous les ouvrages de poésie qu'il avait confiés, malgré vos larmes, « pour vous être promené, à treize ans, le long de la Nive, en lisant des poèmes... »

Alors que vous professiez encore, vous avez ajouté aux œuvres que j'ai mentionnées un livre sur l'ami d'André Gide et de Roger Martin du Gard. Peu avant de mourir, ce dernier vous avait demandé de venir le voir dans sa propriété de la Terre, près de Bellême, pour vous confier sa correspondance avec Gide et vous faire lire son *Journal*. Vous vous étiez engagé à les publier, et ce fut une occupation trop absorbante pour mener de front un autre projet qui vous tenait davantage à cœur, et qui vous avait déjà inspiré en 1956 une chronique que *le Figaro* a « Le message de Turin ». Vous vouliez écrire un essai sur la relation du génie et de la maladie, en vous consacrant à ce que vous appelez le dernier Nietzsche, celui de 1888, et vous aviez vraiment commencé à écrire cette monumentale étude dès 1958. C'est qu'au cours de la seule année 1888, juste avant sa crise de démence de 1889 qui le fit interner (l'apostasie au cheval), Nietzsche avait écrit coup sur coup :

— *Le Cas Wagner* (où Cain joue le rôle de l'ami Félix),
— *Le Crépuscule des idoles* (où Diogène joue le rôle du ronfleur de la morale, de la science, de la philosophie),
— *L'Antéchrist* (Judas, le chrétien apostat),
— *Ecce homo* (où Dionysos joue le rôle du « paillasse divin »), traitant ainsi du vrai dieu de Nietzsche, celui du créateur et de la création !

Quel programme ! Seul, Jean Delay, vous pourriez en venir à bout. Et, si finalement nous comprenons que les motifs de la promesse à Martin du Gard joints aux obstacles créés par l'hermétisme de la langue de Nietzsche (qui a défié tant de traducteurs) vous aient finalement contraint à abandonner ce projet, nous le regrettons amèrement.

Pendant vos dix-sept ans de retraite, paraphrasant Nietzsche, vous avez souvent dit à vos proches : « Je suis le plus heureux des hommes... » et vous auriez pu cligner de l'œil en pensant à ces apprentis surhommes imaginés par Zarathoustra, aux frontières de la folie.

Ce bonheur, réel, profond, c'était la joie de pouvoir vous consacrer enfin à écrire, sans la moindre contrainte de métier. Le rêve si souvent mentionné dans votre *Journal* de jeunesse, vous alliez enfin le vivre pleinement. Vous aviez excéllé dans la médecine des esprits, vous vous étiez dévoué en créant, avec votre Gide, la psychobiographie. Vous alliez pouvoir vous détacher de ce « psycho » qui avait provoqué le « Bonne chance » de la fin de vos camarades de l'externat, quand vous aviez fait votre choix de spécialité. Le défi que vous aviez alors relevé vous avait permis de produire plusieurs chefs-d'œuvre : il vous fallait maintenant relever un autre défi, mais choisis librement celui-là : la sociobiographie.

Le chemin est inattendu qui vous a conduit à écrire les quatre tomes, groupés sous le titre « *Avant-Mémoire* », qui font revivre la véritable histoire de France, autour de vos ancêtres, pendant trois siècles, de 1555 à 1856. Le point de départ en est la simple trouvaille, à la mort de votre mère, d'une lettre écrite par votre ancêtre Charles Devaux en 1877 au sujet de ses grands-parents !

Votre confrère Claude Lévi-Strauss a pu écrire de votre ouvrage monumental : « En allant à la recherche de la généalogie dans sa branche maternelle, Jean Delay recon-

La réponse de M. Bertrand Poirot-Delpech

**L'historien
d'« Avant mémoire »**

Dialogue avec un ami

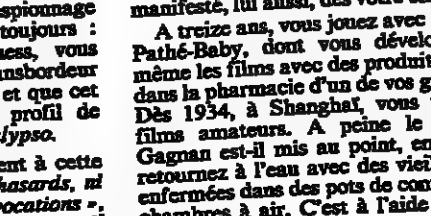
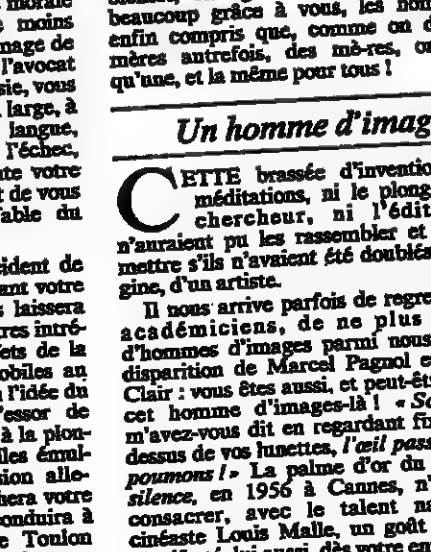
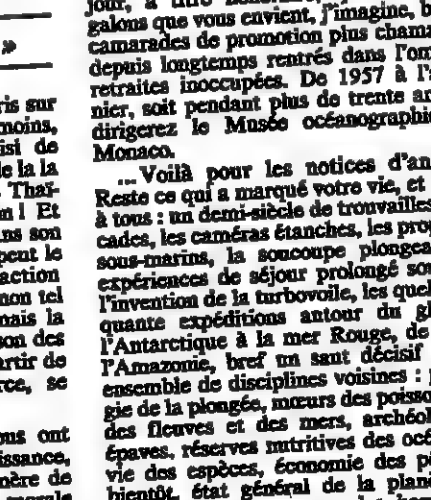
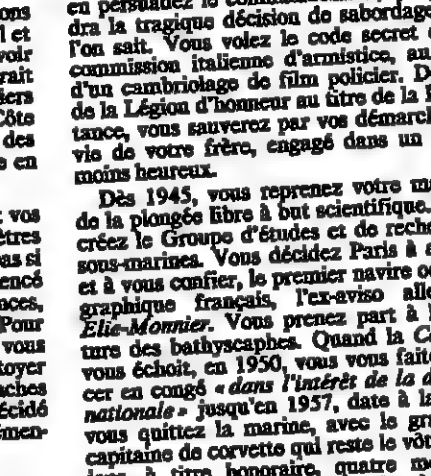
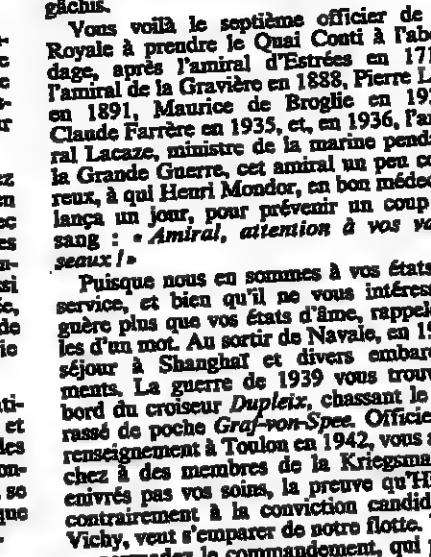
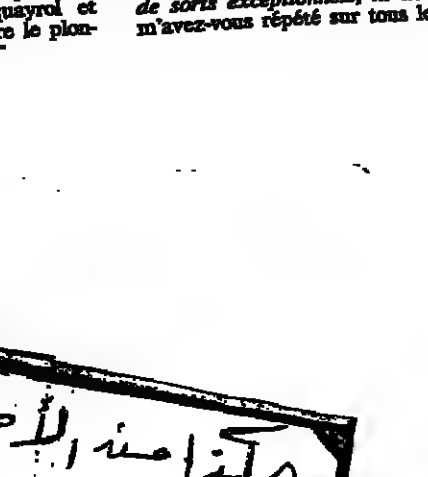
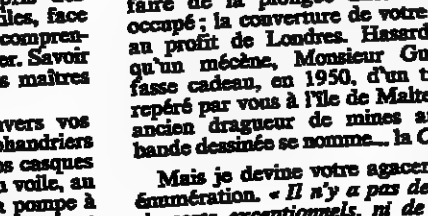
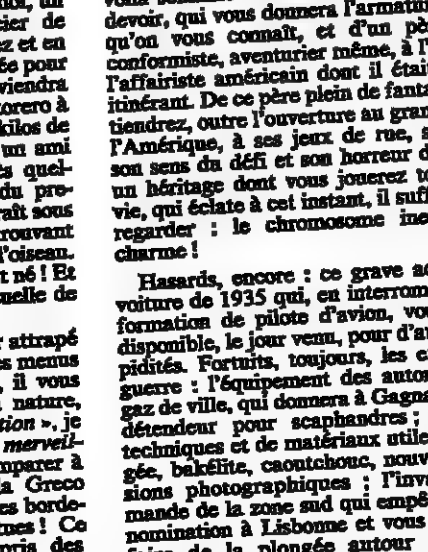
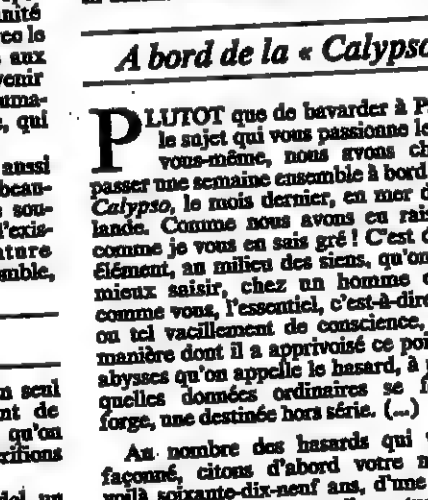
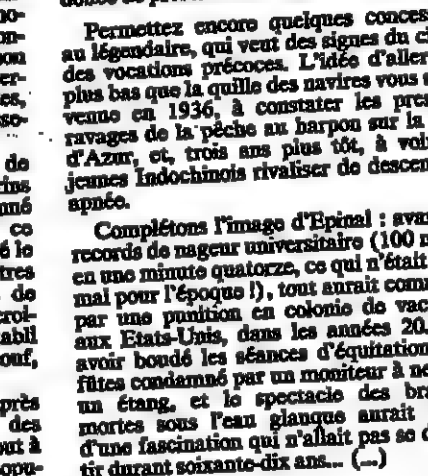
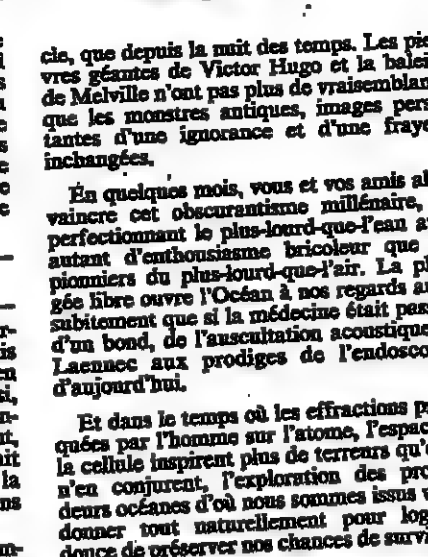
L'ine aventure utile

Il était une fois...

A bord de la « Calypso »

La plus belle des victoires

Un homme d'images



Code d'honneur de la plongée

Morale immanente

(Lire la suite page 12)

LA RÉCEPTION DE M. JACQUES-YVES COUSTEAU A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse de M. Bertrand Poirot-Delpech

(Suite de la page 11.)

En plongée, tandis que le savant, en vous, recense flore et faune, le scénariste échafaudé déjà l'intrigue qui tiendra son public en haleine, le preneur de vues fait du repérage autant que de l'exploration, et le monteur mène ensuite des redites volontaires, pour laisser au téléspectateur le temps de s'absorber et de satisfaire sa soif ou autres besoins, sans rien perdre du message.

Professionnel du spectacle, vous l'êtes enfin quand, interprète de votre propre rôle, vous vous pliez aux corvées du vedettariat, sans complaisance ni illusion. C'est que le dur métier de plaire, comme on dit au théâtre, exige une escalade indéfinie de moyens et de sensations. Plus rien ne nous étonne, depuis le temps que vous nous surprenez ! Dernièrement, vous avez filmé deux exclusivités qui feront l'établissement des grands et des petits, à la rentrée, et dont j'assure ici la bande-annonce : un éléphant nageant sous l'eau avec sa trompe en surface en guise de respirateur et un requin blanc avalant la carafes qui le filmait. Comment couper encore le souffle, après cela ?

Cette nécessité de récolter de l'image vendable, en plus des renseignements scientifiques, l'équipe de la Calypso s'y plie avec entrain. C'est un régal de voir autour de vous ces plongeurs soudés par leur commune passion du fond et par leurs spécialités complémentaires, biologie, médecine, archéologie, cadrage ou prise de son. Tous partagent votre sens du jeu avec l'imprévu. Si préparés soient-elles, les missions subissent en effet la part de « fortune » qui est propre à la mer. « Si je savais pourquoi j'y vais, je n'y irais pas ! », dites-vous de vos randoes, citant un vainqueur de l'Everest.

L'autre jour, nous risquions de revoir bredouilles de nos ronds dans le golfe de Siam : eaux peu profondes, donc troubles, espèces communes et souvent photographiées, rien de bien neuf à découvrir ou à montrer ! Dans ces cas de malchance, la visite d'épaves sert de rattrapage. Les cartes de la région signalaient plusieurs bateaux coulés. Déjà, les imaginations s'enflammaient, comme toujours avec les vestiges et la perspective d'y accéder en premier. S'agissait-il d'un naufrage antique ? D'un combat naval de la dernière guerre ? D'une collision ? Hélas, les détecteurs refusaient de grésiller. Sur la passerelle, la déception s'affichait.

Tout à coup, sous le vent de l'île Ko Tao, le sondeur remonta en flèche de quatre à douze mètres, suggérant un pylon sous-marin ignoré des cartes. L'hélicoptère s'envola pour voir, les Zodiacs vont y regarder de plus près, les groupes électrogènes grondent, les plongeurs se harnachent avec la célérité de pompiers courant au feu...

La pêche aux sensations s'annonce moyenne : roches quelconques que drapent des filets de chalcidiers perdus en route, jeunes Thalys plongeant sans précaution à l'aide de compresseurs rafistolés... Ce demi-fiasco donnera la mesure, soit dit en passant, des efforts et des dépenses à fonds perdus que supposent vos expéditions, et qu'aucune organisation autre ne pourrait consentir. Au reste, vous savez tirer parti, l'en sûr, du peu que nous avons vu. J'attends qu'un de vos prochains films raconte la danse de mort de ces enfants thaïs en loques, sous l'œil de demoiselles (ce sont de larges poissons bleu roi) et d'un requin assoupi...

Ce que le film ne dira pas, et dont je dois témoigner ici, c'est le bonheur fraternel qui éclate le soir, au carré, entre deux discussions sur l'origine ou l'avenir de la Calypso ; le maître à bord, l'inconditionnel Albert Falco, Sancho Pança de notre Don Quichotte ; votre fils Jean-Michel, devenu votre alter ego outre-Atlantique ; et votre autre fils Philippe, disparu voici dix ans dans la lumière éblouissante des vives requêtes, et dont je sais que l'absence, ce soir, empêche votre joie d'être sans ombre.

Indépendance financière et politique

Si l'équipe Cousteau manifeste une telle cohésion, ce n'est pas seulement par le miracle de toute vie en mer, et par croyance en l'épopée commune. C'est qu'il dépend des prouesses scientifiques et artistiques de chacun que se poursuive l'œuvre de tous. Que l'effort se relâche, qu'une mission déçoive, et ce sont les cent cinquante salaires de la Fondation (moins le vôtre, vous n'en touchez pas !), ce sont les frais de deux bateaux, soit 15 millions de centimes par jour, qui ne seront pas assurés, puisque vous avez décidé une fois pour toutes, dès vos premiers brevets, de ne

tendre la sébile à aucun gouvernement, fût-ce le vôtre.

Parfaitement, et cela mérite d'être répété bien haut : en ces temps d'assistance généralisée, malgré votre utilité et un renom qui auraient fait de vous un budgetaire très présentable, vous n'avez, monsieur, jamais encaissé le moindre centime d'argent public ! Admirons cette hérésie : vous n'acceptez les contribuables que bénévoles !

Les trois cent cinquante mille cotisants des Fondations, dont trois quarts aux États-Unis, paient les deux tiers de vos dépenses ; et deux cent cinquante millions d'humains vous apportent indirectement le reste, en regardant chacun de vos films, vous évitant l'autre humiliation que ce serait, ayant échappé à la mendicité publique, de solliciter la Calypso, comme on le voit pour tant d'engins sportifs, avec des réclames auto-collantes de carburant ou de saucisses... Les chercheurs en chambre subventionnés feraient bien de méditer votre exemple de liberté, de créativité et de civisme, avant d'ironiser sur la mise en scène dont s'accompagnent, et dont vivent, vos travaux.

Homme d'affaires, vous l'êtes par obligation, mais sans complexe, comme votre père à l'américaine, loin des hypocrisies et des jérémiades à la française. Lyonnais, vous avez créé votre société de production de votre premier film amateur. Vous acceptiez avec le sourire l'avenir de la turbulette essayée à bord d'Alcyon de dépendre de sa rentabilité par rapport au prix du pétrole, qu'à 2-3 dollars près du baril votre invention soit ou non justifiée. Cette sanction libérale ne vous paraît pas plus absurde, ni dangereuse, que celle des bureaucraties !

L'État français vous a renforcé dans votre défiance en vous évitant, voici trente ans, et c'est tant mieux, d'organismes qui, sous couvert d'étendre la recherche océanographique, n'ont guère élargi que leurs bureaux. Contre cette tendance invincible de l'administration, vous avez montré, en 1981, dans *France 2*, on t'a volé ta mer, que le pamphlétaire, en vous, gardait des chevaux en réserve, comme on dit des moteurs en régime de croisière.

J'ai avancé que la plongée libre produisait d'elle-même une morale et une esthétique ; j'ajouterais volontiers : une idéologie, si ce mot n'avait été dévoyé par nos tribuns et ne signifiait plus, improprement, que « les idées des autres », erronées et nocives par définition. Né techniquement sous le signe de l'autonomie, le scaphandre Cousteau semble pousser quoiqu'on le respire à se vouloir autonome en tout, coupé des politiques comme de la manne que ceux-ci distribuent.

J'ai bien dit : « les » politiques. « La » politique, comment ne pas en admettre la nécessité et l'essence noble ! Ce sont les professionnels du pouvoir, ces serviteurs devenus abusivement nos maîtres, qui ont votre causticité et votre jubilation de ne rien devoir, ni rien concéder. Vous dites à plaisir que vous leur préférez les paniers de crabes et les requins ; les vrais !

L'autre jour, en mer, il fallait voir avec quel enchantement narquois vous avez conduit au téléphone un candidat aux européennes, soudain pressé de tirer des traites électorales sur votre crédit dans tous les secteurs de l'opinion. (Peu importe lequel des candidats dut ravalier son compliment : là-dessus, ils se valent tout !) Et comme vous avez bien fait, après réflexion, de ne pas vous présenter à la présidence de la République ! Vous auriez peut-être conservé votre âme, mais vous auriez perdu le pouvoir qui est le vôtre, et qui dépasse de loin, dans le temps et dans l'espace, celui des élus...

Votre indépendance économique et politique, jointe au discrédit où tombent les technocrates, explique en grande part votre renommée, à laquelle les moyens modernes de communication ont donné des dimensions planétaires sans précédent historique, du vivant de celui qui en est l'objet.

Depuis votre élection à l'Académie, les mesureurs de réputation m'abreuvent de chiffres, comme c'est devenu une manie pour les choses les moins matérielles. Vous seriez, monsieur, le Français le plus connu au dehors des frontières, et un des hommes les plus célèbres dans le monde.

C'est encore trop peu dire ! J'ai pu constater que les pêcheurs du fin fond de l'Asie vous tenaient, autant que les passants parisiens, pour un membre de leur famille. Parbleu ! C'est par centaines de millions qu'hommes, femmes et enfants des cinq continents vous ont reçu dans leur foyer, vous, votre bonnet, vos glissades fériques au fond de la mer nourricière, et votre libre souci du bien commun.

Cette reconnaissance sans égale, on imagine dans quelle grisaille narcissique elle jetterait les vaniteux que nous sommes. Je peux attester qu'elle vous amuse, sans vous étourdir, et que, si vous la soignez du mieux qu'il faut, c'est pour ce qu'elle permet. « Une simple clé anglaise », dites-vous de votre notoriété fabuleuse. « Si je ne m'en servais pas, j'aurais l'impression de trahir ! »

Trahir quoi, grands dieux ? La réponse tombe, militaire : « L'aventure ! »

Nous y voilà. Après avoir fait voir l'invisible, et fait rêver, vous vous êtes juré de faire réfléchir.

Faire réfléchir les hommes d'État, bien sûr, à vous êtes sans doute le seul être humain à pouvoir arracher un rendez-vous et dire leur fait sans ménagement, sous le contrôle d'une presse mondiale prévenue en votre faveur (cela aussi est sans précédent, et je crois savoir qu'à la rentrée vous allez prendre régulièrement à témoin les téléspectateurs des réponses obtenues).

Mais d'abord vous entendez faire réfléchir les peuples eux-mêmes, seuls en mesure, pensez-vous, de contrebalancer les

logiques mégalomaniaques des gouvernants, et tout aussi capables, plus capables même, que les soi-disant experts, de comprendre, si on leur explique clairement, ce qui, dans la science qu'ils financent par l'impôt, qui donc leur appartient et hypothèque leur avenir, va être bon ou mauvais pour une planète désormais solidaire.

Pour pressentir les fameux « impondérables » avec lesquels le progrès ne cesse de parler à l'avantage, et devant lesquels nous sommes tous égaux, les jours de Tchernobyl, une jeune femme analphabète allaitant son nouveau-né vaut largement, c'est là votre plus tendre credo, les gestionnaires à veste et mine grises qu'avec un dédain soixante-huitard pour les valeurs bourgeoises d'établissement vous appelez les « graisseurs du système », ces cadres empiétés par leurs déjeunés d'affaires, et qu'on voit pianoter sur des calculettes, lugubrement, dans les avions...

Halte au saccage !

ES alarmes que vous lancez aux décideurs du monde sous le contrôle de votre public, on ne peut plus les ignorer, mais rappelons-les très vite, puisque la circonstance présente vous a conduit, exceptionnellement, à parler d'autre chose, et pour suivre votre vœu que tout, même les solennités académiques, serve la cause des causes qu'est pour vous l'écologie.

Le vingtième siècle restera, dans l'histoire de l'espèce humaine, celui où, d'agresseur par la nature, l'homme est devenu un agresseur qui ne connaît plus sa force. Ce n'est pas tant la pollution qui vous inquiète et vous révolte, qu'une atteinte à l'environnement encore plus injurieuse, fatale, et dont le nom même comme l'onomatopée d'un coup de hache dans une matrice : le saccage.

L'humanité saute moins qu'elle ne dilapide. En un siècle, elle aura asséché des réserves d'hydrocarbures qui ont demandé des millions d'années à se constituer.

De grâce, suppliez-vous, ne renouvelons pas, aux dépens des océans, le mythe d'un sous-sol inépuisable, en imaginant la mer riche à jamais de nodules polymétalliques ou de protéines. « Loin de profiter à l'infini, le poisson est un accident rare dans la chaîne des espèces, et de mauvais rendement alimentaire. Pour sauver les hommes de la famine, plutôt que la pêche à l'entraine, catastrophique, mieux vaudrait, par exemple, gaver les moutons d'algues, s'ils y consentent... »

Refaisant le parcours de nos ancêtres passés de l'eau à l'air, vous avez étendu aux continents votre croisade initiale pour des océans propres. Cela vous a moins bien réussi. Les mers du béton, de l'argent et du tourisme de masse se dressaient sur votre route, peu soucieux de morale immanente, ou seulement du lendemain.

Mais vous récoltez ces temps-ci les fruits d'une vie entière de foi vibrante et de désintéressement. Vous êtes sur le point d'avoir gain de cause pour l'exploitation de l'Antarctique, auquel les grandes puissances menaçaient d'appliquer le droit colonial du premier arrivant, et le ridicule de petits drapés chaque dans le bizard. L'idée d'une réserve internationale gérée par tous fait son chemin.

On veut croire, avec vous, que l'ensemble des locataires du globe, les pauvres et les déshérités comme les riches, seront enfin associés à la mise en valeur des dernières parties communes de la planète, ainsi qu'à l'étude de l'énergie éolienne ou thermique des mers, éternelle parce que dérivée du soleil, et capable de remplacer, sans souillure, des milliers de centrales nucléaires. Ainsi aurez-vous contribué à faire reconnaître un « droit de l'homme » jusqu'ici sacrifié aux commodités du présent : le droit des générations futures, qui méritent de figurer dans les Constitutions et les chartes internationales.

Un des secrets de vos succès, c'est l'optimisme. D'autres, à force de faire craindre le pire, y prennent goût, tel Cassandre. Vous : non. Votre dernière vocation de préposé au futur est née de deux choix pour ainsi dire poétiques.

Le premier, au début de vos plongées, en apercevant, sur un lit de posidonies admirables, une page de journal jetée là par quelque piqueur. Le second choc, c'était devant la première photographie de notre planète vue de la Lune, devant le blent uniforme que lui confèrent à distance, majoritaires, les océans. Vous avez voué à cette chère boule, à dater de ce jour, une tendresse inquiète. Vous m'avez parlé de cette photographie, je m'en souviens, avec une bouffée d'émotion de jeune père penché sur un berceau !

Ce trait de sensibilité nuance et résume le portrait que je viens de tracer au fil de vos exploits. Tout, de vous et de votre aventure, s'explique par un amour frémissant et charnel de la vie, dans ses manifestations spontanées mais aussi dans les moindres innovations ou bricolages de l'intelligence humaine, qui vous ont toujours passionné. Les progrès techniques ne dégradent, tels ceux des transmissions, vous inspirent des curiosités d'adolescent. Ils confortent votre foi dans la démocratie directe, rendue possible, selon vous, par l'électronique, et mieux faite que les régimes représentatifs pour vaincre le culte technocratique du secret et préserver le long terme, que tend à sacrifier la logique du profit.

S'il fallait donner le fin mot d'une psychologie qui, encore une fois, vous laisse indifférent, j'ai d'abord penché pour l'esprit de contradiction, sans lequel vous n'auriez pas foulé la mer dont vous contemporains se contentaient de contempler la surface, ni construit la cathédrale de votre indépendance. Il faudrait d'ailleurs chercher une expression plus forte que l'esprit de contra-

diction, à voir comment vos collaborateurs sont obligés de baisser pour vous souffler une décision, et comment, habitué à avoir raison, vous tenez prête une objection pour tout, les opinions des autres paraissant d'avance, vous importuner. Dans le cadre de la Calypso, ce n'est pas un hasard si le portrait accroché à la place d'honneur est celui de Cambrouse. Tout un programme, et dont vous vous êtes donné, vous, les moyens !

Tête, oh oui, de la race extrême qui se cherche sans cesse de nouveaux sujets d'entêtement, au risque de conforter l'adversaire, comme dans une récente campagne que vous vouliez d'hygiène morale contre des provocations négligeables. Mais la passion de la vie et du bonheur vous ont mit mieux que l'obstination. Je vous entends encore proclamer tout à trac dans le nez de bord, en survolant le sillage de la Calypso : « Les deux plus belles inventions du monde sont le thé de Chine et... l'hélicoptère ! » Quelle gourmandise et quel ferveur, alors, sur votre visage ! Quel formidable goût de la « modernité », comme dit maintenant, et, je le répète, du parti ! Votre œuvre en est, si je puis dire, inachevée. Parmi les services que vous avez rendus je me demande si la foule de vos jeunes ratonniers ne placerait pas en tête celui qui a bien rempli votre vie, et épousé, depuis votre temps, d'avoir préché d'exemplaire une joie jaillissante, inventée par vous dans le respect de tous, contre la paille des plaisirs commercialisés, grégaires et en masse...

Cette sagesse est affaire d'instinct plus que de philosophie, mais une sagesse du monde la sous-tend.

Vous refusez le matérialisme, j'en suis sûr, sans avoir, pour autant, de spiritualisme précis à lui opposer. Vous n'avez été jamais converti à l'islam, comme j'en est répandue la rumeur avec la légende d'une époque qui colporte d'importants sans chercher à savoir. Vous étiez athée, d'éducation, de cœur, et, en vous, théiste par raison. Vous êtes prêt à donner que la création, au-delà des bas et des nécessités, obéit à une orientation, à un programme préalable, tout le relevait de probabilités et de données, amala la fin de votre dialogue imaginaire avec Jean Delay donnait une sorte de tremblé lyrique.

Vous ne vous réclamez pas morale apprise. La paix de votre conscience vous tient lieu de tribunal, et de réat. Le chemin du paradis, pour vous, c'est le paradis même.

Vous ne vous raccrochez plus à la consolation d'une autre vieilles d'ici-bas vous comble, malgré la loi laquelle vous êtes reconnaissant d'avoir permis les progrès de l'espèce, et qui, en tant que jours, les embellit à vos yeux. Je regrette avec Valéry que « le don d'être soi-même à la nature », modeste acquiescement à la nature. Lorsque l'ère de la retraite commença pour la Calypso, pour la création, au-delà des bas et des nécessités, obéit à une orientation, à un programme préalable, tout le relevait de probabilités et de données, amala la fin de votre dialogue imaginaire avec Jean Delay donnait une sorte de tremblé lyrique.

Ce culte assez bouddhiste de saint exil exclut les retours complaisants le passé, l'esprit de misère, et il porte, projets. Révolons-en quelques-uns.

Dans peu de jours, s'ouvre aux Es de Paris un parc océanographique co-par vous. A la rentrée se succéderont le petit écran vos entretiens avec les dieux du monde. Cité expéditions, l'Indonésie est au programme, ainsi que la Corée, Japon et la Chine (si on cesse d'y insulter).

La Calypso II se dessine. Elle utilisera le vent pour naviguer, quel que soit le pda météo. On y collationnera en permanence les fiches de santé de toutes les mers, on y plongera à 6 000 mètres avec une coupe en verre infracassable, comme une épée, laquelle aura ainsi servi à autre le qu'à la parade, selon un souci de l'utilité est propre aux marins, et qui tient à vous de l'obsession.

Écrire vos Mémoires, vous n'y songez pas, cela vous ressemble si peu ; sans jour, qu'on imagine mal, où vous ne pourriez rien faire d'autre. Apparaissant para un recueil d'« utopie rationnelles », c'est votre forme, sous le signe des rêves plus aboutis des trois règnes vivant l'homme, la pierre et l'orchidée. Vous prophétiserez, pour rire et sans rire, comment tout ce que vous faites, qu'accomplissez l'espoir d'immortalité prêt à notre Compagnie la biologie veut neutraliser dans qu'elles siècles le gène du vieillissement, nous rendra éternels... sans la ressource qu'avaient les dieux de l'Olympe de descendre se divertir chez les mortels, tellement plus heureux !

Jean Delay présent

HUREUX, vous le paraissiez tout à fait politiques et publicitaires, de plus en fait, l'autre jour, quand, retour de plus confondus, sont, pour le langage, plongée, et encore lui-même commentant de déchets plastiques à la dative et un mors, vous vous êtes écrié, en soulignant de marées noires, sans parler des lieux communs et des calembours à tout propos qui ébréchaient la vie intellectuelle et publique.

C'est pour prévenir ces offenses au génie de notre langue que Richelieu a lancé, entre les savants qui fondèrent notre grand maritime, cette nef altière qu'est l'Académie. Votre savoir, votre gloire et votre art moderne de convaincre nous sont précieux.

Vous manquez, monsieur, à l'équipage Quai Conti. Ah ! et puis non : pas de nous ! Tant pis pour le protocole. « confères me passeront, j'espère, le jour de vous dire en leur nom, avec une et affection : bienvenue à bord... mandant ! »

Vous avez trouvé, en effet. L'entreprise, comme tout ce à quoi vous touchez, n'était pas sans périls. Tout vous opposait à votre

décesseur. Vous, l'homme du concret, mais dire : des concrétions, indenne de la pathologie mentale au point de ne porter les profondeurs que marines, à l'exclusion des abîmes psychiques, ennemi de l'interprotection, cette balverne pour vils oisifs, pour terribles littéraires (car, comme souvent les êtres de conviction et d'action, vous ne faites pas forcément dans la nuance !), comment alliez-vous parler d'un maître de la médecine des âmes, vous à elle par le chemin subtil de la littérature, avant d'y retourner sur le tard comme à sa vocation première, au sens de : primordial ?

An vrai, vous ne manquez pas de points communs. On retrouve des échos du sensuelisme gélien dans votre exaltation des nourritures terrestres, furent-elles trempées d'eau de mer. Vous aussi, vous faites partie des êtres bêtes à qui tout réussit.

Vous avez donc investi le cas Delay, comme vous organisez une plongée, avec des brasseries un rien militaires. Mais votre art de démasquer ce que la surface dérobie à la vue a fait merveille. Vous nous avez montré à quel point se ressemblent l'investigation du plongeur et celle du clinicien, leurs incertitudes devant la folie et devant le platon.

Tous deux vous plaidiez pour cette intelligence latérale, transversale, imaginative, artiste pour tout dire, qui distingue l'homme des animaux, d'où sont nées les plus fortes intuitions scientifiques, et que n'égalent jamais les machines les plus agiles.

Vous avez pris à bras-le-corps le vaste débat dont l'œuvre de Jean Delay restera le meilleur reflet, sur les rapports de l'organique et du psychique, les vertus de la chimie et du retour freudien sur soi pour soulager la pire des maladies, celle qui nous prive de nous-même. Grâce à votre amitié par-delà le temps, vient de revivre sous nos yeux le penseur Jean Delay, l'homme de compassion et l'écrivain attentif au noyau de mystère que l'épiscopat achemine science. Vos mots délicats et brillants nous aident à cultiver la mémoire d'un être d'exception, d'un confère exécuté, dont la haute silhouette penchée, le sourire accueillant, continuent d'habiter nos séances.

Si vous avez trouvé les termes justes, en savant et en homme de cœur, c'est qu'un parent peu comme vous unissait à Jean Delay. Vous avez songé naguère à faire votre médecine, et vous vous êtes promis un jour de vous y mettre à quatre-vingts ans. Vous venez de commencer, d'une certaine façon, avec un an d'avance.

Je m'avise qu'il vous reste quelque chose de cette première vocation, dans la manière de vous pencher sur le sort de la planète, de déceler ses maux, de prescrire des régimes, de rédiger des ordonnances. Da moins est-ce ainsi que les peuples vous regardent, comme le médecin de famille, de qui viendront les diagnostics indépendants, les remèdes originaux, la fin des gaspillages et le miracle d'une conservation mondiale sans laquelle le cataclysme est en tout...

Médecin de famille

MONSIEUR, le moment approche de refaire surface. Rappelez-vous la vision qui s'imposait à moi, en commençant : cette compole inondée, le bledier des profondeurs partant répandu en votre honneur. En plongée, trois quarts d'heure sont un maximum qu'on ne dépasse pas sans risque de somnolence. A terre, aussi. Observons donc l'ultime palier de décompression qu'exigent, dans votre univers liquide comme dans le nôtre, les retours sans encombre à la terre. Et ardoons-nous à cette image d'un Docteur Cousteau : un chevet d'une planète malade.

Avec l'explorateur ingénieur et artiste, nous accueillons ce soir le veiller à bonnet rouge, scrutant les informations mondiales sur la nature, à la passerelle. L'officier de quart grâce à qui le navire « Terre », sommeille en paix, et prêt à réveiller rudement l'équipage, s'il le faut.

Vous comptez sur nous, j'ai cru comprendre, pour rejoindre, au premier coup de sifflet, nos postes de combat. L'habitude du commandement vous fait sous-estimer, je le crains, les individualismes dont s'enrichit notre maison.

Mais croyez bien que votre souci des générations futures, envoyées tête baissée, par les économistes contre le mur de la croissance et de la consommation sans fin, vous croient bien que ce sont eux le nôtre. Nous nous airs d'un autre âge, l'avenir, figurez-vous, nous intéresse. Et nous pouvons pour lui ce que peuvent les institutions, c'est-à-dire beaucoup, car elles ont pour elles les libertés de l'esprit, la longévité des énergies propres, l'éternité du soleil.

Avec nous, vous aurez à combattre un assaige qui rappelle celui de la nature : le salissement des mots, lesquels nous sont aussi chers que les océans, à raison d'une même beauté fragile. Les vocables faussent savants ou créatifs dont nous abreuvons les politiques et publicitaires, de plus en fait, l'autre jour, quand, retour de plus confondus, sont, pour le langage, plongée, et encore lui-même commentant de déchets plastiques à la dative et un mors, vous vous êtes écrié, en soulignant de marées noires, sans parler des lieux communs et des calembours à tout propos qui ébréchaient la vie intellectuelle et publique.

C'est pour prévenir ces offenses au génie de notre langue que Richelieu a lancé, entre les savants qui fondèrent notre grand maritime, cette nef altière qu'est l'Académie. Votre savoir, votre gloire et votre art moderne de convaincre nous sont précieux.

Vous manquez, monsieur, à l'équipage Quai Conti. Ah ! et puis non : pas de nous ! Tant pis pour le protocole. « confères me passeront, j'espère, le jour de vous dire en leur nom, avec une et affection : bienvenue à bord... mandant ! »

JUSTICE

Aux assises de la Dordogne

Francis Leroy est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Après deux heures et demie de délibéré, la cour d'assises de la Dordogne a condamné, vendredi soir 23 juin à Périgueux, Francis Leroy, surnommé « l'assassin de la plaine lune », à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt ans.

La cour a suivi partiellement les réquisitions de l'avocat général, M^{re} Gérard Aldigé, qui avait demandé une période de sûreté de trente ans, la plus lourde peine prévue depuis l'abolition, en 1981, de la peine de mort. Francis Leroy avait comparu, depuis le 19 juin (le Monde du 21 juin), pour dix agressions – dont un meurtre, deux viols et plusieurs séquestrations – commises dans la région de Bergerac de décembre 1978 à janvier 1984.

Il a été reconnu coupable du meurtre de Jacques Royère, des deux viols et des séquestrations. La cour d'assises lui a refusé toute circonstance atténuante.

Il y a vingt-cinq ans, Leroy avait été condamné par la cour d'assises de la Charente-Maritime à vingt ans de réclusion pour une série de faits, dont un viol suivi d'un meurtre, commis déjà en période de pleine lune.

Des extraits du sang prélevés à quatre reprises en période de pleine lune au cours de sa détention avaient révélé une augmentation des

hormones du stress, créant, selon une expertise psychiatrique, une tension nerveuse « biologique », indice d'une « anomalie ».

Appelé à prendre la parole avant que les jurés ne se retirent pour délibérer, Francis Leroy s'est levé pour s'adresser à eux en les regardant fixement : « Je dois dire qu'il y a quelques années, j'ai été confronté à des problèmes. Je vous rappelle qu'on aurait pu faire des expériences sur moi pour en tirer d'autres ».

Sa voix, d'abord timide, s'est affermie : « Ce que vous décidez, je ne vous en tiendrai aucune rigueur. Je vous demande de me juger en votre âme et conscience. Présenter des excuses, exprimer des regrets, c'est faible, difficile devant les victimes. Mais je leur exprime de sincères regrets et leur demande humblement pardon ».

● Inculpation après le vol d'animaux de laboratoire. — Deux membres présumés du commando Arche de Noé, qui avait dérobé en mai dernier une centaine d'animaux dans les laboratoires de l'INSERM à Lyon, ont été inculpés vendredi 23 juin de vol avec effraction. Les deux personnes, un garçon de vingt-cinq ans et sa compagne, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été laissés en liberté et placés sous contrôle judiciaire.

CORRESPONDANCE

L'affaire Céline Jourdan

Une lettre du frère d'un inculpé

A la suite de l'article publié dans le Monde daté 18-19 juin, sur l'annulation de la reconstruction du viol et de l'assassinat d'une fillette dans les Alpes-de-Haute-Provence, nous avons reçu une lettre de M. Joël Roman, frère d'un des deux inculpés. En voici quelques passages : « J'ai été extrêmement surpris, pour ne pas dire choqué, du ton et du contenu de l'article de votre correspondant à Digne relatant les agressions dont ont été victimes les enfants de la défense lors de la reconstruction du meurtre de Céline Jourdan à La Motte-du-Caire. En effet, celui-ci, au mépris de la présomption d'innocence, présente les deux inculpés Didier Gentil et mon frère Richard Roman, comme les assassins ».

M. Joël Roman nous reproche ensuite d'avoir passé « sous silence les protestations répétées d'inno-

cence » de son frère « qui était revenu sur des aveux arrachés par les gendarmes dès sa première comparution devant le juge d'instruction ».

M. Joël Roman ajoute : « En tout état de cause, je tiens à préciser que rien, dans l'état actuel du dossier, n'est venu accréditer la thèse de la culpabilité de mon frère et de ma cousine, qui étaient venues lui rendre visite, rendant son emploi du temps incompatible avec sa participation à ce crime. Il est vrai qu'il vivait en marge et que sa fragilité psychologique peut expliquer des aveux obtenus à la suite de coups et de menaces des gendarmes. Mais cela n'autorise, en aucun cas, que pour flatter les instincts de vengeance de la foule, on bafouie la présomption d'innocence » [...].

SPORTS

Un arrêt du Conseil d'Etat

Pas de restrictions pour les basketteurs naturalisés

Le règlement d'une fédération sportive internationale n'a pas force de loi en France. C'est ce que le Conseil d'Etat a rappelé à la Fédération française de basket-ball (FFBB) en particulier et à toutes les fédérations sportives en général en rendant, vendredi 23 juin, un important arrêt sur les critères de sélection des joueurs.

Dans le dessein louable d'éviter la naturalisation de complaisance, la Fédération internationale de basket-ball (FIBA) a décidé qu'un joueur naturalisé n'est pas sélectionnable pour une compétition internationale s'il n'a pas le passeport de son pays d'adoption depuis au moins trois ans. La fédération française a adopté ce règlement pour le dernier championnat de France. Certains clubs ne s'étant pas pliés à ces dispositions, le Comité des clubs de haut niveau de la FFBB les a sanctionnés.

Un rappel aux fédérations

Antibes a donc porté l'affaire devant le Conseil d'Etat, qui s'est prononcé en deux temps. En premier lieu, sur la forme, il a estimé que le Comité des clubs de haut niveau n'avait pas autorisé par son prononcé des sanctions contre les clubs. Puis, sur le fond, il a rappelé au principe fondamental selon lequel l'individu qui a acquis la nationalité française jouit, à dater de ce jour, de tous les droits attachés à la qualité

de Français. A commencer par celui de jouer au basket-ball.

Trois ans avant l'entrée en application de l'Acte unique européen, cet arrêt rappelle opportunément aux fédérations sportives qu'elles devront mettre leurs règlements en conformité avec le droit si elles ne veulent pas avoir à faire face à une cascade de procès qui les empêcheraient finalement d'organiser les compétitions.

Football : la crise de l'AS Nancy-Lorraine

Le vice-président Platini en difficulté

Sélectionneur de l'équipe de France de football, membre de la mission Sastre sur la situation du football professionnel, Michel Platini est également depuis neuf mois vice-président de l'AS Nancy-Lorraine. Mais son arrivée à la tête de ce club au côté de Jacques Brzezinski, directeur de la caisse d'épargne locale, n'a pas provoqué le succès attendu. Plus l'avenir du club paraît menacé.

Alors que 6 millions de francs avaient été injectés au début de la saison dernière, le déficit du club, qui n'a pas réussi à remonter en première division et qui attire en moyenne quatre mille spectateurs par match, atteint maintenant 10 millions. La mairie de Nancy attend que le club lui soumette un projet sportif et financier pour décider le montant de son concours pour la saison prochaine.

Les salaires de mai des joueurs ont été versés avec deux mois de

RELIGIONS

Conflit entre l'évêque du Mans et des traditionalistes

Jugement de Salomon dans la Sarthe

Un jugement de Salomon est intervenu, vendredi soir 23 juin, à l'initiative de Mgr Georges Gilson, évêque du Mans, pour mettre fin à la petite tempête qui secouait Bouloire (2 500 habitants), paroisse traditionaliste de la Sarthe. Celle-ci va garder son curé, l'abbé Jacques Pache, sabbatarien-huysien, qui, depuis 1985, célèbre la messe à la manière d'avant le concile Vatican II. Mais Mgr Gilson a nommé un « vicair général » dans l'une des trois paroisses dépendant de Bouloire, qui collera le curé traditionaliste et pourra accueillir les catholiques conciliaires, qui réclament depuis longtemps une régularisation de la situation.

Cette affaire est exemplaire de l'état de division de certaines paroisses rurales et des difficultés, pour un évêque, de gérer localement les conséquences du schisme de Mgr Lefebvre. Conformément aux dispositions généralement recommandées

par Rome depuis un an, Mgr Gilson avait proposé la reconnaissance de cette communauté traditionaliste, de son rite, de son curé, mais à condition que celui-ci ramette à l'évêché la disposition de l'église paroissiale et du presbytère. Débordé par des éléments traditionalistes, venus pour certains de l'extérieur du village, le curé a refusé cette solution et crié sur tous les clochers que l'évêque voulait le destituer.

Mgr Gilson s'est rendu sur place à plusieurs reprises. Il y a même été investi, mercredi soir 21 juin, au cours d'une réunion « houleuse et bien peu chrétienne », est-il lui-même convenu, avant de trouver avec le curé traditionaliste un accord amiable qui apaisera provisoirement le conflit, mais qui ne satisfait, au fond, personne.

H. T.

ENSEIGNEMENT

A la suite d'une fraude

Des épreuves du bac annulées en Corse

Les épreuves d'histoire et de géographie du baccalauréat ont été annulées en Corse, vendredi 23 juin, à la suite d'une fraude sur les sujets. Ceux-ci avaient été vendus, selon plusieurs lycéens, entre 2 500 et 3 000 F la veille de l'examen. Les nouvelles épreuves d'histoire et de géographie communes à toutes les sections, seront repassées jeudi 28 juin. D'autre part, le recteur de Corse a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative pour détecter une éventuelle fraude lors des épreuves de philosophie.

A Toulouse, des candidats au baccalauréat, arrivés jeudi dernier en retard aux épreuves en raison d'une grave surprise des transports en commun, ont pu repasser les épreuves lors d'une session spéciale organisée samedi 24 juin.

● Mort du cardinal Timothy Manning. — Ancien archevêque de Los Angeles, le cardinal américain Timothy Manning est mort, vendredi 23 juin, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait défendu le droit à l'objection de conscience des jeunes Américains pendant la guerre du Vietnam et s'était prononcé contre la course aux armements nucléaires. Son décès réduit à cent cinquante-huit le nombre des cardinaux membres du Sacré-Collège et à cent seize celui des électeurs du pape (âgés de moins de quatre-vingts ans) en cas de conclave.

DÉFENSE

● Un nouveau directeur de la fonction militaire. — Par décret au Journal officiel du 23 juin, M. Jean-Pierre Champy a été nommé directeur de la fonction militaire et des relations sociales au ministère de la Défense, en remplacement de M. Jean-Claude Roqueplo.

[Né le 10 mars 1943 à Belfort et ancien élève de l'ENSA, M. Jean-Pierre Champy a notamment servi à la direction des services financiers au ministère de la Défense. En 1975, il sert au ministère de l'Industrie, à la tête du service économique et financier de la direction des industries métallurgiques, mécaniques et électriques. En 1977, il réintègre l'administration centrale du ministère de la Défense, comme administrateur civil hors classe.]

ATHLÉTISME : la réunion de Saint-Denis

La bande à Lewis

Le relais 4 x 200 mètres du Santa Monica Track Club a échoué vendredi 23 juin, à Saint-Denis, dans sa tentative d'améliorer le record du monde de la spécialité, réalisant 1 min 20 s 33 contre 1 min 20 s 26 à l'université de Californie du Sud en 1978. Carl Lewis, Floyd Heard, Leroy Burrell et Joe De Loach ont pourtant été les grandes vedettes de cette réunion internationale au cours de laquelle le Cubain Javier Sotomayor a franchi 2,35 mètres en hauteur.

Il s'est bien sauté bruyamment dans les mains, répondant d'une même voix aux questions et d'un même sprint aux chronos, ces quatre gaillards ne forment une véritable équipe.

Carl Lewis, Joe De Loach, Floyd Heard et Leroy Burrell sont tous les

quatre estampillés Santa Monica Track Club. Mais peut-on vraiment parler de club tel qu'on l'imagine en Europe ?

Le Santa Monica Track Club est d'abord une extraordinaire organisation financière. Une véritable écurie de course, à laquelle Carl Lewis, Joe De Loach – le champion olympique du 200 m – Steve Lewis, le vainqueur du 400 m à Séoul, ou Johnny Gray, le meilleur spécialiste américain du 800 m, ont confié leurs noms et leurs intérêts.

Fondé en 1972 par Jo Douglas, un homme d'affaires new-yorkais, le SMTC n'a d'autre raison d'être que l'accumulation de dollars.

La méthode Douglas est aussi simple qu'efficace. Il propose son groupe en bloc aux organisateurs de compétitions, à qui il tient à peu près ce langage : « Vous voulez Carl Lewis ? OK, je vous l'amène ; mais vous prenez aussi pour quelques milliers de dollars supplémentaires Floyd Heard, Leroy Burrell et les autres ». Cela fonctionne à merveille et a permis à Carl Lewis de devenir ainsi la tête d'affiche d'un meeting organisé par l'Humantité. Chacun y trouve son compte : Joe De Loach, surprenant vainqueur de Carl Lewis l'été dernier en finale olympique du 200 m, a longtemps été l'impopulaire par son illustre chef de bande. Jusqu'au jour où l'élève a dépassé le maître.

A. M.

ENFANCE

Un sondage sur les revendications des dix-trois ans

Les collégiens ne réclament pas la Lune

Le droit à la parole, celui de donner son avis, d'aller à l'école et d'une façon générale d'être libre de gérer son temps entre les sorties avec les amis, la télé et le sport, voilà ce que revendiquent les jeunes de dix à treize ans. Désireux de savoir ce que pensent les enfants de leurs droits, M^{re} Hélène Dorhic, secrétaire d'Etat à la famille, avait commandé un sondage dont le succès a largement dépassé les prévisions. Il a été organisé par la SOFRES, avec l'aide de professeurs d'histoire et de géographie, auprès d'élèves de collège et de cinquième. Plus de la moitié des 120 000 collégiens y ont répondu.

Une première étude, rendue publique par M^{re} Dorhic, fait ressortir deux qualités dominantes chez les préadolescents : leur esprit d'indépendance et leur sagesse. S'ils veulent qu'on les écoute et qu'on les respecte, ils acceptent l'autorité des adultes, et de leurs parents en particulier. Ils considèrent comme tout à fait normal (72 %) que les parents interviennent dans le choix des émissions qu'ils regardent à la télévision, et qu'on leur interdise l'entrée dans un cinéma où l'on projette un film interdit aux moins de treize ans (88 %).

Les jeunes omettent de parler de droits fondamentaux comme l'alimentation insuffisante, l'accès aux soins, sans doute parce qu'ils semblent être garantis en France. Mais ces collégiens ne tolèrent pas que les parents marquent une préférence pour un de leurs enfants ou que quelqu'un dans leur entourage soit puni pour une bêtise qu'il n'a pas commise. Si un ami, un proche, est victime d'une punition violente, ils se disent prêts à intervenir personnellement (78 %), un peu parce qu'ils craignent que la même chose, ne leur arrive mais surtout parce qu'ils « veulent que cela cesse ». S'ils n'aiment pas le racisme, ils trouvent plus « normal » de se moquer d'un copain d'origine étrangère qui fait une faute de français que d'un gros pour son embonpoint. Il faut dire qu'à cet âge on est très sensible à tout ce qui touche à l'apparence physique. Ces jeunes comprennent que, pour les punir, on leur inflige une fessée (78 %) ou qu'on les prive de télé (85 %), mais ils refusent l'ironie mordante (94 %) que les adultes

manient avec facilité et les brimades physiques.

Droit à la dignité, au respect. Les dix-trois ans revendiquent également un jardin privé (journal intime, courrier...) interdit aux adultes. N'est-ce pas l'âge des petits secrets ?

Un élément rassurera les parents qui craignent de voir leurs enfants réclamer le pouvoir : lorsqu'on leur demande et, finalement, ils estiment être écoutés au sein de leur famille, l'indice de satisfaction est toujours proche de celui de leur revendication (sauf pour la télé, où ils ont un peu moins l'impression que l'on tient compte de leurs désirs).

Un peu plus de liberté

M^{re} Dorhic constate que, globalement, les souhaits des enfants vont dans le sens de la convention internationale sur le droit des enfants qui devrait être adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies à la fin de l'année. « Ces jeunes, dit-elle, ne réclament pas des droits contre leurs parents, ils demandent seulement à être un peu plus écoutés, sollicités, dans les prises de décision qui les concernent, à avoir un peu plus de responsabilité dans la gestion de leur temps... autrement dit qu'on leur aide à écrire de l'enfance en leur donnant un peu plus de liberté. On est loin du désir de devenir un enfant roi ».

M^{re} Dorhic s'interroge actuellement sur un possible remplacement de la notion d'autorité parentale, qui figure dans le code civil, par celle de responsabilité parentale. « L'enfant n'est pas la chose des parents, affirme-t-elle. Si ces derniers ont des responsabilités ils doivent également accepter que leur enfant soit différent d'eux et tenir compte de sa personnalité ». L'enfant n'est pas non plus un adulte en miniature : sa liberté de décision doit dépendre de son stade de maturité. Enfin M^{re} Dorhic attend susciter des mesures pour faire connaître aux jeunes les droits dont ils disposent, car le sondage montre qu'ils les ignorent totalement.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

REPÈRES

Illettrisme

Près d'un adulte sur dix

Sur 37 millions d'adultes vivant en France métropolitaine, plus de 9 %, soit 3,3 millions, éprouvent des difficultés graves à parler français, ou à le lire, à l'écrire, ou à bien le comprendre : plus de 400 000 cumulent l'incapacité de lire et d'écrire. Tels sont les principaux résultats de la première enquête de l'INSEE sur l'illettrisme.

L'étude de l'INSEE distingue la population née en France des immigrés : les illettrés appartenant majoritairement à la première catégorie (1,9 million de personnes nées en France contre 1,4 million d'immigrés). Mais les pourcentages sont évidemment fort éloignés dans ces deux populations : 8 % des personnes nées en France sont illettrées, mais près d'un adulte immigré sur trois a des difficultés avec la langue française.

Pour les Français, une scolarité trop brève, puis l'oubli dû à l'âge, semblent les principaux facteurs de l'illettrisme. Mais la vie professionnelle, la vie familiale, et toutes les formes d'intégration sociale peuvent favoriser un « rattrapage ». Enfin, note l'INSEE, si la scolarité semble le meilleur garant contre l'illettrisme, 150 000 personnes ayant dépassé le niveau de l'enseignement primaire sont néanmoins illettrées.

Paris

Une nouvelle politique de ravalement

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a présenté, vendredi 23 juin, un projet pour une nouvelle politique de ravalement dans la capitale qui sera soumis prochainement au Conseil de Paris. Selon ce projet, on abandonnerait les campagnes de ravalement « par périmètre » au profit d'opérations ponctuelles décidées en fonction de l'état des immeubles. Jusqu'à présent, des arrêtés annuels

déterminaient les périmètres où tous les immeubles devaient être ravalés dans un délai de trois ans.

M. Chirac reproche à ce système de laisser se développer des « verrous » de délabrement en dehors des quartiers désignés et de ne pas tenir assez informés de leurs obligations propriétaires et syndics. Il préconise donc un repérage systématique des immeubles en mauvais état. Propriétaires et syndics de ces immeubles recevront un courrier leur enjoignant de faire le ravalement nécessaire.

Plages

La guerre aux seringues

A la suite des piqûres provoquées chez cinq enfants par des seringues abandonnées sur des plages, le ministre de la Santé, M. Claude Evain, a demandé, vendredi 23 juin, aux municipalités « d'assurer la propreté des lieux qui vont accueillir les estivants ». En dépit d'un risque d'infection par le sida très minime, le ministre a conseillé aux estivants de prendre eux-mêmes les précautions d'hygiène nécessaires.

Matières nucléaires

Adoption de textes sur la protection

Une convention internationale et un projet de loi sur la protection des matières nucléaires ont été adoptés, vendredi 23 juin, par l'Assemblée nationale. Approuvés dans les mêmes termes qu'au Sénat, ces deux textes ont pour objet de compléter le dispositif juridique applicable dans ce domaine.

Signés par quarante-sept pays et ratifiés par vingt-cinq, la convention, élaborée sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), impose notamment trois séries d'obligations : assurer la protection physique des matières nucléaires, réprimer les infractions qu'elle définit et procéder à des échanges d'informations et à une coopération internationale.

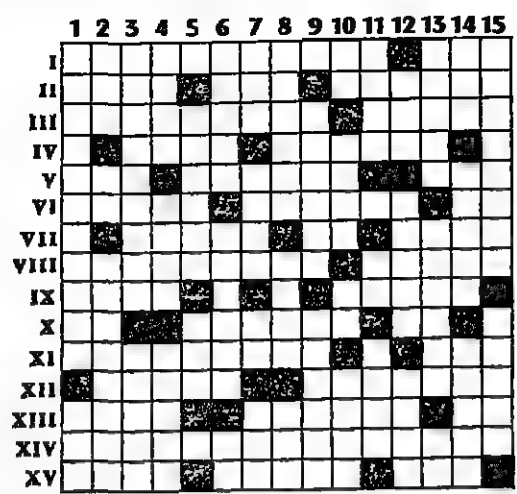
ملکة أمجد

Mots croisés

PROBLÈME N° 5031

HORIZONTALEMENT

I. Qui n'oublie rien. Accompagnement de cor. — II. Pour le malin, ce n'est pas son jour de naissance. Portait les armes. Quand il est franc, n'est pas régulier. — III. Peut être due à une mauvaise réaction. Pas trop serrée. — IV. Fait réfléchir. C'est vraiment une patate. — V. Au troisième, on commence à être fatigué. — VI. Lieu d'arrêt. Grande voie. — VII. L'arme au pied. Préposition. Bonne pâte. — VIII. Où il y a de la mauvaise humeur. Saint. — IX. Est attiré par les affaires. Passé à l'huile. — X. D'un auxiliaire. Des herbes aux poils. Possessif. — XI. Ne regardent pas quand ils sont grimpés. Un frère mais pas un père. — XII. Un peu humide. Un homme pour qui le bas est indispensable. — XIII. Est parfois « dormant ». D'une vanité insupportable. Participe. — XIV. Les femmes de nos rêves. — XV. Indiens. Pas originaux. Cui qui peut provoquer des poursuites.



lieu à une réduction quand il est cassé. Blanchit quand il est étendu. — 11. Ancien nom d'un golfe. Agrément étranger. Ville d'Italie. — 12. Crie comme une bête. Ne passe pas quand il est grand. Précieux quand il est commun. — 13. Entre Mars et Jupiter. File. Qui a tout quitté. — 14. Est parfois dangereux à traverser. Droit d'entrée. Vêtements pour officier. — 15. Une attitude bien chrétienne. Est parfois filtrant.

VERTICALEMENT

1. Risquant de se réveiller quand il fait froid. Peut se cacher dans un épi. — 2. Confiné dans les maisons closes. Jeu. Sans transpirer. — 3. Avec beaucoup de distinction. Région d'Asie mineure. — 4. Fit l'appel. Une grande nappe. S'allia à l'Allemagne puis à la France. — 5. La lumière de la foi. Pont coupé. — 6. Peut être assimilé à un rien du tout. Très indignée. Lettre. — 7. Mot qui peut faire venir le berger. Beaux à l'école. Pronom. Sont parfois comptés par cent. — 8. Une petite passe. Un souverain. La première page. — 9. Lus par quelqu'un qui connaît ses lettres. Vital, amena des gens à se frapper. — 10. Lie. Qui peuvent faire rougir. Peut donner

Solution du problème n° 5030

Horizontalement

I. Faubert. — II. Ecraseurs. — III. Miel. Bus. — IV. Métaure. — V. Eremités. — VI. Sot. — VII. Elle. Le. — VIII. Ta. Aorte. — IX. Tendres. — X. Edo. Ana. — XI. Entrez.

Verticalement

1. Femmelette. — 2. Acier. Abbe. — 3. Urètre. Non. — 4. Balai. Lad. — 5. Es. Uniforme. — 6. Ré. Rt. Ère. — 7. Tubé. Tzar. — 8. Ra. Eole. Nè. — 9. Assiste. Bar.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Décès

— Michèle Aumont, conseiller de synthèse. Et ses frères et sœurs ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

M^{me} MARCELLE AUMONT.

survécu à Venise, le 20 juin 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ils la recommandent à vos prières.

BP 35, 29160 Crozon.

— M. Yves Lacoëntre et ses enfants, M^{me} Danièle Lacoëntre, ses enfants et petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jules LACOËNTRE,

leur grand-oncle, arrière-grand-oncle et trisaïeul, survenu le 15 juin 1989 à Brest dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques religieuses suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Martin de Quimper ont eu lieu dans l'intimité familiale.

106, rue de Miromesnil,

75008 Paris.

9, rue Saint-Sever,

75100 Rouen.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Gilbert MAURIN

dans sa quarantième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Sulpice, à Paris (9^e), le mardi 27 juin 1989, à 14 heures.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communications diverses 86 F

Communication

Télévision locale

Les cent jours de Huit Mont-Blanc

ANNECY de notre correspondant

Cent jours après son lancement en Haute-Savoie, Huit Mont-Blanc poursuit son développement. Lancé en février dernier par André Campana et Christian Debois-Frogé, cette télévision locale hertzienne affiche un premier bilan encourageant. Selon un sondage ISL, 61 % des trois cent cinquante mille habitants d'Annecy, Cluses et Chamouxy, captent la chaîne ; 16 % regardent ses émissions tous les jours ou presque ; 36 %, une ou deux fois par semaine. Enfin, 85 % des huit cents personnes interrogées ont une opinion favorable de ce nouveau média de proximité.

Côté recettes, le responsable de la régie, M. Jean-Charles Elieb, affirme avoir déjà engrangé 3 millions de francs de publicité. L'objectif annuel de 13 millions de francs est donc pour l'instant respecté. Mais, contrairement aux prévisions, les spots sont loin d'engendrer le volume financier envisagé (21 % au lieu de 40 %). Le sponsoring et le partenariat les ont remplacés.

Il faut élargir la zone de diffusion, en conclut André Campana.

Pour parvenir à l'équilibre budgétaire fixé à 10 millions de francs, il nous faut un potentiel de huit cent

mille téléspectateurs. Des négociations sont ouvertes afin de couvrir la totalité de la Haute-Savoie en reliant les villes d'Annemasse et de Thonon. Seulement des débordements sur la Suisse dont Genève sont inévitables, et des démarches sont entreprises auprès des autorités helvétiques : « Techniquement, le problème est réglé ».

Autre espoir de la chaîne locale : s'étendre en Savoie en devenant la télévision locale des Jeux olympiques. « TDF a réglé le problème technique et les élus ont donné leur accord de principe. Il reste au Conseil supérieur de l'audiovisuel à se prononcer ».

Pour André Campana, la preuve est faite. « Huit Mont-Blanc, par son concept, a démontré par la télévision l'intérêt d'un projet de télévision hertzienne de proximité. Il existe en France dix à douze autres sites comme celui-ci, où il est possible d'installer de tels médias ».

Déjà les concepteurs de Huit Mont-Blanc envisagent une nouvelle télévision de proximité au côté de Lille. Une société Canal Europe Nord est en création. Elle comprendrait de nombreux partenaires dont le journal la Voix du Nord, la Compagnie générale des eaux, la Banque populaire du Nord et Lucie SA. (Interim)

Bénéfice de 2,3 millions de francs en 1988 pour l'AFP

L'Agence France Presse (AFP) a réalisé en 1988 un bénéfice d'exploitation de 2,3 millions de francs, a annoncé le 21 juin le PDG de l'agence, M. Jean-Louis Guillard, à son conseil d'administration. Le bénéfice net de l'agence pour 1988 s'établit pour sa part à 281,8 millions de francs, grâce à la vente d'un immeuble qu'elle possédait à Tokyo. Le chiffre d'affaires de l'AFP a progressé de 5 % en 1988 (801 millions de francs contre 740 en 1987).

Les administrateurs de l'agence ont, en outre, approuvé la nomination de M. Philippe Gustin au poste de directeur régional pour les Amériques, en remplacement de

M. Claude Moisy, qui réintègre le siège parisien.

M. Moisy a contribué à la mise en place d'une importante structure décentralisée aux États-Unis. M. Gustin, qui lui succède, est entré à l'AFP en 1963. Il a été en poste à Madrid et Santiago du Chili et a occupé ensuite les fonctions de chef du service politique, secrétaire général, directeur adjoint de l'information et directeur du service photo avant de diriger, à partir de 1987, le bureau de l'AFP à Washington.

De leur côté, les syndicats de journalistes de l'agence s'élèvent contre des projets de filialisation de bureaux de l'AFP à l'étranger.

La 5 aurait perdu 840 millions de francs en 1988

La 5 a annoncé, vendredi 23 juin, sans citer de chiffres, que ses comptes pour l'année 1988 ont été approuvés par ses actionnaires, au cours d'une assemblée générale tenue la veille. La chaîne affirme également que « l'assemblée générale des actionnaires a pris bonne note que le budget 1989 serait tenu ».

Selon certaines informations, le déficit de la 5 se serait élevé à 840 millions de francs l'an dernier, contre 850 millions en 1987. C'est donc près de 1,7 milliard de francs que la chaîne aurait perdu depuis sa réaffectation en février 1987 à MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi.

Havas et Canal Plus renforcent leur capital

Le conseil d'administration du groupe Havas a décidé jeudi 22 juin d'une augmentation de capital d'un montant non précisé. Cette augmentation se fera sous forme d'émission d'actions assorties de bons de souscription (ABSA), approuvée par une assemblée générale extraordinaire. Par ailleurs, le conseil d'administration a nommé M. Philippe Santini directeur général du groupe Havas. M. Santini était déjà PDG d'Avonir (affichage) et vice-président de la Comarex (journaux gratuits) et dirigeait HMR (Havas Médias Régions).

De son côté, Canal Plus (dont Havas détient 25 %) va émettre 1,1 milliard de francs d'obligations convertibles en actions, réservées en priorité aux actionnaires actuels. Ces obligations seront convertibles à partir de 1990. Cet apport de capital est destiné à financer le développement extérieur de Canal Plus, qui étudie le lancement d'une chaîne à péage en Allemagne (avec Bertelsmann), en préparation d'une autre en Espagne (avec El País) et a des projets en Italie et en Afrique.

Télévision par câble. Vidéotron se retire du marché français

Déjà par les lenteurs du câble en France, le groupe canadien Vidéotron se retire du marché français pour concentrer ses efforts en Grande-Bretagne. Un accord en ce sens, conclu avec la Générale des eaux, a été rendu public vendredi 23 juin à Montréal. En France, Vidéotron rétrocede à la Générale des eaux les parts qu'il détenait dans deux filiales de cette dernière, la Compagnie générale de vidéocommunications (10 %) et la société Région Câble (35 %).

Au Royaume-Uni, au contraire, c'est la Générale des eaux qui vend à une société britannique affiliée à Vidéotron, Cable Road UK Ltd, la totalité des parts (45 % environ) qu'elle détenait jusque-là dans Southampton Cable Ltd. Première société de câble au Canada, Vidéotron est par ailleurs associée à TF1 dans le lancement de 2 M.I., la première chaîne de télévision à péage au Maroc.

Le « Financial Times » va racheter le programme par satellite European Business Weekly

Le Financial Times, le quotidien économique et financier appartenant au conglomérat britannique Pearson P.L.C., a signé une lettre d'intention prévoyant le rachat du titre et des droits d'European Business Weekly (EBW) à son propriétaire, l'International Satellite Trade and Industry Promotions (ISTIP), la transaction est de 1 million de livres (plus de 10 millions de francs). EBW, un programme télévisé diffusé par la télévision britannique par satellite Superchannel depuis les Pays-Bas, est suivi par un million d'hommes d'affaires.

Diffusé dans la plupart des grands hôtels d'une quinzaine de pays, il est aussi présent sur les vols intercontinentaux de sept compagnies aériennes et bénéficie de nombreuses rediffusions sur la chaîne câblée américaine Financial News Networks, ainsi que sur les réseaux câblés de cinquante-quatre villes d'outre-Atlantique. Le Financial Times envisage de développer la production de ce magazine économique qui constitue une « importante force pour la couverture des activités européennes » et projette de lancer une édition en français avec le quotidien les Echos dont le groupe Pearson a pris le contrôle l'an dernier.

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **S** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à éviter **O** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 24 juin

TF 1 20.40 Variétés : Tour Eiffel 89. 22.10 Magazine : Ushuaïa. 23.15 Magazine : Formale sport. 0.10 Journal et Météo. 0.30 Série : Drôles d'histoires. 1.00 Série : Maman.	Invités : Eva Ruggieri. 22.35 Magazine : Musicales. 23.35 Magazine : Sports 3.	LA 5 22.30 Téléfilm : Le privé de l'espace. 22.50 Série : Deux flics à Miami. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Série : Arabesques.
A 2 20.40 Variétés : Champs-Élysées. 22.25 Magazine : Enlève. 23.35 Journal et Météo. 23.50 Magazine : Lunettes noires pour nuits blanches. 1.20 Soixante secondes.	Invités : 22.30 20.30 Variétés : Génération rock'n'roll. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : Les Trois Vingt ans de la peur. 0.30 Cinéma : L'Écume au noir. 2.15 Cinéma : Biggles. 3.45 Cinéma : Le congrès d'automne. 5.20 Variétés : Concert des grandes dames du rock'n'roll. 6.30 Documentaire : Ours.	M 6 20.35 Téléfilm : SOS affection. 22.15 Téléfilm : Un témoin à tout prix. 22.50 Six minutes d'informations. 23.55 Magazine : Châmes. 0.25 Variétés : You can dance.
FR 3 20.35 Sandysanita. 21.50 Journal et Météo. 22.15 Magazine : Le divan.	Invités : 22.30 20.30 Variétés : Génération rock'n'roll. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : Les Trois Vingt ans de la peur. 0.30 Cinéma : L'Écume au noir. 2.15 Cinéma : Biggles. 3.45 Cinéma : Le congrès d'automne. 5.20 Variétés : Concert des grandes dames du rock'n'roll. 6.30 Documentaire : Ours.	LA SEPT 20.30 Théâtre : Hamlet. 22.30 Documentaire : L'héritage de la chouette. 23.30 Cinéma : La Pluie de l'impératrice (Die Kluge des Katerla).

Dimanche 25 juin

TF 1 6.35 : Série : Drôles d'histoires. 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : Bonjour monsieur le maire. 8.55 Jardins avec Nicolas. 8.10 Club Dorothée dimanche. 8.30 Spécial Disney dimanche. 9.20 Club Dorothée dimanche (suite). 9.35 Dessin animé : Mes ténards amies. 9.55 Pas de pitié pour les croqueurs. 10.25 Magazine : Les animaux du monde. 10.55 Magazine : Auto-moto. 11.25 Magazine : Téléfoot. 12.30 Jeu : Le jeu des prix. 13.00 Journal. 13.15 Magazine : Reportages. 13.35 Série : Un flic dans la Mafia. 14.30 Mondo Dingo. 14.55 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.50 Théo à Longchamp. 16.00 Série : Harry Fox, le vieux renard. 16.50 Dessin animé : Disney parade. 18.05 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 19.30 Série : Vivement lundi. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Barbara Hendricks. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : Pirates. 22.45 Magazine : Ciné dimanche. 23.00 Cinéma : Léon Morla père et fils. 0.50 Journal et Météo. 1.10 Concert.	9.00 Année 3. 9.00 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RPO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC. 14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.00 Série : La loi selon McCain. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : Guet-apens. 23.55 Musiques, musiques.	16.50 Magazine : Télé-matches. 18.00 Série : Héros. 18.50 Journal images. 19.00 Série : La fièvre d'Hawaii. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : La Félina. 22.40 Série : Deux flics à Miami. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Deux flics à Miami (suite). 0.25 Magazine : Reportages (rediff.). 1.25 L'inspecteur Derrick (rediff.). 2.25 Magazine : Ciné Cinq. 2.35 Tendresse et passion.
A 2 8.30 Magazine : Catin-matin. 9.00 Comédie l'édam. 9.15 Émissions israéliennes. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe. 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin. 14.55 Série : McGyver. 15.50 L'école des fous. 16.35 Téléfilm : La main jaune. 18.10 Dessin animé. 18.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et météo. 20.35 Série : Les enquêtes de commissaire Maigret. 22.10 Magazine : Musiques au cœur. 23.35 Journal. 23.45 Météo. 0.00 Magazine : Apoc. 0.15 Soixante secondes. 0.20 Sport : Basket.	9.00 Année 3. 9.00 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RPO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC. 14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.00 Série : La loi selon McCain. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : Guet-apens. 23.55 Musiques, musiques.	M 6 6.00 Dessin animé : La lucarne d'Antic. 6.20 Variétés : Matin. 7.30 Top BD (rediff.). 7.40 Musique : Boulevard des clips. 8.45 Magazine : Contact 6. 9.00 Jeu : Clip dédicace. 11.00 Hlt. Hlt. Hlt. 11.55 Infoconnection. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Dessin animé : Graffiti. 12.30 Série : Les routes de paradis. 13.20 Série : Madame est servie (rediff.). 13.45 Téléfilm : Le retour du tueur. 14.55 Téléfilm : Un témoin à tout prix. 16.30 Variétés : Election de Miss OR. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Châmes. 19.00 Série : Derrière la connexion. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : Les marais de la mort. 22.10 Six minutes d'informations. 22.15 Capital (rediff.). 22.29 Téléfilm : Les fous de Vincennes (rediff.). 23.40 Magazine : Châmes (rediff.). 0.10 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Musique : Les masters des découvertes du Printemps de Bourges 1989. 1.50 Hlt. Hlt. Hlt. Hlt. 2.00 Les fous de Vincennes (rediff.). 3.20 Châmes (rediff.).
FR 3 6.45 Magazine : Sports 3 (rediff.). 8.00 La méthode Victor. De 8.15 à	9.00 Année 3. 9.00 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RPO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC. 14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.00 Série : La loi selon McCain. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : Guet-apens. 23.55 Musiques, musiques.	LA SEPT 19.00 Espagnol. 19.30 Documentaire : Portraits 7 et 8. 20.00 Documentaire : Palettes. 20.30 Cinéma : Donna Flor et ses deux maris. 22.30 Magazine animé : Mégamix. 23.00 Magazine des métiers : Imagina. 23.30 Série grands documents : Pense la nuit time.

Trois expositions

Lapicque ou la figuration libre

A black and white photograph showing a group of people on horseback. The image is heavily stylized with high contrast and grain, giving it an abstract, almost woodcut-like appearance. Several figures are visible, some on horseback and others on foot, in what appears to be an outdoor setting. The composition is dynamic, with figures overlapping and movement suggested by the lines and shadows.

Lapicques :
« Course
de chevaux »
(1950)

voir aussi ce qui se passait du côté des arts appliqués, céramique, tapisserie, vitrail et des arts populaires.

L'aplique, peintre figuratif, pratique très bien l'art du camouflage des images et de leur contenu, dans un étonnant puzzle de couleurs fortes et fraîches, qui vont bien souvent au-delà de ce que l'on pourrait appeler le bon goût. Ce dont d'ailleurs il ne se préoccupe guère. Peu soucieux de conventions et d'usages courants, il a défruits une bonne fois que le ciel est rouge et la terre bleue

GENEVIEVE BREERETTE.
★ Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine. Jusqu'au 13 juillet. Galerie Thomas Le Guillou, 1, avenue de Messine. Jusqu'au 13 juillet. Galerie Alain Oudin, 27, rue d'Orléans. Jusqu'au 13 juillet.

GENEVIEVE BREERETTE.
★ Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine. Jusqu'au 13 juillet. Galerie Thomas Le Guillou, 1, avenue de Messine. Jusqu'au 13 juillet. Galerie Alain Oudin, 27, rue d'Orléans. Jusqu'au 13 juillet.

Les héritiers d'un médecin yougoslave à la recherche d'œuvres d'art confisquées

qu'un ancien collègue de la collection de la Croatie a été récemment nagé en un musée où est exposée trois niveaux la collection passière de Ante Topic Mimara, qu'estimée à plusieurs milliards de lark. L'authenticité de certaines œuvres est contestée par les experts et l'origine même de la collection n'est pas très claire non plus. Topic Mimara n'était-il pas le d'un modeste paysan d'Allemagne ?

« Napoléon », bis. — Devant le succès du *Napoléon*, d'Abel Gance, projeté place de l'Hôtel-de-Ville (le *Monde* du 1^{er} juin), le maire de Paris a décidé d'organiser une séance supplémentaire dimanche 25 juin, à 21 h. 15. Cette « nuit Napoléon », accompagnée au piano par Andrew Youdell, remplace *Scarramouche*, de George Sidney, qui est reporté lundi 3 juillet à la Cinémathèque française.

Un complexe de vingt-trois salles
A Bruxelles, la revanche
du cinéma

Le complexe comprend aussi deux salles « spéciales ». La première, la salle Imax, peut accueillir

430 personnes et abrités l'écran de 60 mètres carrés sur lequel est projeté le film sur la conquête des univers. L'autre, le Showman, pour le moment devant une attraction que salle de cinéma, combine une projection de images de 70 mm, à la cadence de 24 images/seconde. (La norme universellement appliquée n'est que de 24 images/seconde.) Il a un système de fenteles animés de mouvements en fonction de l'action qui se déroule sur l'écran. Il faudra attendre encore quelques mois pour que la salle soit opérationnelle, mais nous doute encore plus longue, et pour voir de véritables longs métrages.

Le succès de Kinopolis va-t-il entraîner Albert Bert ou d'autres à lancer la construction de cinémas encore plus importants ? *« Je ne pense pas »,* répond-il, *« car il y a une limite à tout et je pense, notamment pour des raisons de parking, que Kinopolis a atteint la taille maxi-*

JOSÉ-ALAIN FRALON

**Les éternels
de la 20th Century Fox**

Occasion de revoir des classiques
comme les *Ratsins* de la Solère, *Eli et Lui*, la *Lance* et le *Soleil*. Mais il y
beaucoup d'opéras : *Stormy Weather*
d'Aaron Copland (1943), avec
Laurie R. King et Cane Calloway, *Mé-
lo Fant.* étonnant fin antinazi de Fritz
Lang (1941), *Chânes conjugal*
de Mendelkewitz (1947), *Infidélité*
ment vôtre, le meilleur Prestes
Sturges (1948), *Dervière* le fils
de Nicholas Ray (1956), la *Miroir*
sur la balacrotte, de Richard Fleish-
cher (1956), Jeux d'acteurs à rien à vi-
avec Joan Collins, et *Les feuilles tées*, Qu-
mesure, de Samuel Fuller,
(1967), *Panique* à Needle Park,
(rev) Schatzberg (1970).

★ **Reflux-Médicis**, 3, rue Cham
Bon, 75005 Paris. Tél. : 43-54-42
versions originales sous-titrées. C
d'abonnement : 5 films, 110 F.

Berio au secours de Schubert

Un monstre

contrairement à ce qu'on pourrait croire, est bien de Schubert et débouche enfin sur une réexposition brillante.

Le musicologue néerlandais Rob Van der Hilst a longuement expliqué ici même (*le Monde* du 14 juin) la genèse de la *Dixième Symphonie* de Schubert complétée par Luciano Berio sous le titre *Rendering*. Rappelons qu'il s'agit de trois mouvements (D. 936 A) d'une symphonie en ré majeur (*allegro maestoso, andante et scherzo*) à laquelle Schubert a travaillé la dernière année de sa vie et qui nous est parvenue à l'état de particelle (brouillon sur deux portées).

La reconstruction de l'Andante n'est pas moins étonnante, d'autant plus que ce mouvement était, selon les musicologues, « presque entièrement achevé ». Cela n'empêche pas Berio de débiter par un prélude immobile et lumineux, assez beau, mais qui n'a rien de schubertien, de couper plusieurs fois le mouvement par des épisodes défilés qui rendent interminable la lente procession préfigurant l'Italienne de Mendelssohn ou le Rhénane de Schumann. Pas trace du scherzo final, auquel Berio n'a sans doute pas eu le temps de toucher.

Dans sa *Sinfonia*, le grand compositeur italien avait multiplié les emprunts on les allusions à d'œuvres extérieures (Mahler surtout mais aussi Beethoven, Ravel, Debussy, Strauss, Stravinski, Boclez, etc.), comme des matériaux qu'il intégrait avec un talent exceptionnel à son projet personnel. On a, au contraire, il s'agit d'un raffinement commercial qui nie l'histoire, les styles au nom d'une modernité impuissante à l'hybridation.

Ironie de l'affaire, c'est à Nino
laus Harnoncourt, rénovateur de
musique ancienne, célèbre pour
purisme, qu'il appartenait de prése-
ter cette chimère, ce « monstre »
(au sens premier du terme), a
même qu'il reprenait ensuite sa
mière casquette en se conformant
rigoureusement, pour la *Symphonie
héroïque*, aux « mouvements mé-

nomiques », de Beethoven !
une exécution raide, sèche, en-
fle intermittente, où l'on ne re-
naissait plus la majesté et la sè-
deur du fameux Concertgebouw
d'Amsterdam.

Déjà l'*Ouverture dans le
italien D. 950*, poussée par Ha-
court dans ses derniers retrai-
chements, n'était pas parvenue à

l'amalgame entre un *adagio* et un *allegro* plus rossinien. Où donc était passé Rossini. Où donc était passé le talent ?

JACQUES LONCHAMP

(1) Disque Riccarcar 023; compact, CD 023-003. Voir *le Monde* 6 novembre 1983.

L'album solo de Kirsty MacColl

La musique dans le bon sens

**Choriste de studio
de renom,
épouse du producteur
Steve Lilywhite,
Kirsty MacColl
sort de l'ombre
avec un disque
au charme irrésistible.**

Elle est très britannique (anglaise mi-écossaise), la rousse épanouie, deux qu'elle élève chez elle. Son un notable de l'industrie pharmaceutique (le producteur de Lilywhite). Bref, Kirsty n'est pas très rock. Pour ceux qui ont aimé et aiment les Beatles et les Turtles.

Boys et les Small Faces ont en écoutant *Kite*, son dernier album, cette musique, fraîche comme le premier jour.

Kirsty est la fille d'Bob Coll, folk singer, homologué de Pete Seeger, auteur de singles : *The First Time I*, *Your Face* (Roberta Flack), *Dirty Old Town* (Rod Stewart). Les Poques en 1988).

Peut-être pour ambassadeur (un pur qui s'était décidé par l'électrification de Dylan) passé son adolescence à la Beach Boys. Depuis un d'années, on l'aperçoit de temps en temps devant de temps d'un album, d'un placé en haut des hit-parade reprise du New England (Bragg) ou d'un succès une autre (They Don't : une anthologie).

Elle est également choriste de studio très spécialiste d'harmonies enregistre successivement

Elle a écrit les chansons après la naissance de son enfant et les a enregistrés pendant d'un an. Au bas des enregistrements, elle avait tracé des notes de musique.

du moment : ils sont venus pour elle - Johnny Marr, Smith, et Dave Gilmour du Floyd à la guitare (« Un jour, t'aurant, il est venu à notre table, demandé s'il pouvait jouer cet album », dit-elle flattée.

Et, bien sûr, le disque est par son mari. *Kite* comme très touncei, nourri de bon sens m « Je n'aime pas le vibrato, po chanter trois notes quand u fit ? Et je ne vois pas l'ini faire venir un technicien q trois jours à programmer u light [excellent marque de s seurs] pour le faire sonner une trompette, alors qu'il s faire venir un trompettiste *Ainsi-journé* ».

Tout cela est particulièrement évident dans sa délicieuse *reprise* de *Days*, des Kinks, qu'elle traite en hymne nostalgique, en *made* dans un jardin Édouard

De temps en temps, à travers harmoniques, transporté une tation pour le bizarre : sur le disque compact de l'album, on trouve la *Forêt de mimosa* balladée en français, un français collègue anglais : « Je l'ai après avoir vu un panneau l'autoroute Nice-Marseille avait écrit « forêt de mimosa » on voyait rien. Je ne pourrais, ça m'a fait par Boucher, de Claude Chabrol elle a raconté l'histoire d'une famille qui oublie son perd la vie sous les petites pannes.

A la rentrée, Kirsty prendra peut-être la route, avoir fait des progrès : après mon premier album tellement le trac et j'ai chuté que le set était fini au demi-heure, il a fallu remonter toutes les chan-

de *Kite* deuxième sur une des enregistrements importants

THOMAS SOTINEL.
★ *Kite* : album, CD, cassette Virgin.

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Libéralisation bien mesurée

La France et l'Allemagne semblent rivaliser de libéralisme en matière d'emprunts internationaux libellés dans leur propre monnaie. Dans chacun des deux pays, des décisions ont été prises, ou sont à l'étude, qui devraient favoriser l'activité primaire, c'est-à-dire celle des émissions nouvelles. Les mesures qui devraient avoir le plus grand effet à cet égard consistent à raccourcir les durées minimales prescrites pour les euro-obligations.

On ne peut que se féliciter de ces changements qui s'annoncent, car ils caractérisent la palette des instruments offerts sur l'euro-marché. Il convient cependant d'en apprécier la portée à sa juste valeur, qui est celle d'une promotion des places financières nationales, ou, comme le dit pour sa part le président de l'Institut d'émission allemand, « une contribution de plus à l'attrait de la place financière de Francfort ».

De fait, l'empresse des pouvoirs publics demeure forte, suffisante en tout cas pour prévenir un déplacement vers Londres de tout un pan de l'euro-marché. Il n'est en effet pas question, dans les conditions actuelles, de tolérer que des euro-emprunts libellés en deutschemarks ou en francs français voient le jour ailleurs que dans les pays d'origine de ces monnaies, sous la surveillance des autorités compétentes, Trésor ou Bundesbank. Cette situation est tout à fait différente de celle du marché des euro-obligations en dollars des Etats-Unis, par exemple, qui sont émises à Londres sans qu'aucun service officiel américain ait sur elles un quelconque droit de regard.

En pratique, toute une série de règles bien précises subsistent qui sont à respecter lors de l'émission d'euro-obligations en deutschemarks ou en francs. Leur but est d'assurer ces marchés dans leur pays respectif. Il faut notamment que le chef de file (ou, le cas échéant, l'arrangeur de l'opération) soit un établissement de droit local. De telles restrictions risquent de s'appliquer longtemps, car elles dépendent de l'accomplissement de réels progrès dans la construction européenne. Le très discret président de la Banque centrale allemande, M. Karl Otto Foehl, évoque ces sujets à l'interrogation même sur l'opportunité de maintenir à Paris un compartiment international distinct de celui du marché dépendant de la façon dont les mon-

naies de la Communauté allaient se rapprocher pour finalement s'unir. En attendant que cet objectif soit atteint, l'intérêt de l'Allemagne est de « soumettre à un certain contrôle l'utilisation de sa propre monnaie sur le marché primaire ».

A partir du 1^{er} juillet, des euro-obligations en deutschemarks pourront être lancées pour des échéances aussi brèves que deux ans, quelle que soit la nature de leur placement. Jusqu'à présent, la durée des titres offerts en souscription publique devait être d'au moins cinq ans et, pour ce qui est des placements privés, elle ne pouvait être inférieure à trois ans. Autre modification prévue, les transactions pourront se concrétiser immédiatement, sans enregistrement préalable auprès de la Bundesbank.

Actuellement, si l'on veut lancer une opération en euro-marks, il faut

s'y prendre au moins quarante-huit heures à l'avance, et informer à temps la Bundesbank. (L'amendement est important, car il permettra aux emprunteurs de mieux bénéficier des possibilités d'arbitrage offertes sur le marché. Il est en effet très rare qu'une intéressante transaction de swap conserve tout son attrait, passé un délai de deux jours.) En outre, il sera permis d'émettre des obligations assimilables, qui viendront se greffer à intervalles plus ou moins réguliers sur une souche existante. Cependant, la Bundesbank entend être informée de toute euro-opération en deutschemarks, même a posteriori, et, si une construction financière inhabituelle se profile, elle tient à en connaître les modalités suffisamment en avance pour se prononcer à son sujet.

L'euro-marché éclipsé

En France, on songe à réduire à un an seulement la vie minimale des euro-obligations en francs. Certains évoquent même la possibilité de supprimer toute limite de temps, ce qui conduirait à autoriser enfin l'émission d'euro-obligations de trésorerie. On envisage également d'abaisser de 500 à 300 millions de francs le montant minimal prescrit pour un emprunt euro-obligataire.

Si de tels allègements se confirment, Paris serait alors sur bien des points en avance sur Francfort. Il n'y a que dans la question des placements privés que l'on se montre plus restrictif. Leur existence est admise en Allemagne, alors que de telles opérations en France sont à peine tolérées. Elles ne sont approuvées que dans les rares cas où sont impliqués des titres subordonnés à durée indéterminée.

Les mesures de libéralisation touchant l'utilisation du mark ne font, après tout, que renforcer le poids d'un des plus grands compartiments euro-obligataires de tout le marché international des capitaux, et dont l'existence et le rôle sont incontestés. La situation de l'euro-marché est quelque peu différente. Depuis la levée du contrôle des changes en France, Foehl, évocateur de sujets d'intérêt même sur l'opportunité de maintenir à Paris un compartiment international distinct de celui du marché national des emprunts en francs.

Pour les débiteurs, le coût est le même, et souvent les investisseurs ne diffèrent guère, car les euro-emprunts en francs sont en grande partie distribués en France. La situation a, certes, évolué récemment à cet égard, mais d'une façon générale, pour ce qui est du placement à l'étranger, l'euro-marché est éclipsé par l'extraordinaire succès du programme d'obligations assimilables du Trésor, un programme qui fait d'ailleurs l'admiration et l'envie des autorités allemandes.

Pour se développer, l'euro-marché des obligations en francs a donc besoin de se désenquêter davantage. On ne saurait mieux faire qu'en raccourcissant les durées, car, sur le marché national français, pour des raisons qui tiennent à la pratique fiscale, il n'y a pas d'obligations de moins de sept ans. (En cela, il n'y a que des titres de créance négociables).

Outre le maintien en France du marché des emprunts en francs, les pouvoirs publics se montrent toujours très soucieux d'y promouvoir l'ECU. On devrait en avoir bientôt une nouvelle preuve avec le lancement à Paris d'une opération de 250 millions d'unités monétaires européennes pour le compte de la Banque européenne d'investissement.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVICES ET OR

Retour en coulisses du dollar

La forte poussée du dollar entamée à la mi-juin a été balayée en une semaine, et, après avoir cherché pendant de nombreuses semaines des raisons de pousser la devise américaine à la hausse, les opérateurs se demandent maintenant comment justifier sa baisse.

Le dollar, monté le 15 juin jusqu'à 6,94 F, 2,05 DM et 151,30 yens, est retombé le vendredi 23 juin aux cotations officielles à 6,6150 F, 1,9561 DM et 140,65 yens.

L'instabilité est devenue la règle. Le billet vert peut actuellement gagner ou perdre près de 10 centimes en une seule journée sans provoquer l'émotion générale. Cela peut faire l'affaire des cambistes, qui jouent sur les écarts de cours. Quant aux banques centrales, elles ne doivent en effet pas être mécontentes de voir le dollar raffiner vers la marge de fluctuation fixée par les accords du Louvre (dont on dit qu'elle est de 1,70-1,90 DM).

D'ailleurs, l'action des instituts d'émission n'est certainement pas étrangère à ce mouvement. Les ventes persistantes et plus ou moins discrètes de billets verts au cours des derniers jours ont même fait craindre le bruit que le groupe des Trois (Allemagne fédérale, Japon, Etats-Unis) était convenu de faire glisser doucement le dollar jusqu'à l'été.

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Foehl, a déjà répliqué qu'il n'était pas au courant d'un tel accord. Les actions des banques centrales ont été d'autant plus efficaces que nombre d'opérateurs, grisés par la vague d'achat de dollars, étaient porteurs de positions longues qu'ils ont commencé à dénouer lorsque le mouvement de repli s'est manifesté. Mouvement qui n'a pas manqué d'être aidé par l'annonce de plusieurs nouvelles indiquant un ralentissement de l'économie américaine :

d'abord, le mercredi 21 juin, la publication d'un rapport de la Réserve fédérale indiquant que la croissance de l'économie était moins soutenue dans la plupart des régions américaines et que les tensions salariales étaient limitées ; ensuite, le 23 juin, l'annonce d'une baisse de 4,2 % des commandes de biens durables au mois de mai. La publication de cet indice a d'ailleurs fait tomber le dollar qui, à la clôture, à New York, était coté 6,5855 F, 1,943 DM et 138,85 yens.

Si le mouvement de baisse est bien réel, les cambistes ont, en revanche, du mal à percevoir l'ampleur de son potentiel. La plupart d'entre eux estiment cependant que le dollar devrait se réinstaller au cours des prochaines semaines dans une fourchette de 1,85-1,90 DM, avant de repartir éventuellement à la hausse. L'évolution dépendra largement, en l'absence de nouveaux troubles politiques en Allemagne fédérale ou au Japon, de l'évolution de la politique monétaire des Etats-Unis. Car, si l'assouplissement du crédit est net depuis quelque temps — les fonds fédéraux fléchissent autour de 9,5 % —, on ne sait pour autant s'il est destiné à se poursuivre.

Ceux qui se lassent d'étudier les mouvements du dollar auront trouvé dans les devises européennes un terrain de développements intéressants. Lundi 19 juin, à la surprise générale, la peseta espagnole entrait dans le mécanisme de change du système monétaire européen, quelques jours seulement après l'annonce de sa participation au panier de l'ECU. Dès le début des transactions, lundi, la devise espagnole se redressait contre toutes les devises auxquelles elle est désormais liée (même si elle dispose d'une marge de fluctuation élargie égale à 6 % de part et d'autre du cours pivot) ; le cours de 100 pesetas contre franc s'établissait

à 5,32 environ, contre 5,23 une semaine auparavant, et a peu varié depuis.

La décision de l'Espagne, ovationnée par la plupart des responsables monétaires des pays de la Communauté, a, pour effet indirect de reporter l'attention sur la livre sterling qui, si elle entre en compte dans le panier de l'ECU, ne participe toujours pas au mécanisme de change. Or Mme Thatcher, qui se prépare à un dur combat contre ses partisans européens lors du sommet de Madrid (26 et 27 juin), n'a pas donné, malgré les rumeurs, d'indication sur l'entrée tant attendue de la livre. Celle-ci est d'ailleurs toujours considérablement affaiblie, et son soutien a nécessité plusieurs interventions de la Banque d'Angleterre, initiées par la Réserve fédérale, qui a acheté de la livre contre du dollar. La devise britannique cotait 10,32 F le 23 juin, contre 10,39 F une semaine auparavant, et tombait à 3,04 DM.

L'autre devise faible de ces derniers mois, le franc suisse, s'est mieux comportée. Le relèvement des taux d'intérêt helvétiques, obtenu grâce à l'assouplissement d'un taux lombard flexible, lui permet de se maintenir à 9,93 F, alors qu'il était tombé à 9,78 F début mai.

Le franc français, pour sa part, se tient toujours honorablement, et l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,4 % en France en avril ne l'a pas affaibli. Le mark allemand était fixé, le 23 juin, à 3,3945 F.

FRANÇOISE LAZARE.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AU 23 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,5630	—	15,1465	99,6609	51,9875	245,82	45,413	8,0788
Paris	1,5418	—	14,7819	98,3411	50,1260	239,81	44,688	8,0693
Bruxelles	10,3285	6,6818	—	99,97	339,31	16,216	261,57	4,9763
Frankfurt	18,4249	6,759	—	394	—	16,216	261,57	4,9763
Zurich	1,6193	1,2768	15,3824	—	86,1254	4,1288	76,048	1,5876
Stuttgart	2,6409	1,1718	25,3886	—	86,2389	4,1175	76,084	1,5887
Frankfurt	3,0816	1,9468	29,4715	116,11	—	4,7837	80,879	1,3781
Bruxelles	3,0811	1,9918	29,4389	115,96	—	4,7746	80,846	1,3778
Bruxelles	63,2828	46,48	6,1668	24,2721	289,84	—	18,5689	2,8816
Bruxelles	64,2997	47,78	6,1641	24,2665	289,44	—	18,5994	2,8838
Amsterdam	3,4245	2,1918	33,3818	138,71	112,61	5,3765	—	1,5514
Amsterdam	3,4169	2,2409	33,4411	138,28	112,61	5,3765	—	1,5514
Milan	226,36	141,2	71,334	242,46	725,59	34,7180	644,25	—
Milan	226,74	144,9	71,340	242,46	725,77	34,6523	644,31	—
Tokyo	217,57	139,20	218,81	81,8949	71,5311	5,4238	63,5326	0,6886
Tokyo	224,21	145,58	224,88	84,7488	73,8789	5,4892	64,8974	0,6889

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 23 juin : 4,7435 F contre 4,6495 F le vendredi 16 juin.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Signaux brouillés

Rien ne va plus sur le marché obligataire où, la réserve des investisseurs s'accroissant, les prêteurs restent l'arme au pied et s'abstiennent de souscrire. Moult : l'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt dans le futur proche, la multiplication de « signaux » totalement brouillés, et, en France, la persistance de la tension sur les taux

d'intérêt à court terme, supérieurs, à nouveau, à ceux du long terme. C'est encore l'inversion, avec les résultats que l'on devine : comme les placements à court terme sont plus lucratifs que ceux à long terme, tout le monde veut rester « liquide ou semi-liquide » sur des produits courts, du genre SICAV court terme à caractère monétaire. Il faut dire que les rendements offerts sur les marchés à l'émission oscillent entre 8,65 % et 9 %, alors que les rendements à court terme s'établissent au-dessus de 9 %.

En conséquence, on enregistre, sur le marché du « neuf », de splendides « colles », des « plus » spectaculaires, face à une « grève générale » des souscripteurs. Ainsi, l'emprunt de la Caisse centrale de coopération économique, 1 milliard de francs à un peu plus de quatorze ans, émis avec un rendement de 8,92 %, 9,01 % avec la ristourne de commission par le syndicat de placement, est-il presque « implaçable », du moins dans l'immédiat. Celui de la RATP, 1 milliard de francs avec un rendement de 8,80 % et 8,71 %, n'a pas reçu un meilleur accueil.

Quant aux 2,5 milliards de francs du Crédit local de France en deux tranches, avec des rendements de 8,65 % et 8,62 %, c'est, selon la place, une « fantastique colle » : les prêteurs refusent, tout simplement, une rémunération jugée par eux scandalusement basse. C'est, évidemment, une opinion qui leur est propre, mais en ce domaine la loi du marché s'impose.

On a maintenant le sentiment que les banques commerciales ont moins de disponibilités à céder, sans doute parce que leurs ressources à prix de revient peu élevé tendent à « s'évaporer » au profit de tous les produits hors bilan généreusement distribués à leur clientèle (SICAV court terme

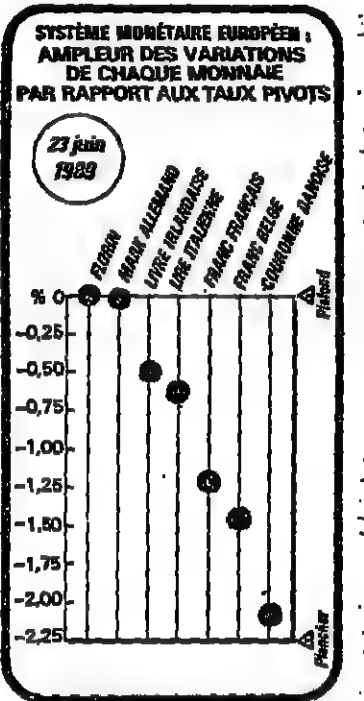
notamment). Par ailleurs, le phénomène tend à faire monter le loyer de l'argent à court terme, maintenant élevé, pour assurer une bonne tenue du franc. Comment expliquerait-on, autrement, un maintien du loyer de l'argent au jour le jour au voisinage ou au-dessus de 9 % ? Le MATIF, naturellement, traduit les « États d'âme » des opérateurs, le cours de l'échéance de septembre, après une incursion rapide au-dessus de 108, revenant aux environs de 107,80.

Il faut dire que les signaux venus des Etats-Unis sont, eux aussi, complètement brouillés. Depuis l'annonce, en fin de semaine dernière, d'une augmentation de 0,6 % des prix de détail américains, les rendements, tombés auparavant à 8,08 % sur le trenten ans, ont brutalement remontés au-dessus de 8,30 %, plus personne ne croyant à un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale dans l'immédiat. Le repli du dollar contribue au scepticisme dans ce domaine précis.

Le Crédit national a annoncé jeudi un abaissement de son taux premier. Ce taux avait déjà été ramené de 9,70 % à 9,45 % le 20 décembre 1988, avant d'être passé à 9,70 % le 20 février 1989, à l'occasion d'un renchérissement général des taux d'intérêt en France et en Europe. A l'heure actuelle, le climat est à la détente, le Crédit national n'omettant pas de signaler que son taux premier s'établit maintenant à 0,15 point au-dessus du taux de base des banques (9,60 %).

Signifions enfin l'apparition d'un nouveau négociateur-courrier sur le MATIF. Tréfontaine, créé par la Banque d'escompte (de MM. Worms), la Caisse des dépôts et GNL, l'un des premiers courtiers britanniques sur le marché à terme, dans l'optique d'une européanisation des opérations menées sur le MATIF.

FRANÇOIS RENARD.



MATIÈRES PREMIÈRES

Tensions sur le blé

Au moment où la sécheresse semble à nouveau prendre ses quartiers d'été en France et aux Etats-Unis, les dernières estimations de récolte publiées la semaine dernière par le département américain de l'Agriculture (USDA) vont entretenir la fermeté des prix du blé sur le marché de Chicago, où un bûcheron de 27,216 kilos se traitait en fin de période autour de 400 cents.

Selon l'USDA, la production américaine de blé en 1989 atteindra 77,8 millions de tonnes en 1989 (contre 78,5 millions de tonnes l'an passé). Aux Etats-Unis, elle devrait reculer à 55,2 millions de tonnes, 600 000 tonnes en deçà de son niveau pourtant modeste de 1988. Dans son rapport de juin, le Conseil international du blé (CIB) confirme ces chiffres en évaluant la récolte du globe pour l'année en cours à 504 millions de tonnes, soit 8 millions de tonnes de moins qu'à l'issue de la précédente campagne.

Fort heureusement, de meilleurs résultats agricoles sont attendus chez des pays traditionnellement importateurs, en Extrême-Orient et en Union soviétique (pour le blé, mais pas pour les céréales secondaires — mais principalement —

dont les achats à l'étranger augmentent de 15 millions de tonnes). Les échanges mondiaux de blé devraient donc se contracter à 100 millions de tonnes en 1989, après avoir atteint en 1988 un score historique de 106 millions de tonnes. Les réserves du globe, évaluées elles aussi à 106 millions de tonnes en fin de campagne, seront tombées à leur niveau le plus bas de la décennie.

Alors que les besoins chinois sont évalués à 16 millions de tonnes environ, le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Clayton Yeutter, a fait savoir le 21 juin que le marché des Etats-Unis restait ouvert à Pékin en dépit des répressions qui se multiplient dans l'empire du Milieu. « Je ne vois pas que cela affecte en aucune façon le statut actuel de nos transactions céréalières actuelles ou potentielles », a ainsi déclaré le responsable américain. Il a, en revanche, reconnu que l'octroi à la Chine de nouveaux crédits pour l'achat de blé à prix subventionnés était « un autre problème ». La question est délicate pour Washington, qui a pu apprécier par le passé le poids du débouché chinois. En 1983-1989, les achats américains ont représenté 1,4 milliard de dollars (9,4 milliards de francs, et 613 millions de dollars (4,1 milliards de francs) lors de la précédente campagne.

Ces transactions sont d'autant plus précieuses que les Etats-Unis, en raison de la sécheresse de 1988, ont perdu des parts du marché céréalière au profit de la CEE. Sur les 100 millions de tonnes de blé commercialisées dans le monde en 1988-1989, la Communauté européenne en a vendu 20 millions de tonnes, un volume jamais atteint par le passé. Lors de la précédente campagne, la part de l'Europe s'était limitée à 13,5 % du marché.

Cette percée a permis à la CEE de reconquérir la deuxième place des exportateurs mondiaux de blé, toujours derrière les Etats-Unis, mais devant le Canada. Les difficultés climatiques observées outre-Atlantique ont fait reculer les

exportations américaines 1988-1989 à 42 millions de tonnes (contre 44,4 millions de tonnes en 1987-1988). Une seconde année de sécheresse pourrait faire tomber la part des Etats-Unis sur le marché mondial à 31,5 millions de tonnes.

Dans le même temps, l'Europe table sur un nouveau record d'exportations, de l'ordre de 21,6 millions de tonnes. Ayant de craintes de l'espérance que le soleil risque tant d'aggraver, tantôt de compenser. Les experts céréalières, après avoir concentré leur attention au sol pour surveiller la montée des grains, commencent à regarder le ciel avec inquiétude.

ERIC FOTTORINO.

SECTEURS DE POINTE

**INGÉNIEURS !
INFORMATIENS !
DEUX RENDEZ-VOUS
EMPLOI
EXCEPTIONNELS**

**Dans le Monde du :
LUNDI 26 JUIN daté mardi 27
MARDI 27 JUIN daté mercredi 28**

PRODUITS	COURS DU 23-6
Café A. g. (London) Trois mois	1 698 (- 61) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 835 (- 18) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	11 675 (- 275) Dollars/tonne
Stain (Paris) Aout	2 725 (+ 175) Francs/tonne
Café (London) Juillet	1 113 (- 27) Livres/tonne
Chaux (New-York) Juillet	1 289 (+ 36) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Juillet	397,4 (+ 3,4) Cents/bushel
Malt (Chicago) Juillet	262 (inch.) Cents/bushel
Sucre (Chicago) Juillet	219,20 (+ 4) Dollars/c. court

La chiffre entre parenthèses indique la variation d'un point sur l'indice.

مكتبة جامعة القاهرة

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La fin de la conférence de Paris sur les droits de l'homme. 4 La situation en Angola. 6 États-Unis : le centenaire du Wall Street Journal.	7 Les débats au sein de l'opposition et de la majorité. 8 La percée écologiste provoque des recensements à l'extrême gauche. - « Livres politiques », par André Laurens. - Bicentenaire.	13 Un sondage sur les dix-neuf ans. - Un conflit entre l'évêque du Mans et les traditionalistes. - Sports.	15 Arts : L'opéra ou la figuration libre. - Musiques : Bario ou secours de Schubert. - Cinéma : Kinopolis à Bruxelles. 14 Communication.	17 Les grèves dans les services des impôts. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Cartes 14 Météorologie : poursuite de la grève 14 Mots croisés 14 Spectacles 16	Les corrigés du bac 3615 taping LMBAC Les grandes écoles 3615 taping LEMONDE

M. Pasqua et les attentats de 1986 : « Un terroriste en vaut un autre »

Aucun lapsus n'est innocent. En répondant à une question de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, mercredi 21 juin, au Sénat, au cours d'un débat consacré aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, M. Charles Pasqua, une fois de plus, illustre la célèbre formule.

Ce jour-là, M. Joxe comptait bien utiliser à son profit la polémique créée par les récentes déclarations de M. Chirac suggérant qu'Anis Naccache, condamné à la prison à vie pour sa participation à l'attentat contre Châpout-Bakhtiar, bénéficie, à l'occasion du 14 juillet, d'une grâce, faute de quoi les attentats risquaient de reprendre (Le Monde des 15 et 16 juin). L'occasion était, en effet, trop belle : les propos du maître de Paris avaient soulevé la contestation, jusque et y compris dans les rangs du RPR. Le ministre de l'Intérieur n'y a donc pas résisté : « M. Pasqua, a-t-il assuré du haut de la tribune du Sénat, rendrait service au pays en éclairant l'opinion ou en informant le gouvernement sur la nature et la portée de l'accord passé, à l'époque où il était ministre de l'Intérieur, avec ceux qui réclamaient la libération d'une personne condamnée et détenue dans une prison française ».

Visait-il Anis Naccache ou quelqu'un d'autre ? Quel qu'il en soit, M. Pasqua, qui il en faut plus pour se démontrer, a bravement fait face : « Je regrette de devoir le rappeler publiquement : le gouvernement auquel vous appartenez a, par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, M. Dumas, donné un accord au gouvernement algérien pour que celui-ci serve d'intermédiaire avec les ravisseurs des otages. La libération de M. Naccache devait être la contrepartie de celle de M. Gilles Peyroles. M. Naccache était, il est vrai, détenu à l'époque pour des délits mineurs. C'est par la suite que la DST a indiqué que ce prisonnier était hautement suspect de complicité dans l'attentat contre M. Bakhtiar. C'est la raison pour laquelle le gouvernement et le président de la République n'ont pas tenu l'engagement pris. La conséquence a été une série d'attentats à Paris. Telle est la situation à laquelle nous avons dû faire face ».

Surprise dans les travées. Car M. Pasqua confondait manifestement le sort d'Anis Naccache avec celui de Georges Ibrahim Abdallah, interpellé à Lyon en 1983 et dont on devait bientôt découvrir qu'il était le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), responsables de plusieurs attentats contre des diplomates américains et israéliens. C'est pour obtenir sa libération que les FARL avaient enlevé M. Gilles Sydney Peyroles, qu'ils proposaient d'échanger contre Abdallah.

Deux jours plus tard, M. Pasqua reconnaît bien volontiers son erreur. « Je me suis trompé », admet l'ancien ministre de l'Intérieur. Mais un terroriste en vaut un autre. Admettons que celui-ci s'appelle Dupont plutôt que Durand ! Quelle est la différence ? Certes. Mais quelle est

la cause de cette surprenante confusion ? N'était-elle qu'une réaction de solidarité à l'égard de M. Chirac, à l'évidence préoccupé par le sort d'Anis Naccache ? Ou bien, selon la règle qui veut qu'un lapsus constitue l'aveu déguisé de ce que son auteur tient précisément à ne pas dire, M. Pasqua venait-il, malgré lui, de rendre Abdallah responsable des attentats de l'automne 1986 ?

Renseignements pris, la version de M. Pasqua, peu enclin à se laisser entraîner sur le divan, est bien celle-ci : « Je confirme que c'est à cause du maintien en prison de Georges Ibrahim Abdallah, à qui les socialistes avaient promis la liberté, que nous avons connu les premiers attentats de 1986. A cette époque, nous avons dû leur rendre un message sans ambiguïté qui faisait le lien entre les attentats et Abdallah. Nous avons pris des mesures pour empêcher les Abdallah de nuire. C'est pourquoi les FARL se sont ensuite alliés au Hezbollah pour poursuivre leurs attentats ».

La piste Abdallah et la piste iranienne

Si ces déclarations devaient être confirmées, elles amèneraient, une nouvelle fois, à une relecture partielle des motivations des attentats de septembre 1986. Les enquêteurs de la police judiciaire, on s'en souvient, avaient d'abord suivi la piste Abdallah. Le gouvernement français avait fait de même, au point de solliciter Mgr Hilarion Capucci, prêtre favorable à la cause arabe, qui était allé visiter dans sa cellule, en pleine période chaude, le chef des FARL. A la même période, un responsable de la DST était allé demander, et avait obtenu, l'aide des Syriens pour que les frères Abdallah soient bloqués dans leur village de Kobeyat, au nord du Liban.

Ce n'est que plusieurs mois plus tard, lorsque furent découverts en février 1987, par la DST, les premiers indices qui devaient conduire à l'arrestation de Fouad Ali Saléh et au démantèlement de son réseau, que fut apparemment abandonnée la « piste Abdallah » au profit d'une piste iranienne. La suite de l'enquête, confiée au juge Boulouque, devait montrer que le réseau pro-iranien était incontestablement impliqué dans plusieurs des attentats.

GEORGES MARION.

Pour « irrégularités »

Le commissaire principal de Fréjus est suspendu

Chef de la police urbaine de Fréjus, le commissaire principal Claude Larguette vient d'être suspendu à la suite d'« irrégularités » constatées par l'inspection générale de la police nationale (IGPN). La mesure, de caractère conservatoire, devait être suivie par une comparution devant le conseil de discipline.

Successivement en poste à Boulogne-Billancourt, Provins et Saint-Raphaël, le commissaire Larguette, décrit par ses collègues comme un « flic actif et baroudeur », aurait entretenu de trop étroites relations avec quelques petits malfaiteurs qui lui servaient d'indicateurs. Le 7 juin dernier, le Canard enchaîné avait rendu compte de l'enquête de l'IGPN consécutive à un cambriolage, survenu en 1985, pour lequel un bijoutier recenseur avait été inculpé. Arrêté, le cambrioleur devait déclarer sur procès-verbal avoir agi sur l'incitation du commissaire Larguette, qui comptait faire arrêter le bijoutier pour recel.

Depuis cette date, l'affaire, d'un point de vue administratif, était demeurée en l'état. Il semble que l'arrivée du nouveau directeur général de la police nationale, M. François Rousselet, décidé à réorganiser certains de ses services, soit à l'origine de l'enquête de l'IGPN.

M. Gérard Cendrès succède à M^{me} Nicole Fiori-Duharcourt

Le nouveau secrétaire général du SNESup craint une rentrée universitaire « explosive »

Renouvellement dans la continuité à la tête du SNESup (Syndicat national de l'Enseignement Supérieur). Le courant majoritaire, Action syndicale (AS), proche du Parti communiste, sort, en effet, légèrement renforcé du congrès du principal syndicat d'enseignants du supérieur, qui s'est tenu du 21 au 23 juin à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Avec 77,52 % des suffrages, il gagne 2 points par rapport au précédent congrès de 1987, tandis que les deux tendances minoritaires perdent chacune environ 1 % des voix : l'Union Indépendance et Démocratie (UID), proche du Parti socialiste, passe à 16,73 % et l'Ecole émancipée à 5,72 %.

Ces résultats ont été annoncés dans un climat d'optimisme prudent puisque, pour la première fois depuis des années, le SNESup fait état d'une stabilisation, et même d'un léger redressement, du nombre de ses adhérents (4 350 actuellement, selon la direction).

M^{me} Nicole Fiori-Duharcourt a donc pu passer en douceur le relais au nouveau secrétaire général du SNESup, M. Gérard Cendrès, docteur en droit et maître-assistant à Bordeaux. Celui-ci, comme son prédécesseur, a immédiatement réclamé au gouvernement des « mesures d'urgence » et une nette augmentation du budget 1990 afin de faire face à une rentrée universitaire qu'il juge « explosive ».

Langue de bois et parler-vrai

Derrière cette stabilité de façade, la démission couve cependant. Le courant UID, proche de la majorité socialiste de la Fédération de l'Enseignement national (FEN), s'insurge publiquement contre la raideur politique de la majorité syndicale et entend « se démarquer de ceux qui, au sein du SNESup, font du dogme de la lutte des classes la clé essentielle de leurs actions », selon la formule de son porte-parole, M. Lecurtu, qui a provoqué une levée de protestations en déclarant que « le SNESup sera social-démocrate ou moribond ».

Ces proclamations politiques illustrent une conception du syndicalisme enseignant différente

de celle de la majorité. « Le SNESup n'est plus représentatif du milieu universitaire, affirme M. Lecurtu. Il n'arrive plus, et c'est dommage, à attirer les jeunes enseignants chercheurs, car il est enfermé dans un ghetto : les thèmes évoluent peu, et la langue de bois est toujours de mise ». Pour essayer de remédier à cette situation, l'UID a décidé de créer une association baptisée UID-Sup à l'intérieur du syndicat. Officiellement, le courant s'est doté de structures pour pouvoir diffuser légalement un bulletin et disposer d'un lieu de rencontre. Ses objectifs avoués dissimulent en réalité une volonté d'attirer des adhérents, afin d'inverser un jour le rapport des forces au sein du SNESup.

La majorité, pour sa part, refuse de se laisser intimider par ces controverses. « Nous avons fait le choix du parler-vrai, et cela dérange ceux qui veulent à tout prix s'inscrire dans une démarche politicienne », observe M^{me} Fiori-Duharcourt. Nous représentons un courant de lutte à l'intérieur de la FEN, et nous entendons le maintenir, voire le renforcer, pour conduire la fédération à adopter des positions plus offensives. Les querelles du SNESup ne font, en fait, que refléter la concurrence de plus en plus vive, au sein de la FEN, entre une majorité proche des socialistes et une minorité très active (SNES pour les enseignants des lycées et SNESup dans le supérieur) qui est proche des communistes.

RAFAËLE HÉROLLE.

A Gennevilliers

Plusieurs centaines de personnes exigent la démission d'un élu du FN

A l'appel de plusieurs organisations et partis politiques, six cents personnes environ ont manifesté, vendredi 23 juin, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), pour exiger la démission d'un conseiller municipal, M. Pierre Van Dorpe, trent-huit ans, qui avait blessé, le 29 avril dernier, à coups de fusil de chasse, un enfant d'immigré, Mommine Ben Ali, seize ans, qui se promenait avec deux de ses frères et qui avait été atteint d'une centaine de plombs (Le Monde du 4 mai).

Inculpé de coups et blessures volontaires avec arme, M. Van Dorpe avait été écroué le 1^{er} mai à la prison de Bois-d'Arcy, puis remis en liberté le 17 mai suivant, sur versement d'une caution de 20 000 F.

Anjourd'hui, des organisations telles que le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, le PCF, le PS, la LCR et des associations de résidents de foyers d'immigrés considèrent qu'il ne doit plus siéger au conseil municipal de leur ville. Vendredi soir, les manifestants ont parcouru les rues de la cité en scandant notamment : « Non au racisme ! », « Un, deux, trois, Le Pen casse-toi ! », ou : « A bas le Front national ! F comme fasciste, N comme nazi ».

D'autre part, dans un communiqué diffusé samedi 24 juin, la mairie de Gennevilliers indique que « la séance du conseil municipal n'a pu se tenir avec toute la sérénité requise » en raison de la présence de M. Van Dorpe. Celui-ci, ajoute la mairie, était accompagné de « nombreux éléments extérieurs à la ville », ce qui a « provoqué l'indignation de nombreux Gennevilliers ».

Le numéro du « Monde » daté 24 juin 1989 a été tiré à 513 748 exemplaires.

Le ministère des finances quitte le Louvre

Au cours du week-end des 24 et 25 juin, la quasi-totalité des 400 fonctionnaires du ministère des finances devaient abandonner leurs bureaux de la rue de Rivoli — que reprendra le musée du Louvre — pour s'installer à Bercy, près de la gare de Lyon. Œuvre des architectes Paul Chemetov et Boris Millaud, le nouveau bâtiment, qui plonge ses pieds dans la Seine, n'est pas encore complètement terminé et il ne sera inauguré officiellement par le président de la République qu'en novembre. Mais dès lundi 26 juin, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, aura emménagé dans des locaux ultra-modernes, très bien équipés en moyens de communication et de

stockage de données. Trois autres membres du gouvernement rejoindront prochainement : M. Michel Charasse (Budget), M. Jean-Marie Bédier (Commerce extérieur) et M^{me} Véronique Neveux (Industrie).

Le déménagement avait été décidé au début du septennat par M. Mitterrand avec le lancement du projet du Grand Louvre. Pendant la « cohabitation », en 1986-1988, M. Edouard Balladur, ministre des finances de M. Chirac, avait tenté, en vain, de s'y opposer. Pourtant, l'installation des finances à Bercy doit contribuer à enlever ce nouveau quartier, pièce maîtresse du « rééquilibrage à l'est » de la capitale cher au maître de Paris.

Bell Canada condamné à dédommager six millions d'abonnés au téléphone

MONTREAL de notre correspondant

Les quelques six millions d'abonnés de Bell Canada ont tous gagné deux mois de service téléphonique gratuit. Ils doivent ce cadeau inattendu à la Cour suprême du Canada qui a tranché, jeudi 22 juin à Ottawa, un litige entre cette compagnie privée — la plus grosse entreprise canadienne de téléphone — et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC), sorte de Haute Autorité locale chargée de réglementer ces secteurs depuis 1968.

Bell Canada avait demandé au début de 1984 la permission d'augmenter ses tarifs de 2 %, pour mieux rentabiliser ses opérations. Le CRTC avait accepté mais s'était réservé le droit de revoir sa décision, en fonction de l'évolution des bénéfices de l'entreprise. Ces derniers ayant considérablement augmenté en 1985 et 1986, les « sages » du Conseil ont exigé à deux reprises et sans succès une révision à la baisse des tarifs imposés par Bell Canada (qui dessert le Québec, l'Ontario et les deux provinces les plus peuplées du

Canada) ainsi que les territoires du Nord-Ouest.

L'affaire est allée devant les tribunaux qui avaient estimé dans un premier temps que le CRTC avait ses droits d'après la loi. Le plus haut tribunal du pays en a décidé autrement. Il a du même coup accordé à cet organisme « le pouvoir d'ordonner un redressement lorsque les tarifs téléphoniques ne sont pas justifiés ni raisonnables ». Bell Canada devra donc rembourser la part des profits qu'elle a considérablement réalisés sur le dos des consommateurs, plus les intérêts, ce qui représente au total 217 millions de dollars canadiens (environ 1,25 milliard de francs). Pour les deux prochains mois, chaque abonné sera dispensé du service de base (12 dollars par mois). Seuls les appels interurbains seront facturés, les communications locales étant gratuites.

Cette amende ne menacera guère la santé financière de l'entreprise qui a réalisé l'an passé des bénéfices de 295 millions de dollars canadiens sur un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de dollars.

MARTINE JACOT.

Après l'intervention de la police

Reprise du trafic SNCF en gare de Chambéry

CHAMBERY de notre correspondant

Le trafic SNCF en gare de Chambéry (Savoie) a repris normalement depuis que la police, samedi 24 juin vers 0 h 50, a fait évacuer les voies occupées par une centaine de cheministes en grève. L'intervention s'est passée sans incident et le groupe s'est replié dans un local du comité d'entreprise. Jusque-là, la SNCF avait organisé un service de cars à partir d'Aix-les-Bains, pour acheminer les voyageurs du TGV et détourner par la Suisse le trafic vers l'Italie.

Le blocage de la gare avait été décidé jeudi 22 juin en point d'orgue d'une manifestation organisée, par les syndicats CGT, CFDT et FO (le

la région SNCF de Chambéry avait ouvert les deux services, non pas de l'Ain et de la Savoie. Il avait été reconstruit après l'échec des négociations avec la direction régionale qui rejetait les revendications principales des grévistes : l'augmentation de la prime de résidence en raison du coût de la vie dans la région et un accroissement des effectifs correspondant à la progression du trafic. Mais vendredi après-midi, à bulletin secret, 70 % des cent soixante-neuf participants avaient reconstruit ce mouvement limité à la gare de Chambéry. Samedi matin, les cheministes ont décidé d'arrêter le mouvement, par 61 voix contre 38 et 25 abstentions.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?
Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.
36.15
LE TUDUANT

FETE DE L'ECOLE « ROCH »
dimanche 25 juin 1989



Le Royaume des Couleurs
rue S^t Roch 75001 Paris
11h30 d'été dans le quartier
12h30 déjeuner organisé par l'école
13h30/14h jeux et spectacles.

A C D E F G H

مكتبة من الأصل

QUE FAIRE
DU SANS LE

LA COLLE

Le Monde

LE BILAN DE L'EUROPE

Le Monde

Europe

LES PROMESSES
DE L'ACTE
UNIQUE

**NUMÉRO
HORS SÉRIE
116 PAGES 42 F**

A l'occasion
des élections du 18 juin,
le Monde
fait le point
sur la construction européenne
et trace le chemin
qui reste à parcourir.

- VERS LE MARCHÉ UNIQUE DE 1993
- LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DU GRAND MARCHÉ
- LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE
- LA RÉFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES : VERS UNE PLUS GRANDE DÉMOCRATIE INTERNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LA PROMESSE DE L'ACTE UNIQUE

COMMANDE
ET RÈGLEMENT
A FAIRE PARVENIR
AU JOURNAL

Le Monde
Service des ventes au numéro
1, rue des Filles
75427 Paris Cedex 09

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Localité : _____
Code postal : _____ X 47 F (port inclus) : _____ F
Nbre d'exemplaires : _____
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



Océaniques :
Satyajit Ray l'universel



Les Brigades
du Tigre :
des intrigues policières
nourries d'histoire

LA TRANCHE 6 H 30 - 8 H 30 A LA TÉLÉVISION

Petit écran, petits matins



Supplément au n° 13813. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 26 - Lundi 28 juin 1989.

مكتبة الامم المتحدة

مكتبة امينة، اللاصل

Les rendez-vous

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
TF	26 juin	27 juin	28 juin	29 juin
1	20 h 40 FEUILLETON La comtesse de Charny Juillet 1789, la tension monte. 22 h 10 MAGAZINE Mémoires L'honorification des mineurs.	20 h 40 CINÉMA Angélique marquise des anges Banal à mourir. 22 h 35 MAGAZINE Claf, mon mardi !	20 h 45 VARIÉTÉS Sainte soûle Avec Michel Rocard et Catherine Deneuve. 22 h 35 MAGAZINE Ex libris Avec Michel Rocard et Catherine Deneuve.	20 h 40 TÉLÉFILM Une vie de star Avec Elizabeth Taylor. 22 h 10 SÉRIE Dans la chaleur de la nuit
2	20 h 35 VARIÉTÉS Le grand festin Autour de Jean-Claude Killy. 22 h 45 MAGAZINE Haute couture L'actualité de l'art.	20 h 35 CINÉMA Un été 42 Pudeur et sensibilité. 22 h 20 SOIRÉE SPÉCIALE La nuit des entreprises Des patrons récompensés des patrons.	20 h 35 FEUILLETON La vallée des sorcières Suite et fin. 22 h 15 DOCUMENTAIRE Sous le regard de Lénine	20 h 35 CINÉMA L'été au pays d'été Attachants étude de mœurs. 22 h 25 MAGAZINE Édition spéciale Le Corbusier, cité française.
3	20 h 35 CINÉMA Voyage au bout de l'enfer La guerre du Vietnam à travers trois destins. Un film admirable, réaliste et lyrique, signé Michael Cimino.	20 h 35 CINÉMA Requiem ou le déshonneur Passions romantiques, trépidations, douleur morale et fascination de la mort. Avec le couple Fabien-Fonnet.	20 h 35 DANSE Tournoi Européen des jeunes danseurs 22 h 45 MAGAZINE Océaniques Portraits du maître du cinéma indien.	20 h 35 CINÉMA Le vieux feu Hommage aux vétérans de la barbarie nazie. 22 h 20 DOCUMENTAIRE Drapeau 2 ^e partie : Aujourd'hui la mémoire.
CANAL	20 h 30 CINÉMA El Dorado L'histoire d'un échec. 23 h MAGAZINE Robofoot Du foot, du golf, du basket.	20 h 30 CINÉMA Y-a-t-il un photo dans l'enfer ? Tout le contraire d'un film catastrophe ! 22 h CINÉMA L'humanité Maurice avec témoin.	21 h CINÉMA Preuve d'amour Un film polaire à l'atmosphère prenante. 22 h 35 CINÉMA Les plus dingues des agents secrets Comédie loufoque.	20 h 30 CINÉMA Gauguin, le loup dans la forêt Reconstitution d'une période triste de la vie du peintre. 22 h 30 CINÉMA Risky business La rébellion d'un jeune bourgeois.
LA	20 h 30 TÉLÉFILM L'apprenti tueur Le fanfane d'une assemblée de pongo au secours d'un malheureux.	20 h 30 CINÉMA La planète des singes Excellente adaptation d'un roman de Pierre Boulle. 22 h 40 SÉRIE Deux flics à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Le paradis des requins Un dérapage, dressage de requins. 22 h 25 SÉRIE Deux flics à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Sexe, musique et meurtre Enquêtes après un assassinat. 22 h 15 MAGAZINE Ciné Cinq
M	20 h 35 TÉLÉFILM L'entente vaine Personne ne la croit... et pourtant !	20 h 35 TÉLÉFILM La condamnation du FBI Un policier noir de sexe féminin. 22 h 10 SÉRIE Claf de lune	20 h 35 TÉLÉFILM Pauvre jeune homme riche Un étudiant malheureux dans son collège. 22 h 10 SÉRIE Claf de lune	20 h 35 TÉLÉFILM La bombe Le chantage d'un fou. 22 h 25 SÉRIE Claf de lune
6	21 h 30 SÉRIE Claf de lune			

ARONWAG

IGANUS

ICARONIA

Compagnie (Poupin)

groupe du nord

« J'accuse » (Poupin)

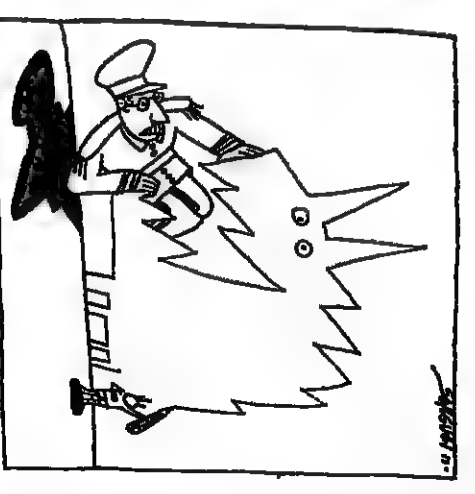
Les roses en sucre

Par THOMAS FERENCZI

CHRONIQUE

On ne rappelle peut-être que, dans la *Zone* de J. L. Giscard, le maréchal, jeune écrivain à la recherche de son premier succès, fait le désastre de sa famille, non seulement en étant amoureux de sa femme, mais aussi, et surtout, en ne se rendant pas compte qu'il est marié. Mais, dans la *Zone*, on ne se rend pas compte qu'il est marié. Mais, dans la *Zone*, on ne se rend pas compte qu'il est marié.

Alors, on se demande une fois de plus s'il n'y a pas là une certaine ironie. Mais, dans la *Zone*, on ne se rend pas compte qu'il est marié. Mais, dans la *Zone*, on ne se rend pas compte qu'il est marié.



Cette impression, on n'a pas cessé de l'avoir. Il est vrai, dans les jours qui ont suivi le scrutin européen, en comparant les manœuvres du «Bébé Show», dans leur exercice quotidien de ressemblance à l'actualité, et leurs modèles en chair et en os, les journalistes ont eu l'impression que le monde était devenu plus petit. Les journalistes ont eu l'impression que le monde était devenu plus petit.

De la même manière, sur TF 1, on a entendu Giscard, hennir et presque moqueur, nous rassurer qu'il n'était pas candidat à la direction d'une future opposition réunifiée, qu'il n'avait aucune ambition personnelle et que son seul souci était de favoriser le renouvellement de la classe politique. Comme il nous regardait, selon son habitude, au fond des yeux, on ne se sentait pas enclin à mettre sa parole en doute. Seulement, voilà : au «Bébé Show», c'était un autre discours. Il était en uniforme d'ennemi, se penchait pour le moment de l'Europe et du monde, et se penchait pour le moment de l'Europe et du monde.

Avec Michel Noir, chef de file des rénovateurs, invité pour la première fois de sa carrière à l'heure de vérité, il n'est pas sûr que la situation ait été tout à fait éclaircie. Car, si l'on a bien compris, le maître de Lyon a soutenu Giscard tout en étant hostile à son projet. Il est dans une position paradoxale, celle d'un homme qui soutient un projet qu'il ne soutient pas.

Pour en finir avec l'art du dialogue, on mentionnera celui qu'a su mener, sur A 2, Claude Sérillon, en un subtil mélange de délicatesse et de fermeté, bien dans sa manière, avec les différents intervenants qui débattaient, sur le plateau de l'émission, de la réforme de la loi. La plupart des invités ont été très intéressants. La plupart des invités ont été très intéressants.

De ces étranges combinaisons de fausses confidences et de demi-vérités dans lesquelles se complaisent nos hommes politiques, on ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter. On ne saurait plus désorienter.

TF-1
0.26 Magazine: Uno Premier.

7.40 Géo Derollet malin.
Derollet vaill. D'unny classique ; Jock.
2.25 Phil shopping.
6.65 Géo Dorville réamplifié.
Jadine, le Témoin. Météorisme ; L'ennemi ; Les
10.40 Terrors millions de millions des millions ; 10.
Sonnailles ; Vieux au pas de l'Alou ; Le prisonnier
et le cocher du ; Les deux frères et "Vierge".
11.10 Sérès : D'elles d'histoire.
11.35 Jeur : Jeoparty.
Aucun par Philippe Xhoul.
12.00 Tournes... ménage.
12.50 Jeur : Le Juste prix.
13.00 Journal, Météo et Bourze.
13.35 Feuilleton : Le figne de chance.
14.25 Télifilm :
Après tout ça, on'en a fait pour toi.
Dr. Jacques Plasson, avec Marie-Christine Bar-
nat, Michel Ruello, Roland Ruffin.
Une éducation et l'école - l'école - l'école.
16.00 Feuilleton : En cas de bonheur.
16.25 Quarts à Météo-Lettre.
16.30 Vértiges : La chance aux chansons.
16.55 Géo Dorville.
Cécile : L'obstacle, le pape ; Les Chevaliers du
Soleil.
18.05 Bérthe : Les rues de San-Francisco.
18.50 Aïe de reboîte.
19.00 Feuilleton : Serre-Berbaire.
19.30 Jeur : La roue de l'histoire.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Télifilm : Une vie de star.
Dr. Joseph Bergant, avec Elizabeth Taylor.
Robert Wagner.
22.00 Les deux frères, dépression nerveuse et
amorce d'une révolte.
22.10 Sérès : Dans la chaleur du nuit.
La grande illusion (2^e partie).
23.00 Feuilleton : La chaudière.
Dr. Peur : Joffroy et Miles Vardy, d'après
A.J. Cronin, avec Ben Cross, Garth Thomas
(2 épisodes).
23.50 Journal et Météo.
0.10 Sérès : L'été et l'été.
0.30 Documentaire : Histoire naturelle.
Le Diable.
1.00 Feuilleton : C'est déjà demain.

A2
6.30 T&A
nifin-[illegible]

FR3

10.40 Gétéop. Émission du CNDR.
11.00 Espèce 3 : Canal enregistrement.
11.42 Espèce 3 : L. Homage au jour.
11.56 1789 au jour le jour.
12.00 Téléfilm régional.
12.57 Flash d'information : Point d'actualité.
13.05 68/69 : Histoire bizarre.
13.25 Les policiers : Rappels de femme.
13.30 Magazines : Rappels de femme.
13.45 Les policiers : Rappels de femme.
13.57 Flash d'information : Spécial Bouzou.
14.00 Magazines : Dictionnaire.
14.15 De l'histoire racontée par Camille Tressa.
14.30 Magazines : C'est pas juste.
14.45 Les policiers : Rappels de femme.
15.00 Sport : Golf.
15.30 Les bougeons opus de France 89, en direct de Chantilly.
17.00 Flash d'information : Spécial Jeune.
17.05 De 17.05 à 18.05 Années 3
17.05 Petit court bruta.
17.08 Ulysse 31.
17.10 Tom Sawyer.
17.38 Signé Côté 89/91.
18.00 1789 au jour le jour.
18.02 Magazines : D'ouest vers la machine.
18.30 Festival des films d'ouest.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
18.45 Le 18-20 de l'information.
18.50 D 18.10, 18.30, le journal de la région.
18.58 Deschamps enchaîné.
20.05 D'ouest, le dernier diossouave.
20.05 Jeux : La cabine.
20.35 Cinéma : Le Vieux fusil. ■
20.35 Film français de Robert Enrico (1975). Avec Romy Schneider, Philippe Noiret, Jean Bouché.
22.20 Documentaire : Océanour.
De Michel Folliet et Mary Wilmont.
Description : À Montserrat, la métropole.
Le monde des océans et des îles du village.
23.30 Journal et 18.56.
23.35 Sport : Jumping.
Kissini et jumping international de Cannes.

LA 5

[illegible]

1

[illegible]

M

couvertes 1989.	presses 10,00, 11,00, 12,00, 13,00.)	des clips 10,15, 10,45.	15,10 Mustangs : Boulevard des clips.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		17,05 Hlt. Hlt. le bureau !
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		17,10 Sérif : L'homme de fer.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		18,05 Variétés : Multidrop.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		18,40 Sérif : La pathe maison dans la pathe.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		19,30 Sérif : Clair comme Bill.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		19,40 Six minutes d'informations.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		20,00 Sérif : Madame est servie.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		20,35 Téléfilm : L'homme.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		<i>D'après un roman de Louis Mouchet.</i>
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		22,25 Sérif : Clair de lune.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		22,50 Six minutes d'informations.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		23,25 L'homme de fer (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		0,15 Magazine : Charnes (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		0,45 Mustangs : Boulevard des clips.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		1,10 Variétés : Multidrop (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		1,40 Les premiers des découvertes du Programme de Bourgas 1988.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		1,50 Hlt. Hlt. Hlt. journal.
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		2,00 La princesse du rail (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		2,25 L'ami du marquis et Aurat (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		3,20 Magazine : Aventure (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		4,05 Destination santé (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		4,50 L'ami du marquis et Aurat (centr.).
couvertes 1989.	couvertes juin 1989.		6,55 La princesse du rail (0,90).

CANAL + B

0.00 **Cinema : Ouf pour cell** ■
Film : *Impasse de Corinthe*
(1937) - Avec Gao Jurgens, René
Lill, Les Piedvaut.

0.15 **Cinéma : Gaudin, le bon dans**
le toché. ■
Film : *Franc-tanon de Hening*
Gritien (1935) - Avec Donald
Satterland, Jean Vande, Luis
Rago.

0.50 **Cinéma :**
Pigouf Sûr c'est mortel. ■ ■
Film américain de Francis Ford
(1936) - Avec Carole
Tupper, Nicolas Cady, Berry Mil-
ler.

Deutsche Literatur 22.00

1.30 **Magazine** : Répertoire
 D'Amiens de Caen.
 1.40 **Flash d'Informations**
 1.45 **Magazine** : Mon zénith à moi.
 Présenté par Michel Dumortier
 Les meilleurs moments de l'année.
 1.50 **Téléfilm** : Au nom de la France.
 de Joe Sargent, avec Les Remick,
 Patrick McGoohan
 1.55 **Sport** : Miro
 Le grand prix de Belgique, en
 direct des pays.
 2.05 **Documentaire** : Les Illuminés...
 La mortelle des courants,
 l'Église, les Vénérables

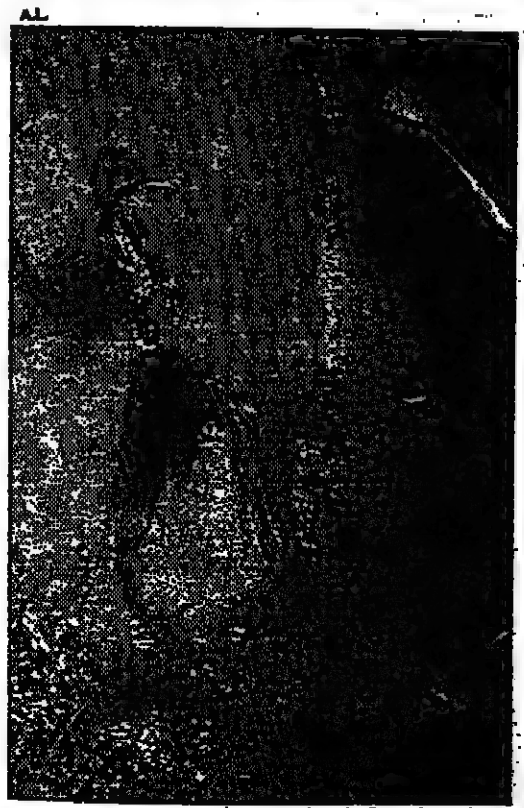
1.30 **Série: Mister gun.**
 1^{er} épisode d'une nouvelle série de
 films.
 1.00 **Cinéma:**
 Le trésor de Mataramba. ■
 Film américain de Vincent
 McEvey (1976). Avec Robert
 Foxworth, Johnny Dorn, Billy
 Aurora.
 1.55 **En aller jusqu'à 20.50**
 1.55 **Fiches d'informations.**
 Deschamps intitulée: Ça cartonn
 Présents par Philippe Durr.
 1.30 **Cinéma: Hétéro.** ■
 1.25 **Magazine: Tranchée de l'art.**

05 **Série :** Murphy, Tint et la

[illegible]

► LA GRANDE AVENTURE DE LA VIE : TF 1, 10 h 30
► LA PLANÈTE DES ANIMAUX : A2, 14 h 10

Sélection naturelle



Les films animaliers connaissent un succès jamais démenti et alimentent un marché en progression constante. Pourquoi la télévision française refuse-t-elle d'investir dans ce secteur porteur ?

AMIS des bêtes et amateurs de films animaliers seront comblés cet été : TF 1 et Antenne 2 offrent en effet deux séries exceptionnelles, chaque dimanche, du 2 juillet au 3 septembre. Deux séries qui ont

l'horloge. La première, diffusée le 11 janvier, raconte l'évolution de la vie sur Terre; la deuxième, l'après-midi, décrit la lutte des animaux pour survivre dans un monde de plus en plus hostile. Un point commun les rapproche cependant : des images époustouflantes, d'origine... britannique.

A.2, est la version française de la célèbre série « Survival » produite par la chaîne anglaise Anglia Television, réalisée par Simon Trevor et écrite par John Reader. Les dix épisodes, de 52 minutes chacun, révèlent les mille astuces par lesquelles les créateurs, petites et grandes, se défendent contre les prédateurs - à

Ces films représentent un véritable travail de titan. Un exemple : l'épisode intitulé « Le triomphe des mangroves », film primé à Bristol (le Parda d'Or). Il nous introduit au cœur de la vie palpitante, et constamment menacée, d'une des espèces africaines les plus fascinantes et peu connues, la mangroisie marine. Elle doit sa survie – et une oreillerité qui peut atteindre quinze

ans ! — au système très élaboré du groupe — de douze à quatorze individus — dirigé par une femelle. Les mangoustes se terrent dans des monceaux de termites, pour se protéger des dangers extérieurs, où elles vivent collectivement les petits, mis

au monde uniquement par le couple dirigeant. Elles ne vivent que pour la défense et la propagation de l'espèce et communiquent entre elles grâce à un langage composé de dix-huit sons spécifiques.

Les séquences dramatiques qui montrent ces minuscules créatures en train de se battre contre des araignées géantes ou des serpents mortels, ou encore les images extraordinaires de leur vie souterraine ont été filmées au prix d'une patience infinie. Des mois, voire des années, passés derrière la caméra dans des endroits inaccessibles, sans parler des dangers que représentaient les grandes

maîtres, une nature plus qu'ingrate et même des brigands armés ! Au prix, également, de moyens matériels énormes. L'équipe de « Survival » compte plusieurs dizaines de personnes à travers le monde, à temps complet, et doit financer des expéditions qui parcourent, en avion puis en Land-Rover, des milliers de kilomètres.

Si Antenne 2 s'est contentée d'acheter cette série, c'est en malin. Marjays de la Grange a fait preuve d'une plus grande créativité pour préparer sa « Grande aventure du labyrinthe » sur TF 1. Elle est partie, elle aussi, d'une série existante – treize films, d'une heure réalisés par la BBC et Warner Brothers, – mais pour l'adapter à son propre projet : l'évolution vue à travers les rapports entre les animaux, la Terre et l'homme.

Quitant le terrain habituel — et purement animalier — de son émission « Les animaux du monde », elle s'intéresse ici à l'environnement et à l'évolution, « au moment, dit-elle, où nous prenons conscience que notre planète est en danger ». Elle a

non seulement réduit la durée de l'original anglais (dix émissions de 30 minutes), mais elle a restructuré l'ensemble autour de dix thèmes différents, puis a choisi un commentateur qui est à la fois un scientifique

Sans nier la superbe qualité des documents britanniques, Maryse de la Grange regrette pourtant de ne pas plus pouvoir tourner et retourner, depuis la réduction de son budget, les livres de la bibliothèque. Avec 130 000 francs pour une année, elle ne peut pas consacrer plus de 10 000 à l'histoire naturelle, consacrée à l'histoire naturelle.

démension d'une demi-heure - « trois à quatre fois moins que le budget d'un magazine ». *« Usualta »*, pré-télé-celle, - je suis convaincue à ne l'oublier que - le film animalier contre France ». « Le film animalier contre l'écologie, il est vrai, ajoute-t-elle, aussi cher qu'une fiction, mais cela peut aussi rapporter gros ! La demande vient sur les marchés internationaux ».

l'oncaux, la supériorité générale des responsables de la chaîne. « Les animaux du monde » viennent en troisième position pour la vente des programmes. Non seulement ces programmes sont rentables, à long terme, mais elles permettent de former de nouvelles générations de télédivulgateurs. Depuis qu'on a corrigé les crédits, nous sommes obligés d'acheter aux Anglais, il n'y a que les plus titrés, comme Gérard Yvema, auteur du Peuple singe pour

La dure loi de la sélection naturelle de Darwin n'épargne pas les films animaliers. Surtout quand les consommateurs s'en mêlent !

ALAIN WOODROW

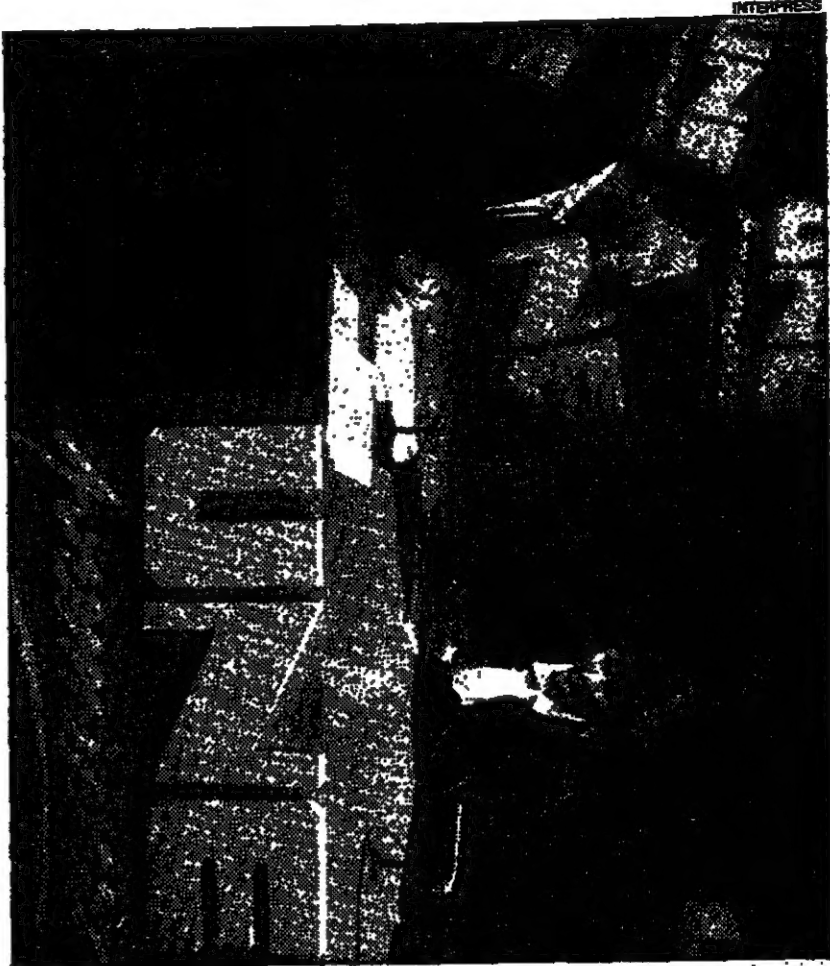
CANAL +

3

1

Petit écran, petits matins

S'ils ne font guère d'audience, les petits matins télévisés font bouler de neige. Seule FR 3 n'a pas encore suivi la mode, mais c'est moins faute d'envie que de moyens. Au choix, trois formules : le magazine, le « tout-info », ou - à l'état embryonnaire - la fameuse télé éducative.



Robert Namias et Françoise Bachel sur TF 1 (à gauche) et Roger Zabel (ci-dessus) sur A 2

Les rendez-vous de l'info

FLASHES

- 6 h 44 : le flash d'A2.
- 6 h 50 : Les titres de TF 1.
- 7 h 00 : l'Info Express A.
- 8 h 00 : l'Info Express A.
- 8 h 27 : le flash d'A2.

JOURNAUX

- 6 h 7 : 30 : « Le Journal permanent » (la B).
- 6 h 30-9 h 45 : Robert Namias et Françoise Bachel (TF 1).
- 6 h 31-6 h 35 : « Le Journal en images » (A2).
- 7 h 15 : Robert Namias et Françoise Bachel (TF 1).
- 7 h 10 : Catherine Cayla et Marc Autheman (A2).
- 7 h 28-7 h 35 : Robert Namias (TF 1).
- 7 h 30-7 h 40 : Catherine Cayla et Marc Autheman (A2).
- 8 h-8 h 10 : Catherine Cayla et Marc Autheman (A2).
- 8 h-8 h 24 : « CBS Evening News » (Canal +).

REVUES DE PRESSE

- 7 h 22 : revue de presse de TF 1.
- 7 h 24 : le « une » de TF 1.

On le sait rarement, alors rendons-les justice : ce sont Henri Sannier et FR 3 qui ont lancé, en France, la télé du matin. L'opération fut régionale (FR 3-Canon) mais devint ensuite nationale : 17 heures non-stop pour commémorer, par exemple, l'anniversaire du débarquement allié sur les plages normandes. Les européens, puis les Jeux olympiques, dominèrent, en cette année 1984, d'autres occasions de faire à nouveau sauter le carton du midi-matin. Quelques mois plus tard, après arbitrage du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, Georges Fillioud, Antenne 2 (avec Patrice Lecoq et William Leymérie) ouvrit son antenne à 7 heures. TF 1 l'avait précédée en confiant les week-ends à Jean-Claude Bourret. Tout cela par peur des matins de Canal + et dix ans après que le PDG d'Antenne 2, Marcel Juhan, ait seulement osé émettre le principe d'une télé du matin...

Aujourd'hui, elle a cinq ans, et fait partie des meubles. Elle est le lieu, sinon de toutes les audaces, du moins de toutes les innovations, car la télé du matin a été créée de toutes pièces et a bouleversé un certain nombre d'habitudes.

Les habitudes des téléspectateurs d'abord. Cinq ans après l'ouverture de grilles télévisées matinales, le média du matin reste sans conteste la radio. Chez les adultes de plus de quinze ans, elle fait cinq fois plus d'audience que la télévision. Le petit écran n'a pas su, en particulier, conquérir ces grands auditeurs des ondes que sont les hommes âgés de moins de trente-cinq ans. La moyenne d'audience des chaînes, tous écrans confondus, ne représente aujourd'hui que 0,7 point Médiamat (1) et ne culmine qu'à 2,2 points (8 h 15, A 2), alors que, d'après BVA, le potentiel réel d'auditeurs de programmes matinaux, compte tenu des activités des

France, pourrait atteindre le tiers de la population.

Rien n'est pour autant perdu, puisque cette « inertie » des comportements s'explique partiellement par le faible taux de « multi-équipement » des foyers français. La télé du matin, contrairement à la radio, se regarde ou s'écoute en effet autour du petit-déjeuner, voire en s'habillant et en se brossant les dents. Ce qui suppose un téléviseur portable ou d'appoint, 16,5 % de la population équipée possède actuellement deux téléviseurs ou plus, mais ce chiffre est en plein accroissement. On en comptait 15 % en 1984 et le SIMAVELEC (Syndicat des industries de matériel audiovisuel et électrique grand public) prévoit, pour la fin de l'année 1989, une hausse de 5 % du second équipement, contre 3 % pour le premier. D'autre part, un quart des intentions d'achat se portaient déjà, en 1984, sur un téléviseur portable. En variant et en offrant ces nouveaux appareils, les jeux télévisés pourraient d'ailleurs en faire les « micro-ondes » des téléspectateurs traditionnels.

Faible rentabilité

Autre bouleversement : celui du marché publicitaire. Les radios avaient, les premières, rebouté les nouveaux écrans matinaux. Mais la télé du matin, si elle a effectivement mordu dans le gâteau publicitaire, n'en démontre pas moins aujourd'hui peu rentable. Le coût moyen d'un écran télévisé en *day time* (le coût nécessaire pour toucher un point d'audience, hors *prime time* et tous écrans confondus) est en effet de 16 963 F, alors que celui du matin grimpe à 19 200 F. Ces écrans restent néanmoins avantageux dès lors que l'on veut tou-

cher des cibles précises, comme les dix-dix ans (particulièrement bien représentés), les personnes âgées, les insectes. D'ailleurs, la télévision du matin a été faite pour eux : c'est parce qu'on a calculé que les enfants français partaient en moyenne à l'école à 8 h 02 que le dessin animé a été fixé, sur Antenne 2, à 7 h 52.

La télé du matin, enfin, a créé un nouveau type d'écriture télévisuelle. « Le petit matin, c'est la seule heure de la journée où la télévision n'est pas la télévision », explique Daniel Pato, le producteur de « Télématin ». Le téléspectateur de l'aube ne passe en moyenne qu'un quart d'heure devant sa télévision, « et c'est, définitivement, le bus à prendre qui commande ». Pour les fidèles, on fixe aux téléspectateurs des rendez-vous précis qui peuvent, le cas échéant, leur donner des repères. Surtout, on fait défiler rapidement des séquences qui n'ont pas forcément de lien entre elles. Dans « Télématin », qui a innové dans la forme, chaque rubrique ne dure pas plus de huit minutes.

Faire court, c'est la règle. « Boulevard des clips », sur M 6 (6 h 30) s'y pite ; les séries, les feuilletons, sont réservés à la seconde tranche de la matinée, après le tourbillon des départs à l'école ou au bureau. C'est autour de cette loi d'airain de la télévision du matin que les chaînes, l'une après l'autre, ont fait leur choix.

Premier modèle, le magazine. Des petits « supports » de news jetés sur un « vestre champ campé », un ensemble original de séquences relevant, en général, de deux unités de programmes, les diversitaires (pour les variétés, les commentaires sportifs, les dessins animés) et l'information (les journaux, les bulletins météo, les chroniques diverses, les conseils pratiques...) : c'était la formule adoptée en novembre 1983 par Canal +, la

première télé du matin régulière. C'est celle de Jean-Claude Bourret et de « Bonjour la France » sur TF 1, le week-end, puis de « Bonjour la France » sur TF 1, le samedi, avec Jean-Claude Nancy, jusqu'en mai 1988. C'est, enfin, celle qu'a choisie avec succès et depuis ses débuts « Télématin » : entre deux rendez-vous « Info », Vincent Férret court les marchés et note les meilleurs produits, Michel La prodige ses conseils de jardinage, Marie-Christine Dobrowolski s'agit et s'ébahit, François Xénius propose un livre pour la rentrée en commun... Trois, quatre, cinq, toujours, jeux et vidéo, astrologie, la télé joue le « pratique » et la proximité, avec un décor intime et des présentateurs plus animateurs que journalistes.

La seconde formule, elle est plus jeune : c'est celle du « tout-Info ». Elle veut concurrencer directement la radio. « Ce sont ces auditeurs qui nous avons dans le collimateur », avoue sans détour Robert Namias, dont l'arrivée à « Une première » coïncide avec le changement de stratégie - payant - opéré par TF 1. L'échec de la formule présentée par Jean-Claude Nancy a en effet prouvé combien il était difficile, dès lors qu'une chaîne (en l'occurrence, Télématin) a su créer des habitudes, de fidéliser de nouveaux téléspectateurs matinaux.

En professionnel de la radio, Michèle Cottu, Gérard Carroyou et Gérard Namias ont donc choisi de mettre l'accent sur l'information. La ton des journaux reste encore un peu celui d'un radio du week-end, mais avec ses signatures (le « Contre-maître politique » de Gérard Carroyou et Michèle Cottu), l'interview quotidienne d'une personnalité du jour (« Les cinq premières minutes » à 7 h 35). « Une première » sort aujourd'hui l'« armoire à linge » et toute manne de créer l'« événement » politique.

« Une première » se veut aussi capable de donner « toute l'actualité à tout moment ». De ce « tout-Info », le week-end, puis de « Bonjour la France » sur TF 1, la semaine, avec Jean-Claude Nancy, jusqu'en mai 1988. C'est, enfin, celle qu'a choisie avec succès et depuis ses débuts « Télématin » : entre deux rendez-vous « Info », Vincent Férret court les marchés et note les meilleurs produits, Michel La prodige ses conseils de jardinage, Marie-Christine Dobrowolski s'agit et s'ébahit, François Xénius propose un livre pour la rentrée en commun... Trois, quatre, cinq, toujours, jeux et vidéo, astrologie, la télé joue le « pratique » et la proximité, avec un décor intime et des présentateurs plus animateurs que journalistes.

Une télévision de services

C'est peut-être dans ce cadre que pourrait un jour s'inscrire le projet d'une télévision régionale du matin de FR 3, qui privilégierait l'information de proximité. « L'idée », explique Jimmy Jancard, directeur du FR 3 Aquitaine et chargé de réfléchir pour la chaîne à des programmes de télévision régionale, est de faire une télévision de services adaptée à une population qui serait, une fois n'est pas coutume, totalement homogène (entre un et deux millions de personnes selon l'entrevue). Les médias, l'état des routes sont, par exemple, des services typiquement matinaux. Mais aussi typiquement régionaux. Je ne démontre même si, au sein d'une région, un « sous-développement » n'est pas nécessairement « une dévotion ». Pourquoi les Landes, pourquoi le Lot-et-Garonne n'auraient-ils pas leur deux minutes d'informations locales ? Ce projet, qui a succédé

à une autre formule où le cahier des charges était national et non régional, dépend, bien sûr, de l'avenir de la chaîne et des arbitrages budgétaires qui sont faits l'un prochain, et au sein d'un tout autre façon, proposée qu'à titre expérimental dans quelques villes-pilotes (Lyon, Bordeaux, Rennes, Limoges).

Le second projet de FR 3 rejoint, plutôt, l'idée d'une « télévision éducative » que Canal + a déjà accommodée à sa sauce. CBS Evening News, que la chaîne retransmet en clair, et, comme son nom ne l'indique pas, du mardi au samedi matin (après le balayage et sous-titrage), ne s'est jamais caché de son « parti-pris éducatif ». Dans Raitor, le présentateur s'adresse à la chaîne américaine, veut notamment séduire « les étudiants et les lycéens désireux de pratiquer » les Américains English avec l'accent » et « préparer les chefs d'entreprise à conquérir le marché américain ».

FR 3, respectueux des vœux que Jacques Pononl a couchés dans son rapport (rendu public le 9 mars de cette année) a, elle aussi, des idées et un second projet « ébroué » en tête, qu'elle entend bien soumettre à examen dès l'an prochain. La chaîne de service public, prévoit son conseiller des programmes, M. Christian Frensch d'Espery, « se verra volontiers prendre en charge une télé éducative qui se démarquerait d'une autre télé éducative », mais interdirait, elle aussi, les langues étrangères. De nombreuses émissions seraient consacrées aux « sciences en général », et des opérations montées avec le Centre national de documentation pédagogique (CNDP). Même la CBS Evening News, à côté, aura l'air d'une récréation.

ARIANE CHEMIN.

(1) Un point Médiamat correspond à 240 000 foyers.